

Tamanrasset DES CRUES D'OUEDS FONT 12 MORTS

 P.5

**Le ministère
du Commerce dément
Pas de pénurie
de sucre !** P.3

**Italie
L'Algérie attend
l'extradition
de l'avocat
de l'ex-FIS** P.4

**Accident de La Mecque
Un deuxième hadj
algérien décédé
et un autre en soins
intensifs** P.5



**FIFA
VALCKE, BRAS
DROIT DE BLATTER,
RELEVÉ DE
SES FONCTIONS** P.20

Publicité

**CHERIF ATHMAN
PROMOTION**

LES ORANGERS
RESIDENCE

**LIVRAISON
IMMEDIATE**

VOTRE FUTUR APPARTEMENT UN PLACEMENT D'AVENIR

**AU COEUR DE LA VILLE D'ORAN SUR SITE STRATEGIQUE
VUE IMPRENABLE SUR LE PORT ET SANTA CRUZ
SECURITE, CONFORT, ACCESSIBILITE
CONSTRUCTION AUX NORMES INTERNATIONALES
86 BEAUX APPARTEMENTS DE HAUT NIVEAU DU F3 AU F5
POSSIBILITE DE CREDIT BANCAIRE**

**Show Room et direction commerciale : Avenue Saliha Ould Kablia, Pont Zabana 31034 Oran
Tel: 00213(0)41744005 à 07 Mob: 00213(0)561816271 E-mail: d.commerciale@cherifathman.com**

Algérie-UE Prochaines discussions sur la révision de l'Accord d'association

R. N.

Les discussions sur la révision de l'Accord d'association, signé entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) en 2002 et mis en œuvre en septembre 2005, seront lancées prochainement, a annoncé jeudi à Alger la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini. «Le processus de révision de l'Accord d'association sera lancé dans les semaines prochaines», a-t-elle déclaré au cours d'une conférence de presse conjointe avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, tenue à l'issue des entretiens entre les deux parties. L'Algérie a déjà saisi la Haute représentante de l'UE pour demander officiellement l'ouverture de discussions sur une évaluation conjointe objective de la mise en œuvre de l'Accord d'association. La demande adressée par l'Algérie à la chef de la diplomatie européenne a été accompagnée d'un argumentaire réalisé par un groupe de travail interministériel expliquant la requête algérienne et ses motivations. Un comité intersectoriel a été désigné pour mener ces discussions avec la partie européenne. Ce comité aura à identifier très rapidement les mesures conservatoires d'urgence à prendre dans le cadre du respect de l'esprit même de l'Accord d'association, notamment pour freiner les pertes fiscales induites par le nouveau schéma de démantèlement tarifaire, entré en vigueur le 1^{er} septembre 2015 et qui concerne 400 sous-positions tarifaires, a-t-on indiqué.

CONTEXTE NOUVEAU

«Il est temps d'évaluer cet accord pour mieux l'adapter au contexte nouveau dans lequel évoluent les relations bilatérales et aux attentes des deux par-

ties», a-t-il affirmé, de son côté, M. Lamamra. Le MAE estime que l'Algérie «ne vise nullement à remettre en cause l'Accord d'association, mais bien au contraire à l'utiliser pleinement dans le sens d'une interprétation positive de ses dispositions permettant un rééquilibrage des liens de coopération», assure une source proche du dossier. Dix ans après la conclusion de cet accord, la position commerciale de l'UE n'a eu de cesse de se renforcer au détriment de l'économie nationale. En 2010, cette situation a amené le gouvernement algérien à procéder au gel unilatéral des concessions tarifaires accordées à l'UE en vertu de l'Accord d'association. Après huit rounds de laborieuses négociations, un compromis sur le report de la zone de libre-échange, prévue en 2017, à 2020 a été trouvé. Cependant, la tendance à l'accroissement du déficit commercial hors hydrocarbures s'est poursuivie, en témoigne les chiffres des sept premiers mois de 2015. Sur 30,560 milliards de dollars d'importations globales de l'Algérie, 15,67 milliards proviennent de l'UE, soit 50,62%, selon les chiffres des Douanes algériennes. En même temps, un faible stock d'afflux des investisseurs de l'UE vers l'Algérie a été constaté. Selon les données de l'ANDI, seuls 316 projets d'une valeur de 7,7 milliards d'euros ont été réalisés par des investisseurs européens durant la période allant de 2002 à 2014.

L'Algérie et l'Union européenne (UE) ont signé jeudi à Alger deux conventions de financement de programme d'appui à la justice et à la formation-emploi dans le cadre de la coopération bilatérale. La cérémonie de signature a été présidée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini.

Projet de loi sanitaire Les opposants se mobilisent

Sofiane M.

La pétition lancée il y a quelques jours par le collectif des médecins algériens, unis contre le projet de loi sanitaire, semble largement soutenue par le personnel médical dans les établissements hospitaliers d'Oran où 1.000 signatures ont été recueillies par les initiateurs de cette requête qui mènent depuis le début du mois une campagne de mobilisation parmi le corps médical. La quasi-totalité des signataires se recrutent parmi les jeunes médecins (hospitalo-universitaires, généralistes, chirurgiens, résidents...) qui demeurent, comme nous l'avons constaté durant une visite à l'un des hôpitaux de la ville, parmi les plus farouches opposants à ce projet de loi. Ce jeune hospitalo-universitaire que nous avons interrogé soutient que ce projet de loi est une «menace pour la pratique médicale en Algérie». Il dénonce notamment la pénalisation de l'acte médical qui aura des répercussions néfastes sur toute la corporation.

Les délégués des médecins résidents ont également tenu de leur côté une réunion la semaine écoulée avec pour ordre du jour «le nouveau projet de loi sanitaire 2015 qui confirme le caractère obligatoire du service civil et qui fixe sa durée à 03 ans, sans respecter le droit de mérite pour le choix des postes des médecins spécialistes fraîchement diplômés» et la «Réforme de l'arrêté 709 du 06/12/2010 portant sur l'organisation et les modalités d'évaluation et de progression du cycle de formation en vue de l'obtention du diplôme d'études médicales spéciales». Après concertation et discussion, les délégués des différentes spécialités médicales et chirurgicales ont décidé de tenir une réunion nationale dans les prochains jours pour débattre de ce projet de loi qui semble rejeté par le syndicat des médecins résidents. Une AG des médecins résidents de la wilaya d'Oran devra se tenir le 29 septembre en cours pour procéder au vote des résidents quant aux prochaines actions à entreprendre.



Ph.: APS

ANALYSE

Kharroubi Habib

Pas de compromis avec les putchistes burkinabés

De nouveau des prétoriens africains ont usé de la force contre l'ordre constitutionnel de leur pays. Ce sont en l'occurrence des militaires burkinabés qui ont commis la forfaiture du coup d'Etat en procédant à l'arrestation du chef de l'Etat Michel Kafando et du Premier ministre de la transition Yacouba Issad Zida, et en décrétant la dissolution des institutions qui ont été mises en place dans le pays au lendemain de l'insurrection populaire qui a chassé du pouvoir l'ex-président Blaise Compaoré avec pour feuille de route le démantèlement du système qui a permis à ce dernier de conserver le pouvoir pendant 27 ans, pour lui substituer un régime démocratique respectueux de la volonté populaire.

Les Putchistes qui ont renversé les autorités de la transition en s'appuyant sur le régime de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de l'ex-chef d'Etat burkinabé sont des fidèles de ce dernier qui n'ont digéré ni son éviction ni admis la perspective de l'instauration d'un régime n'étant pas sous leurs bottes.

Certes, la communauté internationale a réagi fermement en condamnant le coup d'Etat qui s'est produit au Burkina Faso et en exigeant la libération immédiate des responsables de la transition arrêtés et le retour à l'ordre constitutionnel qu'ils présidaient. Elle doit désormais veiller néanmoins à ce que les prétoriens burkinabés obtempèrent sans que ne leur soit consenti aucune concession. En leur en faisant, ils s'estimeront encouragés à dicter leur conditions qui ne visent ni plus ni moins qu'au retour du système Compaoré dont ils ont été les piliers et les bénéficiaires insatiables.

Il ne suffit plus à la communauté internationale, africaine en premier lieu, d'avoir décrété la non reconnaissance des changements anticonstitutionnels

de gouvernement. Il lui faut ne plus composer avec ceux qui les provoquent. Ce qui s'est passé mercredi à Ouagadougou l'y invite sans appel. Les Putchistes qui ont agi n'en sont pas à leur premier méfait contre le peuple burkinabé qui s'est soulevé contre le régime auquel ils sont restés fidèles. Depuis l'instauration du pouvoir de transition, ils sont en effet intervenus à maintes reprises avec l'argument de la force pour dicter à ses autorités la marche à suivre et les changements par lesquels ils ont voulu dévier de son objectif l'insurrection citoyenne anti Compaoré et son régime. Ils ont récidivé au constat que les autorités de la transition contre lesquelles ils lançaient leur partisans armés n'avaient qu'un mou soutien international et ont été à chaque fois «conseillées» de trouver un terrain «d'entente» avec eux. Si les Putchistes burkinabés obtiennent gain de cause d'une façon ou d'une autre, l'ère des coups d'Etat militaire en Afrique ne sera nullement dépassée. Les galonnés du continent la perpétueront car sachant qu'ils ne s'exposeront qu'à des condamnations de pure forme qu'ils feront oublier en faisant de fallacieuses promesses d'un retour conditionné à l'ordre constitutionnel. Lequel est pour eux celui qui fait passer les intérêts de leur caste au détriment de ceux de leurs nations. La mise en échec du coup d'Etat perpétré au Burkina Faso est une absolue obligation pour la communauté africaine et internationale et cela ne souffre d'aucune considération qui viendrait à justifier qu'il faille «ménager» ses auteurs.

Ministère de l'Intérieur

Des crédits sans intérêts pour les APC

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a indiqué jeudi à Ghardaïa que son département ministériel envisageait l'octroi de crédits sans intérêts aux communes à partir du Fonds de solidarité des collectivités locales. «Nous envisageons au ministère l'octroi de crédits sans intérêts aux communes à partir du Fonds de solidarité des collectivités locales

», a précisé M. Bedoui lors d'une réunion avec les cadres et les élus de la wilaya de Ghardaïa. Le ministère envisage également de «transformer ce fonds en banque qui sera chargée des mêmes fonctions», a-t-il ajouté. Et qu'en application des instructions du Premier ministre, «le fonds de solidarité des Collectivités locales fera un effort supplémentaire pour prendre en charge l'aménage-

ment des nouveaux lotissements situés dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux», explique encore le ministre en indiquant que ce travail s'effectuerait en coordination avec les ministères de l'Intérieur et de l'Habitat. En réponse aux préoccupations des élus locaux, M. Bedoui a promis de trouver des solutions à tous les obstacles qui entravent le développement au niveau local.

Tirage du N°6332
119.635 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.: Oran** : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Le ministère du Commerce dément Pas de pénurie de sucre !

Yazid Alilat

Gros nuages sur le marché national du sucre. Au sud du pays, la pénurie a déjà fait monter les prix, le kg de ce produit subventionné et plafonné à 90 dinars est commercialisé aux clients à plus de 100 dinars, selon des habitants de la wilaya de Tamanrasset. La pénurie de sucre touche, selon le président de l'Association de protection du consommateur et de son environnement (APOCE), Mustapaha Zebdi, plusieurs régions, en particulier le sud et l'est du pays, et pourrait, si rien n'est fait par le ministère du Commerce, s'étendre au centre du pays et à tout le territoire national. Selon des commerçants d'Ouargla, les grossistes leur cèdent le kg de sucre blanc à 88, voire 90 dinars, et quand il est disponible. Une situation qui a fait naître une certaine hantise quant à une pénurie de sucre, qui ouvrira la voie à une autre hausse des produits dérivés, dont les boissons gazeuses, les yaourts et autres produits à base de sucre. C'est un peu dans cette atmosphère de « guerre des prix » sur fond de baisse des quantités de sucre mises sur le marché que le ministère du Commerce est intervenu jeudi pour « calmer le jeu ». Et, surtout, rassurer les consommateurs sur la disponibilité du produit. « Le sucre est disponible sur tout le territoire national en quantités suffisantes et aux prix habituels », affirme le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère, Abdelaziz Aït Abderrahmane, qui a expliqué que la pénurie de sucre notamment dans la wilaya de Biskra est due au fait que l'opérateur qui approvisionnait cette wilaya n'avait pas eu les quantités suffisantes en sucre ». Le même responsable au ministère du Commerce ajoute que cette situation a même affecté les wilayas d'Ouargla et Illizi, approvisionnées également par le même opérateur. Et, tout aussi rapidement qu'elle est née, la pénurie dans la wilaya de Biskra n'existe plus, affirme M. Aït Abderrahmane selon lequel « la situation a été rétablie pour la wilaya de Biskra et Ouargla, alors que dans la wilaya d'Illizi elle est en voie de l'être ». La situation est dès lors rétablie, selon ce responsable

au ministère du Commerce, qui explique par ailleurs que « l'approvisionnement des marchés en sucre s'effectue régulièrement par les opérateurs économiques ». Le stock de matières premières disponibles couvre les besoins de production de sucre allant jusqu'à 871 jours, soit un stock de sécurité de plus de deux ans, selon M. Aït Abderrahmane, qui rassure sur le fait que « les quantités (de sucre roux) disponibles sont estimées à 1,07 million de tonnes, qui assurent la production pour 29 mois ». Pour autant, les importations de sucre se sont établies en baisse au cours des cinq premiers mois de 2015 à 847.145 tonnes contre 874.035, en recul de 3,07% par rapport à la même période en 2014. En valeur, ces importations se sont chiffrées à 365,7 millions de dollars sur les cinq premiers mois de 2015 contre 403,18 millions de dollars à la même période en 2014, en baisse de 9,3%. Entre janvier et novembre 2014, sur le sillage de la baisse des cours internationaux après une bonne production mondiale de sucre de betterave et une offre abondante, les importations algériennes de sucres ont donc enregistré une baisse des cours accompagnée d'une hausse des quantités achetées. En valeur, les importations de sucres de betterave et de canne se sont établies à 825,15 millions de dollars (contre 858,82 millions de dollars sur les 11 premiers mois de 2013), en baisse de 3,92%, selon des chiffres des douanes. Pour autant, en volume, il y a eu une augmentation des importations de sucre qui s'est établie à 1,831 million de tonnes durant les 11 premiers mois de 2014 contre 1,702 million de tonnes sur la même période de 2013, en hausse de 7,6%. Dès lors, certains milieux ne sont pas loin de penser que la spéculation et le mercantilisme poussé à l'extrême par certains opérateurs et grossistes restent de mise sur le marché national des produits alimentaires subventionnés en dépit des assurances du ministère du Commerce. D'autant que des opérateurs exportent une grande partie de ce sucre importé, après des opérations de conditionnement et d'emballage. Sur les tablettes de l'International Trade Board de Londres, l'Algérie est un pays exportateur de....sucre.

Dépense publique

Le cap sera maintenu à moyen terme

Le gouvernement compte passer graduellement, dans sa politique budgétaire, d'une dépense publique massive à des financements basés sur les ressources du marché même si le cap de ces dépenses «sera maintenu» à moyen terme afin d'atteindre les objectifs de croissance hors hydrocarbures, a affirmé jeudi le ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa. « L'ordonnance portant loi de finances complémentaire pour 2015 s'inscrit dans les orientations du Conseil des ministres de décembre 2014 (...) nous allons maintenir le cap pour les trois ou quatre années à venir », a indiqué M. Benkhalfa à l'APN lors de la séance consacrée au vote de cette ordonnance. « Ce cap s'articule autour de trois orientations : la valorisation des ressources, l'encouragement des entreprises créatrices de valeur ajoutée et la sauvegarde des progrès en termes de politique sociale », a-t-il précisé. Cette politique (sociale) « ne sera en aucun cas secouée de manière brusque » en dépit de la baisse des prix de pétrole et des revenus extérieurs de l'Algérie, a-t-il promis. Le passage d'une économie basée quasi-exclusivement sur la dépense publique vers une économie financée par les ressources extrabudgétaires se fera donc « de manière progressive », selon lui. Pour ce faire, « l'Algérie a besoin d'une mobilisation soutenue des ressources internes », a-t-il ajouté dans une déclaration à la presse en insistant de nouveau sur le fait que le programme de mise en conformité fiscale volontaire, lancé en août dernier pour tenter de bancariser l'argent informel « ne représente ni une amnistie fiscale ni un encouragement au blanchiment d'argent ». Eoquant le projet de loi de finances pour 2016, approuvé récemment par le gouvernement, il a avancé que ce texte révisera à la baisse le prix du marché du baril de pétrole, établi à 60 dollars dans le cadre de la LFC 2015. La poursuite d'assainissement des CAS (comptes d'affectation spéciale) se poursuivra dans le cadre de ce texte qui introduira d'autre part « un retour à la TIC (taxe intérieure sur la consommation) dans l'objectif d'encourager la production nationale », a-t-il dit sans fournir plus de détails. Le PIB de l'Algérie devra croître de 18.000 milliards de dinars en 2015 à 25.000 md de DA en 2016, soit une évolution de 4,6%, a-t-il rappelé. « Mais ce n'est pas le taux de croissance qui nous intéresse, c'est plutôt la qualité de cette croissance qui nous interpelle », a-t-il dit.

taires se fera donc « de manière progressive », selon lui. Pour ce faire, « l'Algérie a besoin d'une mobilisation soutenue des ressources internes », a-t-il ajouté dans une déclaration à la presse en insistant de nouveau sur le fait que le programme de mise en conformité fiscale volontaire, lancé en août dernier pour tenter de bancariser l'argent informel « ne représente ni une amnistie fiscale ni un encouragement au blanchiment d'argent ». Eoquant le projet de loi de finances pour 2016, approuvé récemment par le gouvernement, il a avancé que ce texte révisera à la baisse le prix du marché du baril de pétrole, établi à 60 dollars dans le cadre de la LFC 2015. La poursuite d'assainissement des CAS (comptes d'affectation spéciale) se poursuivra dans le cadre de ce texte qui introduira d'autre part « un retour à la TIC (taxe intérieure sur la consommation) dans l'objectif d'encourager la production nationale », a-t-il dit sans fournir plus de détails. Le PIB de l'Algérie devra croître de 18.000 milliards de dinars en 2015 à 25.000 md de DA en 2016, soit une évolution de 4,6%, a-t-il rappelé. « Mais ce n'est pas le taux de croissance qui nous intéresse, c'est plutôt la qualité de cette croissance qui nous interpelle », a-t-il dit.



Ph.: Arch.

Raina Raïkoum

Hamid Dahmani

Une histoire de tuyauterie

Généralement, un tuyau sert à « yedi wi djib » (amener et ramener), c'est un objet banal lorsqu'il se trouve sur notre route; aussi, nous ne lui accordons pas une grande importance ni un intérêt quelconque surtout lorsque c'est un bout de tuyau insignifiant usé par le temps et qui ne sert pas à grand-chose dans la vie. Un tuyau, Bof ! C'est « faregh mel dekhel » (vide), il peut être rigide ou flexible. Il est toujours utilisé comme un lien entre deux sources. Une conduite peut servir à ramener de l'eau, du gaz ou des eaux usées. Un tuyau peut aussi servir à conduire « el-hadra » (une voix), « m'liha wela Douniya », d'un bout à l'autre. « Yehkou fi hedh el-asr » (on raconte de nos jours) qu'un nouveau métier est en train de faire son petit chemin dans la vie publique, agent de maîtrise « taa tiyawet » (des tuyaux). Cet art du fin broissage et de la balance est reconnu à certains initiés dans la profession et ils sont connus familièrement sous les vulgaires sobriquets de «tiyawetes ou khitanes». Ces désignations synonymes de moqueries désignent des individus lèche-bottes, cafards, trop dociles, attachés à la servitude, la soumission et la délation gratuite. On les trouve généralement dans les milieux des entreprises et de l'administration. Cette espèce qui prospère dans ces lieux a un comportement méprisable et s'occupe généralement à faire de la dénonciation et rapporter tout événement curieux et qui leur semblent bizarre et douteux, à leurs chefs hiérarchiques avec un malin plaisir issu de la pure jalousie pour semer la zizanie au sein du groupe des travailleurs. Ces tuyaux lèche-bottes supportent toutes les injures et les brimades qui proviennent de l'entourage dans lequel ils prospèrent. Ils restent indifférents lorsqu'ils font le sujet de la plaisanterie lors du quotidien professionnel. Ces tire-au-flanc passent leurs journées ouvrables à flâner dans les couloirs et de bureau en bureau pendant les heures de travail sans but précis mais uniquement pour faire de l'écoute. Ces supers flatteurs résistent comme des serpillières usées à la risée. « Echita » (le coup de brosse) est une pratique issue de la méchanceté et de la fourberie qui sert à déclarer la soumission et à couvrir les tares. Telle l'ignorance, l'incompétence, le tire-au-flanc et la nullité. Ainsi, pour cou-

vrir leurs arrières, ils sont toujours présents là où on ne les attend pas. Ils ont toujours quelque chose à se remémorer, ces moins que rien. Leur conscience n'est jamais tranquille. De toute façon, ils n'ont aucune conscience. Ils sont toujours présent là à midi, pour inviter les inspecteurs venus d'en haut, en mission à aller au restaurant à leurs frais, « zidou aliha », ils en rajoutent de leurs poches, sans oublier avant leur départ de bien leur remplir la malle du véhicule de service de toutes les victuailles pour leur retour. Ils sont très impressionnés par les cols blancs venus d'en haut et ils sont contents qu'ils prennent un café en leur compagnie et leur serrer la main au moment du départ. Généralement, ces «pousseurs» s'opposent à tous les projets constructifs établis par leurs collègues compétents du syndicat qui exercent pour le bien-être du collectif. Ils agissent sous l'influence et le couvert de leurs chefs directs pour saborder le bon fonctionnement de la cellule syndicale, par exemple, pour briser tout élan salvateur et écartier ainsi de la route à de braves travailleurs ou à leurs représentants qui ont du nif et du mérite et qui posent problème à la direction. Pour cela, chaque lieu administratif a son fil «khait», au pluriel «khitane». Ils sont facilement repérables parce qu'ils sont faux dans leur langage et dans leurs attitudes lorsqu'ils sont coincés entre la vérité et le mensonge et mis à l'index par les braves travailleurs. Ainsi, on raconte qu'il était une fois, une entreprise dénommée «Chariket ettiyaouet» (entreprise de tuyauterie) qui débordait de cette médiocrité et tellement que ça pullulait de «zeffafa» que les honnêtes travailleurs doutaient de leurs propres amis et même des murs de la «charika». Alors, pour joindre l'horreur à la plaisanterie, les braves travailleurs ont décidé d'organiser des jeux virtuels pour départager cette répugnance. Les tuyaux olympiques, des exercices sportifs à l'adresse de ces moins que rien. Sur l'art et la fourberie d'introduire l'aiguille fatale dans le dos des pauvres salariés innocents. Pour cela, il fut décidé à l'unanimité de désigner «Hamel -elakab- taa chita» le trophée du meilleur rapporteur chaque année. Et de clôturer l'exercice des « demara » par un jubilé d'adieu lorsque l'on réussit à se débarrasser de l'un de ces vauriens...

Italie L'Algérie attend l'extradition de l'avocat de l'ex-FIS



Moncef Wafi

Pour Alger, Rachid Mesli sera extradité, si l'on croit les déclarations du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, qui a affirmé ce jeudi que l'Algérie présenterait à l'Italie, dans les délais, la demande d'extradition de l'ex-avocat de plusieurs dirigeants historiques du FIS dissous. Condamné par contumace à 20 ans de prison pour terrorisme et faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, M. Mesli, actuel directeur juridique de la fondation Alkarama, une ONG sise à Genève, a été arrêté, le 19 août dernier, par les carabinieri au Grand-Saint-Bernard. Réfugié politique en Suisse depuis 2000, l'avocat arrivait depuis la Suisse et se dirigeait en direction de l'Italie en voiture, avec sa femme et son fils, avait rapporté, trois jours plus tard, l'agence italienne ANSA.

L'Algérien avait été condamné à trois ans de prison en 1996. Placé, dans un premier temps, en garde à vue à Aoste, au nord-ouest de l'Italie, il était en attente de la décision de la cour d'appel de Turin qui devait se prononcer sur son extradition. Selon Alkarama, repris par TSA, le 15 septembre dernier, l'Italie a décidé de mettre fin à la résidence surveillée de l'avocat, l'autorisant à retourner en Suisse. Dans la conviction de la justice algérienne, l'Italie lui avait accordé un délai de 40 jours, à compter de la date de l'arrestation de Rachid Mesli, pour préparer le dossier de la demande de son extradition. Tayeb Louh affirmant par la suite que «le dossier sera fin prêt dans les délais avant son envoi par voie diplomatique». Reste à savoir maintenant qu'elle sera la réaction d'Alger si les informations répercutées par l'ONG sont authentiques. Cette dernière explique que la justice italienne n'a pas clairement indiqué sa décision finale quant à la demande d'extradition de l'Algérie. Mais elle autorise l'avocat à quitter le pays avant la fin de la période des 40 jours, nécessaires aux autorités algériennes pour déposer une demande

d'extradition en bonne et due forme. Toutefois, selon TSA, Rome laisse encore à l'Algérie le temps de fournir des documents complémentaires pour valider sa requête. Rappelons qu'au lendemain de l'arrestation de Mesli, le directeur exécutif de la fondation, Mourad Dhina, un des anciens chefs de l'ex-parti islamiste, avait réagi en espérant une «possible rapide libération», expliquant que l'avocat est victime «du harcèlement pour raison politique de la part de l'Algérie» dans le but est «d'empêcher un militant des droits de l'homme de travailler». Pour lui, M. Mesli ne sera jamais extradé par l'Italie. «Les accusations d'Alger sont farfelues», souligne M. Dhina, lui-même déjà arrêté une fois en France et libéré assez vite. Un plan d'action sera mis en branle, précisera-t-il, à travers d'autres ONG, écrire au gouvernement italien et engager une action en justice. L'avocat algérien, cinq ans après son arrivée en Suisse, a fondé à Genève la fondation Alkarama. Cette ONG, qui célèbre cette année son dixième anniversaire, intervient systématiquement auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et des procédures spéciales de l'ONU pour défendre des citoyens arabes victimes d'arrestations arbitraires, de disparitions et de tortures. Elle subit régulièrement des attaques de la part de certains gouvernements arabes comme les Emirats arabes unis qui l'ont placée sur leur liste de groupes terroristes. Une fondation citée dans des affaires de financement du terrorisme international et l'ancien président du Conseil de l'ONG, Abdul Rahman Omeir al-Naïmi, avait été accusé en son nom propre par les Etats-Unis d'avoir transféré 600.000 dollars à Al-Qaïda en Irak et supervisé le transfert de deux millions de dollars. Ses avoirs ont été gelés par le Trésor américain.

Le Qatar et l'Arabie Saoudite sont ainsi accusés de financer les jihadistes au travers de dons privés versés à des fondations islamiques caritatives et des ONG. Pour Tayeb Louh, ce dossier n'est pas le premier du genre et ne sera pas le dernier.

Le djihadiste Saïd Arif tué en mai en Syrie

Le chef djihadiste algérien Saïd Arif, vétéran du djihad en Afghanistan, a bien été tué en mai en Syrie par un tir de drone américain, ont indiqué jeudi à l'AFP des responsables français ayant requis l'anonymat. La mort de ce déserteur de l'armée algérienne, âgé de 49 ans et considéré comme un important recruteur de combattants étrangers pour la Syrie, avait été mentionnée au printemps par des sites internet et sur les réseaux sociaux, mais n'avait jusqu'à présent pas été confirmée. Ses états de service dans la mouvance islamiste radicale en avaient fait une figure du djihad international : il avait commencé dans les années 90 par rejoindre les camps d'Al-Qaïda en Afghanistan où il avait côtoyé les chefs de l'époque, dont Oussama ben Laden. Au début des années 2000, il avait été arrêté et poursuivi en France pour sa participation à des filières d'envoi de combattants en Tchétchénie et à des complots visant notamment le marché de Noël de Strasbourg (est) et la Tour Eiffel. Condamné en 2007 à dix ans de prison, il avait été libéré en décembre 2011. Il devait être expulsé de France mais la Cour européenne des droits de l'homme avait demandé à ce qu'il ne soit pas envoyé en Algérie. Il avait donc été assigné à résidence dans un hôtel de Brioude dans le centre de la



France. Contraint de pointer quatre fois par jour à la gendarmerie locale, il était fréquemment filmé, longue barbe blanche et survêtements, marchant dans les rues de la petite ville. Il donnait même des interviews à la presse locale, assurant notamment que «les attentats-suicide ayant une dimension économique sont le meilleur moyen de lutte pour les islamistes», ce qui lui avait valu des poursuites supplémentaires. Un matin de mai 2013, il n'était pas descendu au petit-déjeuner : il avait dans la nuit volé la voiture de la belle-fille de l'hôtelier. Elle avait été quelques heures plus

tard flashée sur une autoroute menant en Belgique. De là, Saïd Arif a gagné la Syrie où il est devenu l'un des chefs de Jund al-Aqsa, groupe djihadiste proche du Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Il était considéré comme l'un des principaux organisateurs de l'accueil en Syrie de combattants volontaires internationaux, surtout francophones. Il avait été en août 2014 ajouté par les États-Unis à leur liste noire des principaux terroristes internationaux, par l'ONU sur sa liste des extrémistes sanctionnés pour leurs liens avec Al-Qaïda et était recherché par Interpol.

Le RCD pour des manifestations populaires

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbès, a plaidé hier à Alger pour une «large mobilisation» à travers des actions de proximité afin de promouvoir la démocratie.

S'exprimant à une réunion du Conseil national du parti, M. Belabbès a fait part de la décision du RCD «de multiplier les actions de proximité dont des manifestations populaires à l'échelle nationale» impliquant l'adhésion de larges couches de la société et des partenaires sociaux afin de créer un «rapport de force en faveur de la démocratie». Cette décision, a-t-il expliqué, est née de la «demande populaire incontournable d'un renouveau», soulignant l'attachement de son parti au «projet de refondation nationale» à même de «libérer toutes les éner-

gies». Sur le plan économique, M. Belabbès a mis en garde contre les effets de la baisse des prix du pétrole notamment leur impact sur le pouvoir d'achat «des larges couches de la population». «Les mesures décidées par le gouvernement d'augmenter les taxes sur les produits pétroliers entraîneront une cascade de hausses des prix sur les biens manufacturés et agricoles ainsi que sur les transports», a averti le président du RCD. Interpellé lors d'un point de presse en marge de la réunion sur ses actions au sein de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD), il a démenti un quelconque «retrait» de cette structure, comme rapporté par des médias, rappelant que son parti a été l'un des créateurs de cette instance. «Qu'il y ait des divergences de points de vues en-

tre les membres qui la composent, cela est tout à fait ordinaire dès lors qu'il s'agit de courants politiques différents», a-t-il argumenté, résumant, en outre, qu'il y ait «crise» au sein de l'opposition. M. Belabbès a affirmé ne pas s'opposer également au fait que l'un des membres de la coordination «dialogue» avec le pouvoir mais qu'il rejette l'idée de «négocier» avec celui-ci «au nom de l'opposition». Abordant la récente structuration opérée dans le corps des services de sécurité, l'intervenant a estimé que cette procédure devait être soumise à «un débat démocratique» impliquant tous les acteurs ainsi qu'un «cadre juridique» fixant les missions, le mode fonctionnel, les objectifs ainsi que les «modes de désignation aux responsabilités de l'ensemble des institutions névralgiques».

Bordj Badji-Mokhtar Nouvelle interception d'armes

Une tentative d'introduction d'un lot d'armes et de munitions a été déjouée mercredi à Bordj Badji-Mokhtar par un détachement de l'armée, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji-Mokhtar (6^{ème} Région militaire) a déjoué, le 16 septembre 2015,

une tentative d'introduction d'un lot d'armes et de munitions», lit-on dans le communiqué. «L'opération qui a eu lieu suite à une patrouille de ratissage menée près de la localité frontalière de Timiaouine a permis la récupération de deux (2) pistolets mitrailleurs kalachnikov, deux (2) fusils mitrailleurs de type RPK, un lance-roquettes RPG-2 et une importante quantité de munitions et de roquettes», précise la même source.

Dans le secteur opérationnel d'In Guezam, un autre détachement «a intercepté 37 contrebandiers et saisi 16 détecteurs de métaux, 9 marteaux-piqueurs, 3 groupes électrogènes et d'autres objets», ajoute le communiqué. Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale relevant du secteur opérationnel de Tlemcen (2^{ème} RM) «ont saisi 2.940 litres de carburant destinés à la contrebande», conclut la même source.

Plus de 7.600 mines datant de l'ère coloniale détruites en août

Un total de 7.646 mines datant de la période coloniale ont été découvertes et détruites durant le mois d'août 2015 dans le cadre des opérations de déminage menées au long des frontières Est et Ouest du pays, a-t-on appris jeudi de source sûre. Ainsi, au niveau de la 2^{ème} Ré-

gion militaire, 1.483 mines antipersonnel et 4.166 mines anti-groupes ont été découvertes et détruites, 01 mine antipersonnel détruite dans la 3^{ème} Région militaire alors que 1.937 mines antipersonnel, 44 mines anti-groupes et 15 mines éclairantes ont été découvertes et détruites au niveau

de la 5^{ème} Région militaire, a-t-on précisé. Suite à ces opérations, le total général des mines découvertes et détruites à la date du 31 août 2015 s'élève à 795.138 mines, soit 666.619 mines antipersonnel, 123.771 mines anti-groupes et 4.748 mines éclairantes, a-t-on souligné.

Tamanrasset

Des crues d'oueds font 12 morts



R.N.

Drame à Tamanrasset. Au moins 12 personnes sont décédées suite aux dernières fortes pluies qui se sont abattues sur la région dans la nuit de mercredi à jeudi. Les corps des victimes, 9 ressortissants étrangers et 3 Algériens, emportées par les eaux d'Oued Amsel en crue, ont été repêchés par les éléments de la Protection civile de Tamanrasset, indique l'APS qui cite ce corps constitué. Alertés jeudi matin par des citoyens de la disparition de plusieurs personnes emportées par les eaux dans la zone située entre Amsel et Adherdhi, respectivement à 15 et 12 km au sud de Tamanrasset, la Protection civile a dépêché sur les lieux une trentaine d'agents qui ont découverts les corps des douze victimes qui avaient été surprises par le deferlement des eaux de l'oued, détaille le directeur de la Protection civile de la wilaya, Azzedine Ben-

kaddour. Huit corps ont été repêchés près de la localité d'Adherdhi et les 4 autres près d'Amsel. Les dépouilles ont été transférées à la morgue de l'hôpital de Tamanrasset. Les agents de la Protection civile, aidés par des citoyens, ont poursuivi les recherches pour s'assurer qu'il n'y a pas d'autres victimes. Une cellule de crise a été installée jeudi au siège de la wilaya de Tamanrasset pour le suivi de la situation. Elle est composée des représentants des directions des ressources en eau, de l'énergie, de l'entreprise Sonelgaz et de l'Office national d'assainissement (ONA), et doit suivre le développement de la situation après les fortes pluies qui se sont abattues sur les régions d'Abalessa et Tazrouk, distantes respectivement de 100 km et 270 km du chef-lieu de la wilaya, et dans celles d'Idèles et de Tamanrasset.

Les intempéries ont entraîné également des coupures d'électricité à Tamanrasset et

Abalessa. A noter que 22 mm ont été enregistrés à Tamanrasset et 11 mm dans la zone de l'Assekrem, selon les services météorologiques de Tamanrasset.

En déplacement à Constantine la fin du mois d'août dernier, après les inondations qui avaient affecté cette wilaya, M. Bedoui avait annoncé que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales doit prendre prochainement un décret exécutif en vue de la création de délégations de wilayas chargées d'élaborer une stratégie nationale de prise en charge et d'anticipation des risques majeurs, ainsi que la réalisation d'études pour préserver les sites urbains et la sécurité des habitants. Ces délégations de wilayas seront rattachées à une délégation nationale, elles seront appelées à réaliser un travail de proximité et mobiliser les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les mesures de protection qu'elles auront arrêté.

Eleveurs et transformateurs planchent sur le prix du lait

Après plusieurs réunions entamées depuis début août dernier, les éleveurs et les transformateurs vont entamer ce dimanche des discussions en vue de trouver un compromis sur la question du prix du lait cru et des solutions durables de pérennisation de la filière. Ces rencontres ayant regroupé les éleveurs et les industriels en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, ont abouti à la mise en place, jeudi dernier, d'un groupe mixte (éleveurs et transformateurs) pour discuter des questions relevant de leurs relations et «surtout pour qu'ils nous proposent des solutions pour l'avenir de la filière», a indiqué à l'APS une source proche du ministère. S'inscrivant dans le programme du gouvernement qui compte développer la production nationale et réduire le recours aux importations de la poudre de lait, le ministère a invité les principaux acteurs de la filière (éleveurs et transformateurs) au dialogue et à la concertation en vue de

trouver des solutions durables à leurs problèmes et de proposer une nouvelle approche de développement. Outre l'urgence d'arriver à un prix équilibré du litre de lait cru cédé aux transformateurs, principale revendication des éleveurs, les professionnels vont discuter aussi des contraintes liées à l'investissement, à l'alimentation, à la qualité du lait livré aux laiteries et à la décentralisation du système de soutien qu'accorde l'Etat à cette filière. «Les professionnels doivent fédérer leurs efforts en vue de moderniser la filière à travers la valorisation des ressources en eau, la mise en valeur de terres (...). Tout le monde doit faire un effort et ne pas se concentrer uniquement sur le soutien de l'Etat», estime la même source. Les pouvoirs publics se sont engagés à aider les éleveurs à développer la production fourragère et à décentraliser le système de soutien. Le dispositif de soutien, étant long, ils attendent plusieurs mois pour percevoir leurs primes de produc-

tion versées par l'Etat. Cela nécessite un dispositif de contrôle plus efficace sur le terrain. Suite aux pertes essuyées par les éleveurs en raison de la hausse des coûts de production, le ministère de tutelle s'est engagé, à court terme, à mettre en place des mécanismes d'approvisionnement directs en aliment de bétail (son), des éleveurs laitiers auprès des minoteries. A moyen terme, les nouvelles mesures porteront sur l'examen des moyens d'optimiser le dispositif actuel de soutien, notamment la révision de sa nomenclature et mode opératoire et la promotion du crédit fédératif. Il s'agit aussi de finaliser l'organisation et la structuration de la filière lait au niveau local, régional et national. La sécheresse qui a sévi ces trois dernières années a réduit les fourrages, se traduisant par la hausse des prix de production du lait.

En effet, les éleveurs estiment le coût de revient du litre de lait cru à 75 DA, alors que ce produit est cédé aux transformateurs à 40 DA/litre.

Mila

Un enfant de cinq ans porté disparu

B. B. Ousselah

Le petit Anes Berdjem âgé de cinq ans n'a plus donné signe de vie depuis mardi. Venu de Chelghoum Laid chez ses grands-parents domiciliés à Mila, Anes a disparu subitement de la cité El

Kouf dans la ville de Mila. Sa grand-mère a aussitôt alerté la police qui a lancé les recherches. Aucune piste n'est avancée pour le moment concernant cette disparition, en attendant l'aboutissement des recherches, selon le chargé de communication de la sûreté de wilaya.

M'sila

Deux morts et un blessé dans un accident de la circulation

Deux personnes ont péri et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu mercredi soir dans la commune de Benzouh (M'sila), a-t-on appris jeudi auprès de la Protection civile. Les deux victimes, âgées de 28 et de 56 ans, sont mortes «sur le coup»

à la suite d'une collusion entre trois véhicules lourds sur la route nationale -RN 8- (M'sila-Bouira) près de la localité de Khermam, a précisé cette source. Une enquête a été aussitôt diligentée par les services de la Gendarmerie nationale pour établir les circonstances de cet accident.

Tébessa

Une lycéenne enlevée, libérée

Ali Chabana

Une jeune lycéenne, originaire d'Oum Ali, à une cinquantaine de km au sud de Tébessa, a été libérée, mercredi dernier, par les forces de sécurité. Pour rappel, la lycéenne scolarisée en 1^{re} AS avait disparu mercredi dernier, dès sa sortie de son établissement.

Ne voyant pas sa fille rentrer à l'heure, son père contacta alors la direction du lycée, celle-ci lui indiqua que sa fille aurait pris le transport scolaire pour rentrer chez elle. Elle sera retrouvée près de la localité de Ras Laâyoun, dans la commune d'El Kouif. Le coupable présumé de son enlèvement, âgé d'une vingtaine d'années, a été arrêté, a-t-on appris de sources sûres.

Maghnia

15 quintaux de kif saisis

Cheikh Guetbi

Les éléments de l'inspection divisionnaire des douanes de Maghnia ont saisi dans la nuit du jeudi à vendredi 15 quintaux de kif que les narcotrafiquants tentaient d'introduire sur le territoire national à partir du Maroc. Après que le conducteur d'un véhicule a foncé sur un barrage dressé par les douaniers, ces derniers l'ont pris en chasse sur l'autoroute et ont fini par avoir raison de lui. Il a abandonné son véhicule près de Hammam Boughrara et a réussi à prendre la fuite à la faveur de l'obscurité. La fouille du véhicule a permis

la découverte de des 15 quintaux de kif dont la valeur marchande a été estimée, selon le communiqué de presse de la cellule de communication de la direction régionale des douanes de Tlemcen, à 9 milliards de centimes.

Par ailleurs, les éléments de la 2^{ème} sûreté urbaine de Maghnia ont saisi 24 kg de kif. Suite à une information faisant état d'une transaction de kif, des investigations ont été menées par les policiers qui ont découvert un colis de 24 kg de kif déposé près de l'université et qui allait être récupéré par des dealers. La souricière tendue pour les appréhender s'est avérée vaine.

Accident de La Mecque

Un deuxième hadj algérien décédé et un autre en soins intensifs

Mohamed Bensafi

Du nouveau concernant les deux hadjs algériens, deux cousins, originaires de Hammam Bouhadjar (wilaya d'Ain Témouchent), portés disparus depuis la chute d'une grue à la sortie de la Grande Mosquée de La Mecque, le 11 septembre dernier. Jeudi, des responsables saoudiens ont affirmé que l'un deux est décédé et l'autre est en soins intensifs, a-t-on appris d'une source proche de la famille d'une des victimes. Le hadj décédé est âgé de 58 ans. Selon le ministère des affaires étrangères, il s'agit du

hadj Bouazza Attia, né le 17 décembre 1957. La deuxième victime se trouverait dans un hôpital de Ryadh en soins intensifs, selon les responsables saoudiens.

Pour rappel, la chute accidentelle d'une grue le 11 septembre dernier à la sortie de la mosquée El Harem, en travaux d'extension depuis plusieurs années, avait fait 107 morts et 238 blessés de différents pays. Le ministère des Affaires étrangères avait fait état d'un mort et 17 blessés parmi les hadjs algériens, dont huit souffrant de blessures profondes ont été hospitalisés dans des structures sanitaires saoudiennes.

El Kala

20 kilos de corail saisis

A.Ouelaa

En patrouille dans les vastes espaces de H'dada qui s'étendent sur dix kilomètres entre la ville d'Oum Théboul et le poste frontalier, une brigade mobile des Douanes d'El Kala, relevant de la wilaya d'El Tarf a remarqué un mouvement suspect, en contrebas de la route, vers 21h30 de la nuit de mercredi à jeudi.

En s'approchant de l'endroit, trois individus à la faveur de la nuit ont pris la poudre d'escampette en empruntant un chemin forestier laissant derrière eux plusieurs sacs en plastique

contenant au total 20 kg de corail que les contrebandiers tentaient de faire passer de l'autre côté de la frontière. Il est à noter que depuis le début de l'année, cinq opérations similaires dans la même zone ont donné lieu à la saisie de corail par les mêmes services dont les moyens humains et matériels sont dérisoires par rapport aux contrebandiers et trafiquants qui forment un véritable réseau pour ne pas dire une machine bien huilée de la mer où le corail est extrait, sur terre avec leurs complices et relais jusqu'à son acheminement vers le centre du pays ou de l'autre côté de la frontière.

Le président de transition libéré

Coup d'Etat au Burkina Faso

Au lendemain du coup d'Etat au Burkina Faso, le général Diendéré, nouvel homme fort du pays et fidèle de l'ex-président Compaoré s'employait hier vendredi à asseoir son pouvoir et multipliait les gages de bonne volonté, ordonnant la réouverture des frontières après avoir libéré le président renversé.



Par Romaric Ollo Hien de l'AFP

Le chef des putschistes devait rencontrer dans la journée le président sénégalais Macky Sall, dirigeant en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et son homologue béninois Thomas Boni Yayi, dans la capitale burkinabè où la nuit a été calme, le couvre-feu imposé par les putschistes n'ayant pas été bravé. Macky Sall avait été l'émissaire de la Cédéao lors du soulèvement populaire qui en octobre 2014 avait chassé du pouvoir le président Blaise Compaoré, après 27 ans à la tête du pays. Et M. Boni Yayi était le médiateur désigné par la Cédéao pour les élections présidentielle et législatives qui étaient programmées le 11 octobre et devaient clore la période de transition ouverte avec la chute de l'ex-président. «En signe d'apaisement», le nouveau régime a libéré jeudi soir le président du régime de transition Michel Kafando et deux de ses ministres, séquestrés aux premières heures du coup d'Etat mercredi après-midi par les soldats du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP). Ces libérations étaient réclamées par la communauté internationale, qui a fermement condamné le putsch. Toutefois, le Premier ministre et lieutenant-colonel Isaac Zida demandait «en résidence surveillée», a annoncé à la presse le général Diendéré. Le nouveau régime a également annoncé la réouverture des frontières terrestres et aériennes vendredi à 12H00 locales et GMT, 24 heures après les avoir fermées. Dans la matinée, le général Diendéré avait déjà convoqué les secrétaires généraux des ministères pour leur demander d'assurer la continuité de leur mission. La veille, il avait rencontré des diplomates en poste à Ouagadougou. Dans la capitale, les hommes du RSP ont de nouveau ouvert le feu vendredi pour disperser un attroupement place de la Révolution, qui avait concentré la plupart des manifestations d'octobre 2014. De nombreux magasins restaient fermés et les rues peu fréquentées. Les soldats

avaient tiré jeudi pour disperser les attroupements, faisant au moins trois morts et une soixantaine de blessés, selon une source hospitalière. Le président de l'Assemblée du régime renversé Cherif Sy a continué d'appeler la population à la mobilisation, tout comme le mouvement «Balai citoyen», en pointe dans le soulèvement populaire contre M. Compaoré l'an dernier. «Il y a une condition qui est non négociable, c'est le départ de Diendéré», a déclaré vendredi l'AFP le porte-parole des organisations de la société civile, Me Guy-Hervé Kam, appelant à la formation d'un «front commun de résistance» avec les syndicats et partis politiques.

Dans plusieurs villes de province, des manifestants se sont rassemblés dans la nuit pour protester contre le putsch, notamment à Bobo Dioulasso (ouest), deuxième ville du pays, et Fada-Ngourma (est). Le RSP, unité d'élite de l'armée forte de 1.300, a pris le pouvoir en accusant les autorités d'avoir dévoyé la transition, notamment en excluant les partisans de l'ex-homme fort des élections d'octobre. Deux jours avant le putsch, une commission avait aussi recommandé la dissolution du RSP qui était la garde prétorienne de l'ex-président.

«ON NE VA PAS S'ÉTERNISER»

Le Burkina Faso, «pays des hommes intègres», État sahélien pauvre de 17 millions d'habitants, a connu depuis son indépendance en 1960 de nombreux coups d'Etat militaires. Le général Diendéré, homme de l'ombre et bras droit de l'ancien président, avait joué un rôle clé dans le putsch de 1987 qui avait porté au pouvoir «le beau Blaise» et s'était soldé par la mort du président Thomas Sankara. Brusquement passé de l'ombre à la lumière, le général Diendéré a promis d'organiser «rapidement» des élections. «Nous n'avons pas l'intention de nous éterniser», a-t-il assuré. Œuvrant dans les coulisses du pouvoir depuis 30 ans au Burkina et dans les conflits régionaux ouest-africains, ancien chef du RSP sous Compaoré, il a été porté jeudi par les putschistes à la tête de leur «Conseil national pour la démocratie» (CND). Mais il a refusé être téléguider par Blaise Compaoré.

On ignore où se trouve l'ex-président, qui réside habituellement en Côte d'Ivoire voisine depuis son exil forcé. Le putsch a été unanimement condamné par la communauté internationale et les principaux partenaires du pays: ONU, Union africaine, Union européenne, Cédéao, ainsi que la France et les Etats-Unis. La France, ancienne puissance coloniale, qui dispose d'un contingent de 220 soldats des forces spéciales françaises à Ouagadougou, dans le cadre de son opération antijihadistes Barkhane, a assuré qu'elle n'interviendrait pas.

Europe

Les frontières se ferment devant les migrants



Par Calin Naescu et Lajla Veselica à Dobova de l'AFP

L'Europe balkanique et centrale fermait ses frontières hier vendredi pour empêcher les passages de migrants et réfugiés qui ont fait bondir de 85% le nombre de demandeurs d'asile dans l'UE au deuxième trimestre 2015. Après le verrouillage mardi de sa frontière entre la Serbie, la Hongrie a commencé vendredi la pose de barbelés le long de sa frontière avec la Croatie et envisage de faire la même chose en Roumanie pour stopper le flux des réfugiés qui fuient les guerres en Syrie et Irak, et convergent vers l'Europe du Nord, en train, en bus, ou à pied.

La Croatie voisine a fermé dans la nuit sept de ses huit passages frontaliers avec la Serbie, et la Slovaquie a suspendu au moins pour la journée ses liaisons ferroviaires. Mais sans tarder le flux. Depuis mercredi matin, Zagreb a compté 13.000 migrants entrés en Croatie par la Serbie. Le pays, qui se dit «saturé», a annoncé vendredi la fermeture «jusqu'à nouvel ordre» des postes-frontières de Tovarnik, Ilok, Ilok 2, Principovac, Principovac 2, Batina et Erdut.

«CHAOS COMPLET»

A Tovarnik, en Croatie, des milliers de personnes arrivées à pied ou en bus ont campé dans les champs, dans l'attente du départ d'un train. «La situation est assez dramatique. Les gens sont en colère. Si un train ne part pas, ils vont commencer à se battre», a déclaré à l'AFP le directeur des urgences de Human Rights Watch, Peter Bouckaert. «C'est un chaos complet. Il y a des milliers de gens dans l'at-

tente (...) C'est une minuscule petite ville avec une seule rue qui est complètement débordée», a-t-il ajouté, disant craindre que certains n'aboutissent sur des terrains minés depuis la guerre des Balkans. Les pays ont la tentation de se renvoyer les flots de réfugiés. Face à une Croatie débordée qui a annoncé l'acheminement vers la Hongrie des migrants se trouvant sur son territoire, Budapest a lancé immédiatement la pose des premiers barbelés à sa frontière avec la Croatie. Elle sera installée sur 41 kilomètres de terre ferme, a indiqué le Premier ministre Viktor Orban, le reste des 330 km de la frontière entre les deux pays étant délimitée par la rivière Drave, difficile à traverser. La petite Slovaquie, membre de l'Union européenne et de l'espace Schengen, qui ne compte que deux millions d'habitants, se préparait aussi à recevoir le flux des migrants détournés par les barricades tout juste érigées chez ses voisins. Selon le Premier ministre Miro Cerar, seuls les migrants obéissant aux règles européennes seront autorisés à entrer. Un premier groupe de 150 migrants arrivés en train dans la nuit depuis Zagreb a été intercepté dans la ville-frontière slovène de Dobova. Après avoir essayé en vain de les renvoyer en Croatie, les autorités slovènes les ont transportés dans un centre d'accueil, «dans l'attente d'un accord sur une procédure de retour en Croatie». La fermeture des frontières dans cette partie de l'Europe maintient la pression sur l'UE, dont les dirigeants se retrouvent mercredi à Bruxelles, pour tenter de surmonter leurs divisions face à cette crise, au lendemain d'une rencontre des ministres de l'Intérieur. Les états membres de l'UE ont reçu 213.000

demandes d'asile d'avril à juin 2015, soit une hausse de 85% par rapport au nombre de requêtes déposées au second trimestre 2014, selon des chiffres publiés vendredi par l'Agence officielle de statistiques Eurostat. Les deux principales nationalités demandeurs sont les Syriens et les Afghans. Au total, depuis janvier, près de 399.000 demandes d'asile ont été soumises dans l'UE.

Vendredi, le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a brandi la menace d'un «vote à la majorité» pour imposer aux pays de l'Union récalcitrants, comme la Hongrie, une répartition des réfugiés. Berlin et Paris, ainsi que le premier ministre suédois ont tous deux critiqué l'attitude de Budapest qui se barricade terre derrière des barbelés. «Repousser de facto des réfugiés aux frontières ne constitue pas du point de vue du gouvernement allemand une contribution à une solution durable du problème actuel des réfugiés», a déclaré le porte-parole de la chancelière Angela Merkel. Stefan Seibert. Le Premier ministre français Manuel Valls a appelé la Hongrie à traiter «avec humanité les migrants à ses frontières, jugeant qu'on ne peut «accepter» ni «les propos, ni les attitudes» du gouvernement hongrois «ni les barbelés». En réponse à la promesse du pape d'accueillir deux familles de réfugiés au Vatican, une première famille syrienne de Damas a été installée il y a quelques jours dans le petit Etat, a annoncé l'aumônerie pontificale. Vendredi, une fillette de 4 ans de nationalité syrienne est morte noyée au large des côtes de la Turquie dans le naufrage d'une embarcation qui tentait de rejoindre la Grèce face à l'île de Chios.

Mali

Combats entre groupes armés

Des combats opposaient l'ex-rébel lion du nord du Mali à des groupes armés pro-gouvernementaux jeudi dans la région de Kidal (nord-est), près de la frontière algérienne, a appris l'AFP de sources concordantes. «Nous assistons depuis ce jeudi matin à une nouvelle violation du cessez-le-feu. La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion) et le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (Gatia) s'affrontent à une dizaine de kilomètres de la localité d'In Khalil, au nord de Tessalit», a déclaré à l'AFP une source sécuritaire au sein de la Mission de l'ONU, la Minusma.

Cette source a indiqué ne pas disposer pour le moment de bilan. Interrogés par l'AFP, des responsables des deux groupes armés ont confirmé les combats, sans pouvoir fournir non plus de bilan. «Depuis plusieurs jours, en violation du cessez-le-feu, les

troupes du Gatia qui sont des milices s'approchaient de nos positions d'In Khalil. Après des sommations, nous avons été obligés de défendre militairement nos positions et les combats se poursuivent», a déclaré à l'AFP Almou Ag Mohamed, porte parole de la CMA. De son côté, Ali Ould Mohamed, membre du Gatia, a affirmé à l'AFP que «les groupes d'autodéfense ont été attaqués et se battent actuellement».

La Minusma avait salué l'achèvement lundi du retrait des groupes pro-gouvernementaux qui avaient repris en août aux rebelles la localité d'Anéfis, au sud-ouest de Kidal. Elle s'était dite «profondément préoccupée par de nouveaux mouvements» de leur part «observés plus au nord, en direction d'Aguelhok, ainsi que des mouvements de la Coordination au nord-ouest de Goundam». «La Minusma rappelle que chaque déplacement

ment effectué par un groupe en dehors de ses positions va à l'encontre de leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de paix» signé par le gouvernement malien et ses alliés, puis par les rebelles, selon un communiqué de la Mission de l'ONU publié mardi. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda après la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Les groupes djihadistes y ont été dispersés et en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale qui se poursuit actuellement. Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères malgré la signature de l'accord de paix.

La loi sanitaire : un cadre juridique indispensable à la réforme du système de santé

Par Farouk Mohammed Brahimi

De part, le cadre juridique, le patient, au lieu d'être un acteur passif, sera un acteur actif, avec le droit d'être informé, d'être accueilli dignement, et de recevoir des soins, conformes aux données actuelles de la science.

Pour bien saisir les enjeux de la Loi sanitaire, comme cadre juridique, indispensable pour la réforme du système de santé, je me dois de revenir sur certains aspects négatifs de notre système de santé. Les rappeler c'est comprendre comment la loi sanitaire intervient pour les corriger.

Depuis le début des années 90, notre système de santé est décrié, par l'ensemble de la population. Il est soumis à des critiques, non sans fondement, de par son incapacité à prendre, correctement, le patient et l'inégalité dans la prestation, dans le secteur. Quant au privé, il a évolué comme un système parallèle. Ces carences, malgré un budget du secteur, en constante évolution, se résument à un dysfonctionnement dû à une organisation anarchique, à un système de gestion des établissements de santé obsolète, et un défaut de rationalisation et optimisation des dépenses.

En 2003, le rapport préliminaire du Conseil national de la réforme hospitalière énonçait les objectifs suivants :

- Centrer et adapter le dispositif d'offre des soins et hospitalisation, aux besoins de santé du citoyen en s'appuyant sur un système d'information performant.
- Donner aux professionnels de santé, quels que soient leurs statuts et leurs responsabilités, les moyens de répondre, efficacement, aux besoins sanitaires et sociaux.
- Réaffirmer les obligations contractuelles de tous les intervenants, dans la santé des citoyens.
- Affirmer les droits et les devoirs des usagers et la protection des malades en particulier.
- Assurer les ressources financières nécessaires au bon fonctionnement des établissements de santé.
- Améliorer l'efficacité des dépenses consacrées par les collectivités sous quelque forme que ce soit.
- Personnellement, lors d'une conférence faite au GRAS, puis à l'IDRH et publiée par Le Quotidien d'Oran', en 2012, intitulée : «50 ans d'indépendance : bilan et perspective du système de la santé, en Algérie», après analyse de ses difficultés, j'avais des pistes pratiques pour son amélioration, à défaut d'une réforme en profondeur :
- La hiérarchisation où le médecin généraliste soit à la base du système de santé. Ainsi devient-il le médecin référent.
- L'élaboration d'un cahier de charges, pour toutes les structures publiques et privées, sur la base de la hiérarchisation.
- Je rappelais, lors de cette conférence que le médicament est un produit stratégique, assurant la bonne santé des citoyens, c'est pourquoi l'Etat doit être vigilant par son implication, dans la régulation du marché. L'Etat se doit de favoriser la production nationale et la prescription du générique.
- En 2012, j'écrivais, vu que le financement du système de santé, en grande partie, par l'Etat, pouvait se heurter à des difficultés, en cas de baisse des hydrocarbures. C'est pour cela que deux pistes s'offraient : promouvoir l'efficacité par l'organisation et la structuration rationnelle du système de santé,

La Loi sanitaire institue le cadre juridique où sera réaffirmé le droit des citoyens à la protection et la promotion de leur santé, où les relations, d'une part entre les différents professionnels de la santé, et d'autre part, entre les différents professionnels de la santé et le malade, sont définies.

éviter les gaspillages et trouver d'autres sources de financement.

- La régionalisation, la carte sanitaire, l'inter-sectorisation donneront une dimension stratégique d'efficacité du système de santé.

- Enfin, la formation est l'un des facteurs de la réussite d'un système de santé.

Ces propositions étaient partagées par de nombreux professionnels de la santé, des économistes de la santé et des anthropologues de la santé, bien sûr, avec des nuances. Les divergences concernaient certains aspects fondamentaux de notre système de santé réformé.

Faut-il ou non abolir la gratuité des soins ? Faut-il un secteur privé complémentaire du secteur public et régulé par l'Etat, ou répondant, uniquement, aux lois du marché ? Faut-il abolir «le temps complémentaire» pour les médecins du secteur public ? Ou non, quoique cette divergence relevait, plus, d'une conception corporatiste plutôt que de fond.

Pour aplanir ces divergences et mettre en application les propositions de réformes, il faudrait une loi-cadre consensuelle. C'est le projet portant sur la loi sanitaire, proposé par le ministère de la Santé, après un large débat, qui répond à cette exigence.

Depuis que ce projet est porté à la connaissance des professionnels de la santé et des associations de la société civile, des détracteurs lui reprochaient de mettre fin à la gratuité des soins, de démanteler le secteur public, ou tout au moins de l'affaiblir, au profit du secteur privé, ou alors de favoriser un «lobby» en maintenant «le temps complémentaire». Qu'en est-il vraiment ?

Avant tout commentaire, il me semble intéressant de rappeler les grands axes traités dans ce texte, qui comprend 470 articles, répartis en 9 titres, se rapportant :

- 1- Principes et dispositions générales, comprenant 3 chapitres, définissant les bases essentielles du système de santé, les dispositions générales, l'obligation de l'Etat en matière de santé, et droits et obligations des patients.
- Protection et prévention en santé
- Protection des malades atteints de troubles mentaux ou psychologiques.
- Organisation et financement du système national de santé
- Professionnels de santé
- Produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux
- Ethique, déontologie et bioéthique médicales
- Dispositions pénales
- Dispositions particulières, transitoires et finales.

L'on constate qu'à travers ces 9 titres l'ensemble des volets du système de santé est abordé. Dans l'exposé des motifs, sont tracés, sans ambiguïté aucune, les principes qui fondent notre système de santé.

- La gratuité des soins qui constitue un acquis essentiel, préservé, réaffirmé et mis en œuvre à tous les niveaux.
- L'universalité, l'égalité d'accès aux soins
- La solidarité, l'équité et la continuité du service public de santé.
- La hiérarchisation des structures et des soins
- La décentralisation et l'inter-sectorialité

- L'évaluation et le contrôle

«Ainsi l'Etat fonde sa politique et son système national de santé sur les principes de la protection, la prévention et la promotion de la santé».

A la lecture du texte, on note clairement, qu'il n'y avait, aucune crainte, pour la gratuité des soins. Il répond, sans ambiguïté à ceux qui émettent des doutes à ce sujet.

Le maintien de la gratuité des soins et exprimé, avec précision, dans l'exposé des motifs. Et l'article 12 énonce «l'Etat assure la gratuité des soins, en garantissant l'accès, à tous les citoyens». Il est vrai comme l'a noté un journal national que l'article 246 énonce «les bénéficiaires de soins peuvent être appelés à contribuer au financement des dépenses de santé, dans le respect des dispositions de la présente loi». Cette article, qui peut prêter à confusion, est cadré par l'énoncé à sa fin «dans le respect des dispositions de la présente loi», laquelle est claire, dans son article 12. Enfin il est important de souligner que dans tous les systèmes de santé, dans le monde, même les plus sociaux, n'est pas exclue la participation des ménages, au financement de la santé. L'important et que ce taux soit le plus bas possible.

Lors d'une contribution précédente, j'écrivais que la gratuité des soins constitue un défi pour notre système de santé. Et l'on ne peut que se féliciter qu'elle soit défendue par ce texte.

Le deuxième point soulevé par les détracteurs du projet de loi est le risque de démantèlement du secteur public. Une lecture clairvoyante du texte, note, bien au contraire, une réponse aux revendications de tous ceux qui ont à cœur, le renforcement du secteur public, en mettant fin à son dysfonctionnement actuel. Ceci, par la définition de la hiérarchisation, la carte sanitaire et l'inter-sectorialité, et la mise en place de réseau. Il serait trop long de citer tous les articles se référant à la nouvelle organisation du système de santé, mais pour plus de clarté, j'en citerai deux phares.

Dans le chapitre relatif à l'organisation du système de santé, l'article 174, stipule : le système national de santé s'appuie sur : (l'on citera)

- Une planification sanitaire qui organise une répartition équitable, aux niveaux national, régional et local.
- L'inter-sectorialité dans la mise en œuvre de la politique nationale de santé.

Pour la mesure, constituant l'une des bases du système, la carte sanitaire, l'on citera l'article 177, «la carte sanitaire constitue le schéma directeur de la santé. Elle fixe les normes de couverture sanitaire et détermine les moyens à mobiliser, aux niveaux national et régional en tenant compte, notamment, du bassin de population, des caractéristiques épidémiologiques, sanitaires, géographiques, démographiques et socio-économiques, afin d'assurer une répartition équitable des soins de santé.

Les objectifs de la carte sanitaire sont énoncés dans l'article 178, entre autres ; il s'agit de définir l'organisation du système de soins et de fixer les conditions de mise en réseau des établissements de santé. La carte sanitaire détermine l'implantation, la nature, l'importance des installations sanitaires, y compris les équipements ainsi que les activités de

soins, nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Elle fixe, également l'organisation sanitaire, au niveau régional, ainsi que les réseaux de prise en charge des besoins particuliers en santé.

L'on a pu constater que dans beaucoup de wilayas, les élus, au nom de leurs administrés, exigent de l'Etat l'édification d'hôpitaux ou même de CHU. Le projet de loi sanitaire vient remédier à cette situation, de manière rationnelle. L'article 180 énonce que : la création des structures et établissements de santé, ainsi que les établissements et institutions concourant à la santé et les organismes de santé se fait selon les besoins de santé de la population, les nécessités de développement, les caractères sociaux économiques des différentes régions, les normes définies dans le cadre de la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire. L'organisation est indispensable, mais faudrait-il, pour une meilleure maîtrise, qu'elle soit évaluée. C'est l'évaluation et l'audit, qui permettront de mettre en œuvre la contractualisation.

Dans l'article 209, on peut lire que «le financement des établissements publics de santé, s'effectue sur la base de contrats d'objectifs et de performances, signés avec les services compétents du ministère chargé de la Santé... Chaque structure et établissement publics sont tenus d'établir des contrats et des projets de services, dans le cadre du projet d'établissement.

Le 3^{ème} point soulevé est la place du secteur privé. Celui, on l'a déjà dit, s'est développé très rapidement, mais d'une manière anarchique et comme un système parallèle à celui public. Le projet de la loi sanitaire contribue à l'intégrer d'une manière cohérente, dans le système de santé. Il n'est ni exclu, ni favorisé, comme le disent les uns et les autres. Dans plusieurs chapitres et articles, aussi bien que dans les motifs, la complémentarité entre le secteur public et celui privé est énoncée, avec force. Tout comme le secteur public, le privé sera soumis aux textes de lois, tant dans la création de structures que dans son cahier de charges. L'article 214 stipule : la création de structures et d'établissements privés de santé doit répondre aux besoins de la population et aux normes définies par la carte sanitaire et aux priorités fixées par le schéma d'organisation sanitaire national et régional. Quant à l'article 215, il souligne que la conversion totale ou partielle d'une activité est soumise à l'autorisation du ministère. Enfin, l'article 219, reconnaît, au privé, la possibilité d'être appelé à assurer la mission de service public de santé, laquelle serait à la charge de l'Etat (article 220).

Le 4^{ème} point, sujet à polémique, est «le temps complémentaire». Dans l'exposé des motifs du projet de loi sur la santé, la suppression de celui-ci est, clairement, annoncée et confirmée, dans l'article 254. A ce sujet rappelons certaines vérités connues.

La décision du «temps complémentaire» a été prise pour répondre à la revendication salariale, principalement, des hospitalo-universitaires. Cependant, ce fut une mauvaise réponse à un vrai problème posé. Or, il n'a bénéficié, au point de vue financier, qu'à certaines spécialités,

surtout chirurgicales, et en plus dans les mêmes spécialités à une infime partie des personnels. A court terme, il va être dévoyé, avec, le plus souvent, des conflits d'intérêts. D'ailleurs, dès les premières années de sa pratique, le Conseil national de la réforme hospitalière notait, dans son rapport préliminaire (5 septembre 2003) : «La complémentarité entre le secteur public et le secteur privé a été pervertie par le temps complémentaire. Ce temps complémentaire ne bénéficie qu'aux seuls personnels que l'on choisit et accentue les inégalités entre les personnels». La contractualisation et le cahier de charges permettront, à coup sûr, d'avoir un vision nouvelle du temps complémentaire, dans le cadre d'un système national de santé, modernisé, organisé et rationalisé.

Dans cette contribution, j'ai soulevé les quatre points qui semblent être sujets à polémiques. Cependant, avant de terminer, je voudrais citer quelques chapitres qui constituent une véritable avancée du système national de santé, se projetant dans un projet de société moderne, surtout dans la dimension sociale de la santé.

D'abord la psychiatrie, qui a été le parent pauvre de notre système de santé, occupe une place importante dans le texte. 35 articles lui sont consacrés, traitant, d'une manière complète, le droit de ces malades. On cite l'article 132 qui souligne «la nécessité de soins de réadaptation et de réinsertion sociale.»

Dans le chapitre traitant de la protection de la santé de la mère et l'enfant, l'article 77 insiste sur la planification familiale, laquelle constitue une priorité de la santé publique. Pour ce qui est de la protection de la santé des personnes en difficulté, l'article 94 intègre «les mères et les femmes en situation de détresse psychologique et sociale» et dans l'article 97, l'Etat encourage la participation, dans ce domaine, du mouvement associatif.

La protection de l'environnement est intégrée, largement, et l'article 111 insiste sur l'engagement de l'Etat.

Je terminerais par la lutte contre le tabagisme, fléau social, pourvoyeur de cancers. Le texte de la loi sanitaire offre, ainsi un cadre légal pour l'application du premier axe stratégique du plan national cancer (2015-2019), améliorer la prévention contre les facteurs de risque avec Focus : le Tabagisme.

Pour conclure cette contribution, je dirais que, maintenant, nous avons un projet qui sortira notre système de santé de son marasme, ajouté à cela l'acquisition de structures et d'équipements modernes, tant dans le public que le privé, qui ne peuvent être, comme précisé dans le texte, que complémentaires, la formation soutenue des médecins et paramédicaux, et enfin le plan national cancer (2015-2019) qui trouve, là, un cadre idéal pour sa réussite.

Aucun texte de loi, de par le monde, ne peut atteindre l'idéal. Tout texte est perfectible par son amélioration continue au contact des réalités du terrain, mais aussi par la nécessité d'un consensus. C'est un texte qui engage la santé du peuple. C'est pourquoi, il doit être porté sur les élus du peuple, les politiques, les syndicats et la société civile. On ne cessera, jamais, de répéter que la santé est un facteur de cohésion sociale. C'est pourquoi, il faut l'élever au-dessus des contingences idéologiques, politiques et partisans.

MÉDÉA

Trois nouveaux sièges pour des directions

Rabah Benaouda

Pour sa toute première sortie sur le terrain, à caractère inopiné, effectuée jeudi dernier, le wali de Médéa, M. Mostefa Layadi, s'est déplacé au pôle urbain du chef-lieu de wilaya où il a inspecté plusieurs infrastructures administratives, entre réceptionnées et celles en voie de réalisation, devant abriter des sièges de directions de l'exécutif de la wilaya.

Une visite qu'il a menée, accompagnée de ses proches collaborateurs dont le secrétaire général de la wilaya, M. El-Hadj Meguedad, à l'issue de laquelle il a donné certaines instructions d'une grande importance dont celles relatives notamment à «l'utilisation rationnelle du foncier», au «respect des instruments juridiques», à «la prise en considération des moyens techniques adéquats pour tout projet à lancer», au «suivi effectif du contenu du cahier des charges de tout projet pouvant ainsi garan-

tir le respect des délais impartis»... M. Mostefa Layadi se rendra d'abord aux nouveaux sièges des directions réceptionnées et aujourd'hui occupés dont ceux des travaux publics, de la conservation des forêts, du registre de commerce... avant d'inspecter d'autres en voie de réalisation dont ceux des impôts, la formation et l'enseignement professionnels, l'emploi, l'environnement... L'occasion pour le wali d'appeler les responsables des directions concernées à «une utilisation effective et efficace de l'espace intérieur de chaque nouveau siège pour un meilleur accueil des citoyens tout autant que de meilleures conditions de travail pour le personnel». Comme il appellera à «une meilleure organisation au niveau des chantiers de réalisation, avec un travail de qualité répondant aux normes». Et M. Mostefa Layadi d'insister, enfin, sur «leur raccourciement, dans les délais impartis, aux différents réseaux : AEP, gaz et électricité, assainissement». Ce sera

ensuite le siège de l'annexe de l'Institut Pasteur que le wali visitera avant de faire de même avec la bibliothèque communale de ce pôle urbain et le siège d'une annexe de l'APC de Médéa. Trois nouvelles infrastructures que côtoie la polyclinique et qui se trouvent au milieu d'un ensemble de bâtiments d'habitations au bas desquels étaient stationnés des véhicules poids lourds dont des semi-remorques.

Une situation qui a fortement déplu à M. Mostefa Layadi qui donnera, sur le champ, des instructions fermes aux forces de l'ordre concernées : «Il faut mettre un terme définitif à ce désordre et à cette anarchie en appliquant strictement les lois en vigueur. Il est inadmissible que de tels véhicules, dont les multiples désagréments qu'ils provoquent sont connus de tous, puissent stationner au bas d'habitations, alors qu'ils devraient être dans des parkings aménagés et loin des bâtiments habités».

MÉDÉA

2 morts et 2 blessés dans un carambolage

Rabah Benaouda

Un carambolage vient de se produire causant le décès, sur place, de deux (02) personnes et des blessures graves à deux (02) autres. En effet, selon le communiqué de presse émanant de la cellule concernée de la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa, ce grave accident de la route a eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi derniers, exacte-

ment à 00h50, au lieu-dit Bassour, sur la RN 1, dans la commune de Benchicao, daïra d'Ouzera.

Un accident survenu, pour des causes et dans des circonstances que déterminera l'enquête qui a été ouverte par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Benchicao, à la suite d'un très violent carambolage entre un véhicule de tourisme et deux camions dont l'un transportait près d'une trentaine de mou-

tons parmi lesquels trois (03) sont morts par asphyxie.

Les dépouilles des deux victimes décedées ont été acheminées vers la morgue de l'hôpital de Médéa alors que les deux autres blessés ont été évacués vers les urgences du même hôpital après avoir reçu, sur les lieux de l'accident, les premiers soins de secours prodigués par les éléments de l'unité principale d'intervention de la Protection civile de Médéa-Aïn D'h'eb.

Le cadavre d'un adolescent repêché d'un oued

Le même communiqué de presse fait état, par ailleurs, du repêchage du cadavre d'un adolescent, répondant aux initiales B. O. et âgé de 15 ans, d'un oued situé dans la commune et chef-lieu de daïra de Ksar El-Boukhari, 64 km au sud de Médéa. Cela s'est passé dans

l'après-midi de mercredi dernier, à 14h50, au lieu-dit Djir El-Kadhi par où passe cet oued qui traverse la ville de Ksar El-Boukhari. Une noyade survenue pour des causes et dans des circonstances que déterminera l'enquête qui a été ouverte par les services de

sécurité compétents. L'opération de repêchage a été menée conjointement par les éléments de la Protection civile de Médéa et Ksar El-Boukhari qui ont déposé la dépouille de la victime à la morgue de l'hôpital de Ksar El-Boukhari.

Rabah Benaouda

M'SILA

APW : adoption du budget supplémentaire 2015

Merzougui Mohamed

Le budget supplémentaire de l'année 2015, d'un montant de près de 4,6 milliards de dinars, a été adopté par les élus de l'APW, lors de sa troisième session ordinaire de l'année en cours. Espace de ce dialogue libre et responsable autour des préoccupations de la wilaya, cette session a été animée par la qualité des interventions des élus,

des réponses données par les membres de l'exécutif ainsi que par la franchise et le sens de responsabilité du wali, M. Bousmaha Mohamed, dans l'approche et l'analyse des préoccupations des populations, notamment la frange juvénile de la wilaya de M'sila. Pour ce faire, plusieurs recommandations ont été faites tendant à la promotion et à l'amélioration du cadre de vie du citoyen.

BISKRA

Plus de 4 millions de quintaux de dattes attendus

Une récolte prévisionnelle «record» de 4,1 millions de quintaux de dattes, toutes variétés confondues, est attendue au terme de la campagne agricole en cours, a indiqué à l'APS le directeur des services agricoles, Aïssa Derbal. Les prévisions détaillées de cette campagne donnent 2,6 millions de quintaux pour la datte de qualité supérieure, la célèbre variété Deglet Nour, et quelque 1,5 million de quintaux pour les autres types de dattes comme le Ghars et la Degla Beïda (datte blanche), a précisé le même responsable. Il est également attendu, cette année, une datte de «très grande qualité» à la faveur du respect de l'itinéraire technique et du programme «étudié» mis en œuvre en matière de prévention contre les «risques de parasites et climatiques», a souligné M. Derbal. La direction des services agricoles a coordonné l'action de préven-

tion, avec les professionnels et la station de protection de végétaux, c'est ainsi que 1,014 million de palmiers ont été traités contre le boufaroua et le ver de la datte. La direction des services agricoles recense 4,2 millions de palmiers dont 3 millions de la variété Deglet Nour. Les arbres sont répartis sur les oasis de Tolga, de Laghrou, de Bordj Ben Azzouz, de Foughala, de Lioua, de Sidi Okba et, avec une densité moindre, de Djemora, de Branis, de Loutaya et d'El Kantara. La cueillette sera lancée progressivement à travers la wilaya, «dès cette semaine» pour les variétés dites «tendres» et au début du mois d'octobre pour les variétés dites «dures», a encore fait savoir la même source. Pour rappel, la campagne précédente (2014-2015) s'était soldée par une récolte de 3,7 millions de quintaux, toutes variétés confondues.

TÉBESSA

Un escroc se faisait passer pour un procureur

Ali Chabana

Apparemment, tous les moyens sont permis, selon certains, afin de parvenir à leurs fins, quitte à bafouer toutes les réglementations et ainsi se mettre hors la loi. C'est ce que vient d'élucider le service de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Tébéssa. Le mis en cause qu'ils viennent d'appréhender faisait dans l'escroquerie, en usurpant tout simplement le nom et la fonction du procureur de

la République près le tribunal de Tébéssa. Sa dernière victime n'était autre que le gérant d'un café, lui promettant d'intervenir en sa faveur pour lui régler ses problèmes. Sauf que ce stratagème n'a pas duré longtemps, puisque la personne en question, âgée de 28 ans, a été arrêtée et présentée devant la justice, qui, aussitôt, ordonna son incarcération pour les griefs d'usurpation d'identité d'autrui et de fonction et tentative d'escroquerie, a-t-on ajouté de source sécuritaire.

SKIKDA

Investissements : débat autour des nouvelles mesures

A. Boudrouma

De nombreux investisseurs viennent de prendre part à une conférence organisée par la wilaya de Skikda autour des mesures incitatives décidées récemment par le gouvernement, en direction des investisseurs. Le wali de Skikda, M. Benhassine Faouzi, a souligné que la grande nouveauté introduite par les pouvoirs publics est la suppression du CALPIREF afin de soulager les investisseurs des lourdeurs bureaucratiques auxquelles ils étaient confrontés jusque-là et des retombées de cette nouvelle mesure. Cependant, il mettra l'accent sur la nécessité de mener à terme les projets déjà initiés par certains promoteurs, en éliminant toutes les contrain-

tes susceptibles de freiner leur réalisation. Par ailleurs, un dispositif rigoureux de suivi et d'accompagnement des projets sera mis en place, au profit des investisseurs desquels il sera exigé une exécution rapide, particulièrement ceux à qui aura été octroyée une assiette foncière.

A cet effet, le chef de l'exécutif a mis en exergue les atouts dont dispose la wilaya représentant des éléments d'attractivité pour les promoteurs de projets. Au cours du débat qui a suivi, le wali a annoncé la possibilité de création de deux nouvelles zones d'activité, l'une au niveau de la commune d'El Hadaïek et l'autre à Bekkouche Lakhdar qui seront créées, tenant compte de la préservation des terres agricoles et forestières.

MILA

Booster les exportations hors hydrocarbures

Les participants à la journée d'étude sur les exportations, organisée jeudi à Mila, ont souligné «la nécessité d'améliorer le climat des affaires pour booster les exportations hors hydrocarbures et développer l'économie nationale». Cette nécessité reste d'actualité «même si plusieurs acquis ont été réalisés dans ce domaine, notamment sur les plans juridique et d'organisation avec la création du couloir vert», a affirmé le président de l'Association nationale des exportateurs algériens, Ali Bey Nasri, dans son intervention au cours de cette rencontre abritée par le musée du Moudjahid en présence de nombreux exportateurs et de représentants d'institutions concernées par les exportations. L'intervenant a mis l'accent sur l'intérêt actuellement accordé par le gouvernement à la protection de la production nationale et au développement des exportations à la suite de l'effondrement des cours du pétrole. De son côté, le directeur général de la Cagex, Djilali Tarriket, a souligné le rôle de cet-

te compagnie dans l'accompagnement des exportateurs et la couverture des risques liés aux échanges commerciaux internationaux. «Le discours sur les textes doit être +dépassé+ pour porter l'attention sur le terrain, à commencer par la sensibilisation des agriculteurs aux techniques et aux normes universelles de sorte à améliorer l'exportabilité du produit national», a souligné pour sa part Gasmi Kader, exportateur de produits alimentaires algériens établi à Marseille (France).

L'Algérie «a l'avantage d'une production agricole riche et diversifiée et d'une précieuse proximité des marchés européens», a ajouté l'opérateur. La rencontre était organisée par la chambre de commerce et d'industrie (CCI-Beni Haroun) en présence, également, de cadres de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), de la Douane algérienne et d'opérateurs économiques.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

05 dhou el hidja 1436

El Fedjr 05h06	Dohr 12h42	Assar 16h11	Maghreb 18h54	Icha 20h12
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Grève illimitée à la société italienne CMC Di Ravenna

A. El Abci

Les travailleurs de la société italienne Di Ravenna, chargée de la réalisation des stations de péage sur le tronçon Est de l'autoroute Est-Ouest, ont finalement déclenché jeudi dernier une grève «illimitée» et ce, suite au «refus de dialogue» de la direction et à la «non-satisfaction» de la plateforme de revendications qui lui a été soumise, selon le secrétaire de la section syndicale, Abdelhafid Bougueria. D'après ce responsable syndical, «cet arrêt de travail, qui paralyse les chantiers de la société depuis Bordj Bou Arreridj jusqu'à Skikda, durera jusqu'à ce que la direction revienne à de meilleurs sentiments, ouvre le dialogue et s'engage fermement à satisfaire nos revendications», dira-t-il. Revendications qui ont trait, ajoutera-t-il, grosso modo à «l'indemnité de licenciement, à la prime de rendement collectif (PRC), aux œuvres sociales, au respect du poste de travail comme spécifié sur les contrats et

ne pas demander à un soudeur de faire grutier». Et notre interlocuteur de poursuivre que «tous les travailleurs sont à leurs postes et présents sur les chantiers, pour le 1^{er} jour de débrayage, mais ils ont paralysé toute activité sur tout le tronçon Est du pays en observation strict de l'appel à la grève». Et d'indiquer qu'à partir d'aujourd'hui samedi, il y aura en sus de la présence physique des travailleurs, «l'affichage de pancartes et banderoles expliquant notre mouvement et mentionnant nos réclamations». Et «nous comptons continuer nos protestations» de cette manière jusqu'à faire revenir la direction à plus de considération pour ses travailleurs.

Pour sa part, le chargé des conflits à l'Union de wilaya UGTA Constantine, M. Bilami, fera savoir que «la hiérarchie syndicale soutient ce mouvement de protestation» des employés de CMC Di Ravenna, contre l'attitude négative de celle-ci et ses sanctions arbitraires contre le SG de la section syndicale de

Constantine, qui a reçu un avertissement et dont le salaire a été diminué de 50%, ainsi que contre un autre syndicaliste d'El Bordj, tout récemment. Et ce, en faisant fi de la législation, qui interdit aux employeurs de révoquer, de muter ou toute autre sanction disciplinaire en raison des activités syndicales.

Pour sa part, le directeur financier et commercial de la CMC, M. Berrami, dira que «la société ne reconnaît pas cette grève et la considère illégale» car les dispositions réglementaires en la matière non pas été respectées, selon ses dires. Et d'indiquer, également, que la décision d'arrêter le travail pour la journée de ce jeudi a été une surprise en quelque sorte, puisque «dimanche dernier, ils étaient tous, les délégués syndicaux et lui-même, à l'inspection du travail, qui leur a recommandé d'organiser des rencontres mensuelles pour discuter et trouver des solutions aux différends existant entre les deux parties». Et de noter que «les portes du dialogue sont ouvertes».

Plaidoyer pour «légaliser» l'argent informel

A. E. A.

La direction du Commerce et la Chambre d'industrie de commerce «Rhumel» de Constantine, ont organisé, jeudi dernier, à la maison de la culture Malek Haddad, une journée d'information sur les nouvelles mesures de la Loi des finances complémentaire (LFC) 2015 visant à booster l'investissement, via des réductions de la fiscalité et intégration des fonds informels dans la sphère bancaire, notamment. La rencontre a vu la participation de plusieurs responsables des finances, des impôts, des banques ainsi que des élus locaux et un nombreux public.

Selon le directeur des finances de la wilaya, Smain Hamaoui, la LFC 2015 cible le développement de la production nationale au moyen d'octroi d'avantages aux investisseurs locaux et ce, pour réduire les importations et les substituer par des produits nationaux disponibles sur les marchés.

Ainsi et concernant le taux de l'IBS (impôt sur le bénéfice des sociétés), qui était ini-

tialement unifié pour toutes les activités au taux de 23%, sera réduit à 19% pour les entreprises de production de biens, alors qu'il est fixé à 23% pour le BTPH et le tourisme et relevé à 26% pour les importations et la revente en l'état. En plus de l'IBS, a-t-il poursuivi, la LFC 2015 prévoit la réduction de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) de 2% à 1%, pour les activités de production de biens et 1,5% pour les BTPH, alors qu'elle est relevée à 3% pour le transport par canalisation d'hydrocarbures. Dans le même sillage, l'état va accorder des réductions ou des exonérations de droits de douanes sur les intrants de certains produits et composant essentiels dans l'industrie. Dans le même ordre de préoccupations, la LFC 2015 prévoit aussi de simplifier davantage les procédures de création et d'accès au foncier. Le directeur régional de la banque CPA, M. Benghalab, a traité pour ce qui le concerne des dispositions du programme de «conformité fiscale volontaire», en rapport avec l'intégration des som-

mes faramineuses de l'argent informel de plusieurs milliards de dinars dans les circuits bancaires. Soulignant dans ce sillage «la portée économique du programme de la conformité fiscale volontaire» qui représente, selon lui, «une opportunité pour les possesseurs des masses monétaires hors circuit bancaire de régulariser leur situation vis-à-vis de l'administration fiscale».

Pour rappel, ce dispositif de loi exceptionnel qui a pris effet en août dernier pour prendre fin le 31 décembre 2016, offre aux détenteurs de fonds en liquide circulant dans le marché parallèle, de normaliser leur rapport avec le fisc et «jouir de leur argent en toute liberté» à condition qu'ils «respectent le circuit bancaire légal». Les dispositifs de la loi de finances complémentaire (LFC) garantissent aux détenteurs de capitaux versés dans des institutions bancaires et s'acquittant d'une taxe équivalente à 7 % du fonds déposé, de «ne plus être ultérieurement poursuivis par l'administration fiscale», a plaidé le même responsable.

Un stock d'emballage réduit en cendres Incendie spectaculaire dans une usine de médicament

Abdelkrim Zerzouri

Un incendie spectaculaire s'est déclaré jeudi, en milieu de journée, précisément à 11h 10 min. à l'intérieur d'une usine de production de médicaments de statut privé, installée à la zone industrielle Ibn Badis (El Haria). Des véhicules de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile se sont déplacés en force sur les lieux de l'incendie par crainte d'une propagation des flammes vers d'autres usines limitrophes. Le feu s'est déclaré dans une unité nouvellement réalisée, un bâtiment cons-

truit en R+3, dans cette usine privée qui compte deux unités de production, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Précisant que le feu a pris au premier étage, puis les flammes se sont propagées aux étages supérieurs, sans entraîner aucun dégât humain mais détruisant une aire de stockage d'emballage de médicaments de 200 m2. L'emballage stocké dans cet espace a été calciné, ainsi que les faux plafonds et des rouleaux de fils électriques, a-t-on signalé. Et, faut-il le relever, l'intervention des pompiers a permis d'éviter le pire.

« La maîtrise qui a permis d'éteindre le feu et éviter sa propagation vers d'autres endroits, a sauvé une autre aire de stockage de 600 m2 qui contenait de l'emballage de médicaments ainsi que de la matière première », indique les services de la Protection civile. Quant aux causes de l'incendie, on apprendra que « les gendarmes mènent l'enquête ». Pour le moment, aucune personne n'est autorisée à entrer dans la zone sinistrée, explique un employé de la société, évacué avec d'autres personnels présents sur les lieux lors de la déclaration de l'incendie.

Insertion des jeunes chômeurs 8200 contrats signés en trois ans

A. Mallem

Le processus d'insertion des jeunes chômeurs auprès des entreprises économiques de la wilaya, selon la formule du Contrat de Travail Aidé (CTA), ne va pas sans poser des problèmes d'adaptation. Le phénomène a été évoqué jeudi par le directeur de l'emploi de la wilaya, M. Khelil Zine, en marge de la journée d'information et de sensibilisation des responsables des entreprises employeurs qui a été organisée par son département à la maison des jeunes de la cité Filali à Constantine. Minimisant toutefois ces difficultés, notre interlocuteur a affirmé que son département travaille pour les régler avec le concours du secteur de la formation professionnelle. Il révèle tout de suite que le problème en question réside dans la spécialisation. « Les entreprises qui accueillent ces jeunes chômeurs souhaitent autant que possible avoir à faire à des agents spécialisés pour les intégrer où les besoins se font sentir le plus. Qu'à cela ne tienne, dira M. Khelil, nous allons y remédier avec le concours de la formation professionnelle et un programme de formation spécialisée a été déjà lancé. Mais nous avons quand même sensibilisé les entreprises à dispenser une formation spécialisée sur site à ces jeunes, par exemple dans le cadre du contrat for-

mation/emploi (CFE) et la direction de l'emploi participera à hauteur de 60% de la facture de la formation ».

Revenant ensuite au sujet du jour, le directeur de l'emploi expliquera qu'il s'agit d'une journée d'information à l'intention des entreprises du secteur économique pour leur expliquer les avantages présentés par le CTA et le CFE (contrat de formation emploi), en essayant de leur faire toucher du doigt les nombreux avantages qui viennent d'être confirmés et enrichis par la loi de finances complémentaire 2015. « Les avantages fiscaux et parafiscaux offerts par cette loi sont assez intéressants pour inciter les entreprises à s'engager dans ce processus de l'emploi », estime M. Khelil.

Au cours des trois dernières années 2013/2014 et 2015, révéla ce dernier, sa direction a placé 8200 jeunes chômeurs dans les différentes entreprises du secteur économique de la wilaya, dont 75 % sont des cadres universitaires, 22 % des cadres de niveau de techniciens et 3 % des agents sans niveau. « Pour le compte des 9 mois de l'année 2015, a poursuivi le directeur de l'emploi, le chiffre est de 1600 contrats. Ces jeunes qui sont insérés touchent des salaires mensuels de niveau SNMG, dont une partie équivalente à 12000 dinars sous forme d'aide de l'Etat, pendant trois

années. Le reste sera payé par l'employeur à raison de 10.000 dinars pour les techniciens supérieurs, 8000 dinars pour les sortants de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle et 6000 dinars pour les sans qualification pendant une année. Dans ce dispositif, la part patronale cotisable sera de 5 % au lieu de 25 % et ces avantages sont accordés pour une durée maximale de trois années tant que la relation de travail est maintenue ».

Les entreprises ont présenté, dans des communications, le nombre des jeunes insérés et leurs prévisions de 2016 pour ce type de contrat. Selon M. Khelil Zine, il y a des entreprises du secteur économique qui ont accueilli plus de 1200 employés durant ces trois dernières années. Et l'industrie mécanique, localisée dans le pôle constantinois de Ain-Smara et Oued-Hamimime, vient en tête.

Signalons pour terminer que la journée de jeudi a réuni tous les directeurs des dispositifs de l'emploi : Ansej, Angem, Cnac, Anem, ainsi que des organismes comme la Casnos, Cacobat, Coprebat, la fonction publique, la Cnas, les élus ainsi que la formation professionnelle. Bien entendu, les représentants d'une quarantaine d'entreprises privées et étatiques ont tenu des stands d'exposition dans la salle de la maison des jeunes Filali.

Pour répondre à une forte demande La Poste ouverte jeudi et vendredi

A. Mallem

L'initiative prise par l'administration d'Algérie Poste d'ouvrir les bureaux postaux durant le jeudi 17 au-delà de l'heure de fermeture et le vendredi 18 septembre, a été commentée favorablement par les usagers, notamment la frange des retraités qui sont assez nombreux et dont les pensions ont été versées à l'avance par la CNR pour leur permettre de passer la fête dignement. « C'est juste, a considéré un retraité que nous avons rencontré jeudi dernier au niveau du bureau de poste de la recette principale de la Brèche. C'est une décision qui a été prise dans le temps opportun pour nous permettre de retirer l'argent dont nous avons besoins afin de préparer le nécessaire pour la fête ». Dans la queue attendant son tour, un second retraité qui a reçu favorable-

ment lui aussi cette décision, a estimé qu'à quelques jours de la fête du sacrifice, il sera à l'aise pour courir les points de vente autorisés et pouvoir choisir le mouton qui lui convient. « Dès le début de l'après-midi, a-t-il indiqué, accompagné des enfants, nous irons à la recherche de la bête du sacrifice qu'ils choisiront eux-mêmes pour être tout à fait contents durant tous ces jours qui nous séparent du grand jour ».

Le communiqué émanant de la direction générale d'Algérie Poste et relatif à l'ouverture exceptionnelle des établissements postaux au cours des journées des jeudi 17 et vendredi 18 septembre a été appliqué au niveau de la wilaya de Constantine, et ce afin de « répondre à la forte demande de retrait d'argent à quelques jours de l'Aïd-el-Adha », indique ce communiqué ». Les horaires d'ouver-

ture ont été fixés, pour le jeudi, journée habituellement ouvrable dans les bureaux de poste, de 8h à 17h ». Mais au lieu d'arrêter les caisses à 14 h, nous avons prolongé la vacation jusqu'à 17h », nous a indiqué le directeur de wilaya. Et le vendredi 18 septembre, de 08h à 12h et de 14h à 17h. Aussi, et selon les informations que nous avons recueillies vendredi matin auprès des travailleurs du secteur, les bureaux de postes qui ont répondu à cette instruction étaient ceux de la recette principale de la Brèche, le bureau de Daksi, celui du Coudiat pour Constantineville, les bureaux de poste d'Ali-Mendjeli, de Hamma-Bouziane, Zighoud-Youcef, Ain-Abid, Ibn-Ziad et El-Khroub. Et les opérations de retrait se sont déroulées normalement et assuré les retraits de fonds pour tous les usagers de la wilaya.

Une femme chute de la passerelle Mellah

Une femme âgée de près de 40 ans dont l'identité demeure inconnue a chuté avant-hier depuis la passerelle Slimane Mellah et y a trouvé la mort, a signalé la Protection civile.

Selon l'officier de permanence, le corps d'une femme âgée d'environ 40 ans a été retirée d'entre les rochers du fond de l'oued R'humel vers 13 heures, en début d'après-midi jeudi 17 septembre, par les éléments du

groupe (GRIMP), spécialistes des interventions en milieu difficile.

Après l'établissement du constat de décès par le médecin de la Protection civile, le corps de la victime a été évacué à la morgue du centre hospitalo-universitaire

(CHU) docteur Benbadis de Constantine, en présence de la police scientifique et des éléments de la sûreté de wilaya. Ces derniers ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cette chute dramatique.

A. E. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

05 dhou el hidja 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h53	12h28	15h58	18h41	19h58



L'Épargne privée pour relancer l'investissement Les opérateurs économiques favorables... mais

Mokhtaria Bensaâd

La diminution des ressources pérolières et l'assèchement, par conséquent, des ressources financières ont poussé les banques à changer de cap et se retourner vers l'Épargne privée, pour relancer l'investissement. Les personnes physiques, commerçants ou non commerçants sont, donc, appelées à déposer, librement, leurs capitaux dans les banques, sans avoir la contrainte d'expliquer l'origine de ces fonds. Une nouvelle mesure qui semble diviser les opérateurs économiques. Certains sont favorables d'autres, par contre, affichent un désintéressement à cause des contraintes bureaucratiques et le manque de confiance entre l'Institution bancaire et l'épargnant. La relation entre les deux parties ne semble pas bien établie pour encourager ceux qui hésitent, encore, à aller faire le dépôt. Lors de la rencontre sur la Loi de finances complémentaire (LFC 2015) organisée, jeudi dernier, à l'hémicycle de la wilaya, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie, au profit des opérateurs économiques, la tendance était plutôt favorable pour le dépôt des capitaux mais avec des conditions. Les intervenants, lors des débats, ont insisté sur la levée des contraintes bureaucratiques afin de laisser le terrain fluide aux investisseurs qui

désirent investir. Certains ont exprimé leur désarroi de la lourdeur des autorisations demandées pour chaque opération d'investissement et d'autres ont voulu négocier sur le soutien qui sera accordé aux opérateurs, en contre partie du dépôt des capitaux. Même si le directeur régional de la Banque nationale d'Algérie (BNA) et représentant de l'Association des banques et des établissements financiers, M. Abdelkader Tadjia, en expliquant les dispositifs d'application de la « conformité fiscale volontaire » stipulée dans la LFC 2015, s'est montré, très rassurant, sur les moyens de facilitations mis en place pour le dépôt des capitaux. Les participants à cette rencontre ont, totalement, détourné le débat pour ne l'axer que sur les difficultés bureaucratiques qui freinent d'ailleurs, leurs affaires. Pourtant, du côté des banques et selon M. Tadjia, la machine est bien huilée. « En matière de capital », dit-il, « toutes les banques sont en situation confortable. Les crédits sont disponibles avec un taux bonifié. Les banques ont été instruites pour prendre en charge les déposants qui sont libres de déposer leurs capitaux. Nous voulons revenir aux normes de l'activité bancaire. Il n'y a plus de contrainte pour expliquer l'origine de l'argent déposé. Nous ne sommes pas là pour juger les person-

nes ». Même pour les clients qui refusent de déposer leurs capitaux à cause des intérêts, le directeur régional de la BNA a annoncé que pour cette catégorie de clients, il est prévu la création de produits bancaires alternatifs telles que les banques islamiques pour les prendre en charge.

L'ouverture des comptes facilitée pour les opérateurs économiques et les citoyens

En application de la conformité fiscale volontaire, les banques ont été instruites pour faciliter l'ouverture des comptes aux opérateurs économiques et aux citoyens. Si, par le passé, cette procédure était bloquée, elle est, désormais, possible afin d'encourager les déposants à faire leurs dépôts. Ainsi, a expliqué M. Tadjia, les banques publiques ont été instruites pour faciliter l'ouverture des comptes particuliers ou d'épargne. Pour sa part, le directeur régional des Impôts d'Oran, M. Khabbaz a donné, lors de son intervention, des explications sur la conformité fiscale volontaire et notamment la taxe de domiciliation bancaire et l'impôt sur le patrimoine. Selon l'article 43 de la LFC 2015, « ...les fonds déposés, dans ce cadre, auprès des banques par toute personne, quelle que soit sa situation, font l'objet d'une taxation forfaitaire libératoire au taux de 7% ».

Pour réguler l'activité et booster le secteur Création d'un groupement d'exportateurs de poisson



Ph. : Arch.

J. Boukraa

Dans le cadre de la politique de l'Etat de soutien à l'investissement productif et de la diversification de l'Economie nationale, hors hydrocarbures, un projet de création d'un groupe pour accompagner les exportateurs de produits de mer et aquacoles sera créé, à Oran, a-t-on appris M. Bengrina directeur de la Pêche. Dans ce contexte, une rencontre, regroupant tous les acteurs, a été organisée, jeudi, à l'Institut technologique de Pêche et d'Aquaculture. Initiée, en collaboration avec la Chambre de la Pêche et de l'Aquaculture d'Oran, le regroupement a vu la participation du représentant de l'Organisation des Nations unies pour le Développement industriel (ONUDI), Mohamed Amokrane Nouad, des cadres du ministère de tutelle, des représentants des exportateurs. Une fois créé, le groupe aura pour mission d'accompagner les opérateurs dans le domaine de l'exportation de poissons et développer cette filiale. Abordant la croissance que connaît le secteur de la Pêche et de l'Aquaculture ces dernières années, M. Bengrina a évoqué la ferme aquacole de Kristel, qui a réalisé une production de 11 tonnes de moules, durant le premier semestre. Le directeur de la Pêche a souligné, aussi, que cette production est réalisée, pour la première fois, sur le littoral de l'ouest du pays. Par ailleurs, le plan de développement de l'Aquaculture marine et continentale (Aqua-pêche 2020) fait partie des priorités du secteur, en matière de production, l'objectif étant d'arriver, d'ici 5 ans, à doubler la production halieutique nationale grâce à l'aquaculture.

Une ferme aquacole d'une capacité de production de 600 tonnes de loupes de mer et de daurades, par an, sera mise en exploitation, incessamment, à Cap Falcon (Ain El Turck). Une autre ferme aquacole, spécialisée dans l'élevage des huîtres creuses, en eau profonde, à la baie d'Arzew, au lieu-dit 'Fontaine des gazelles' ayant bénéficié d'une concession maritime de 5 ha, d'une capacité

de 30 tonnes d'huîtres, par cycle d'élevage (30 mois), entrera en production, prochainement. D'autre part, 4 investisseurs ont déposé des dossiers pour la réalisation de fermes aquacoles à travers le littoral d'Oran. Ces nouveaux projets pourront, dès leur concrétisation, augmenter la capacité de la production de poisson à Oran, pour arriver au double de ce que produisent les bateaux de pêche et de développer l'exportation. Par ailleurs et dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et la Corée du Sud, dans le secteur de la pêche, une délégation d'experts d'aquaculture de la Corée du Sud a été reçue, la semaine passée, par les responsables du secteur de la Pêche, à Oran, selon M. Bengrina directeur de la wilaya. Composée d'experts coréens en aquaculture et autres en management, dans le domaine de la Pêche et de l'Aquaculture et des représentants de l'Institut de la Pêche de Bousmail et du ministère de tutelle, la délégation a visité le projet d'une ferme aquacole de Kristel, à l'est d'Oran, d'une capacité de production de plus de 20 tonnes de moules par an. Elle s'est rendue, également, à la ferme d'élevage de daurades et de loupes de mer, située à Cap Falcon (Ain Turck), qui sera, prochainement, fonctionnelle. Le but de cette visite est de discuter des moyens de coopération avec les opérateurs locaux et permettre aux pêcheurs et investisseurs privés de tirer profit de l'expérience coréenne, en matière de diversification et d'accroissement des ressources halieutiques et d'aménagement des sites naturels pour alevins. Il y a, quelques mois, le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques et l'Agence coréenne de coopération internationale 'Koica', ont lancé un programme commun dans le domaine de la Pêche et de l'Aquaculture d'une valeur de 5 millions de dollars.

L'Agence coréenne de coopération internationale (Koica) s'occupera des charges financières, dans l'attente de l'orientation de la production vers les entreprises sociales et les moyens de sa commercialisation future.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Khaladi Khadidja, 85 ans, Haï Bouamama
Younès Fatma, 92 ans, Maraval
Mohand-Amar Hamza, 23 ans, Hamri
Boudraa Zaïdi, 74 ans, Es-Seddikia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

05 dhou el hidja 1436				
El Fedjr 05h23	Dohr 12h57	Assar 16h27	Maghreb 19h10	Icha 20h27



Clôture du 1^{er} Salon international du sport et équipements sportifs Une manifestation qui n'a pas drainé la grande foule

Le 1^{er} Salon international du sport, loisirs et équipements sportifs, qui a baissé, rideau, jeudi après-midi, au Centre des Conventions d'Oran « Mohamed Benahmed », a drainé quelque 2.000 visiteurs, ont affirmé les organisateurs. « C'est très peu pour une manifestation de trois jours, qui a toutefois, eu le mérite d'exister », soutiennent les organisateurs qui tentent de valoriser cet événement synonyme de jeunesse, à travers leur perception et une nouvelle vision portant sur la promotion du sport et loisirs et de l'industrie du sport aux niveaux local et national, dans l'optique « Consommons algérien », en prévision des

'Jeux méditerranéens' qu'abritera, en 2021, la ville d'Oran. « Le sport est un marqueur social avec toutes ses dimensions, mais il est question de motivation et de travail d'approche et de communication », estime un promoteur de boxe professionnelle de Bejaïa, Karim Hamchache. Cependant, il a déploré l'absence de marque labélisée algérienne, à ce rendez-vous pour ce qui est survêtements, tenues de sports et accessoires de combat tels que les gants de leçons, les sacs de frappe et les rings d'entraînements. « Comme première, cette édition est tout de même méritoire, malgré le peu d'exposants ayant répondu à

l'appel », a déclaré à l'APS, M. Yazid Hacène, chef d'entreprise, à Ain El Turck, spécialisé dans les sports mécaniques qui témoigne de sa volonté à participer à cette une nouvelle dynamique, celle d'impulser au sport national et à la pratique du sport et des loisirs, à un niveau international. Une quinzaine d'exposants, entre entreprises de prestations, ont pris part à cet événement de trois jours. Un événement qui a été marqué, jeudi après-midi, par des exhibitions de danses, notamment, la 'Capoeira', 'le break-dance' et autres jeux d'animations, exécutés, merveilleusement, par des jeunes Oranais.

Ain El Turck

Installation d'un nouveau chef de Sûreté de daïra

Rachid Boutlélis

Un nouveau chef de Sûreté de la daïra d'Ain El Turck, Boukandel Mohamed, a été installé, jeudi, dans ses nouvelles fonctions et ce, en remplacement à son prédécesseur, M. Ameur,

promu à la tête de la Sûreté de daïra de la wilaya de Bouzaréah. M. Ameur a, notons-le, réussi à susciter la satisfaction de la population de cette région côtière et ce, en s'illustrant, plus particulièrement, à travers une parfaite maîtrise du volet lié à la lutte contre la délinquance,

sous toutes ses formes, au cours de la saison estivale. Notons encore que, le nouveau chef de Sûreté de police de la daïra d'Ain El Turck, qui a été également bien noté par ses supérieurs, occupait, auparavant, le même poste à la daïra de Remchi, dans la wilaya de Tlemcen.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Le migrant est un Homme



Il n'y a pas d'humanité sans fermeté. C'est ce que déclarent, certains, en Europe, face à l'arrivée des migrants. Quelle peut-être l'approche d'une fermeté, face à l'horreur de cet exode ? Une immigration choisie, en fonction des emplois sous tension, ou une immigration en bonne santé, jeune etc. Discrimination est la règle de la fermeté. Ces gens sont partis, en quittant leurs maisons et tout est détruit derrière eux. Certains sont en transit depuis 2 ans et ne feront pas marche arrière. Ils n'ont pas autre choix que d'être accueillis. L'immigration n'a jamais été temporaire. Toutes les observations, faites sur le sujet, témoignent, toujours, par un enracinement de ces migrants, à travers la socialisation de leurs enfants. Il est ridicule d'enfermer les gens dans un destin qu'on leur choisit. On mélange les faux demandeurs d'asile et ceux qui risquent leur « peau » en restant dans ces pays en guerre. Les difficultés des pays accueillants sont avérées avec le chômage, les restrictions d'héberge-

ment, la capacité à intégrer ces migrants dans de bonnes conditions. Face à ces défis, les extrémistes continuent à alimenter la boîte à fan-

tasme, vis-à-vis des électeurs. Ces gens alimentent la peur de l'autre, de se faire envahir, de se faire piquer son boulot. Les politiciens sont, souvent, là pour reporter les peurs des électeurs. Ce n'est pas normal, car dans ce cas, on n'a pas besoin d'élus et on devrait piloter le pays grâce aux sondages. On parle de générosité. On devrait parler d'un devoir, de droits de l'Homme. L'idée de tout fermer, c'est fermer les yeux, face à l'horreur. La crise de ces réfugiés ne pourra pas être réglée sans régler le problème de la guerre, dans leurs pays. On parle de protection des frontières et de mise en place de barbelés, avec la construction de murs. Quelle honte ! Cela rappelle des épisodes de l'histoire qu'on fête, régulièrement, pour ne pas oublier. De qui se moque-t-on ? L'inertie du monde capitaliste, face aux problèmes humains, est inacceptable, face aux lots de drames et de naufrages, aux portes de la Méditerranée. Notre pays, quant à lui, a déjà accueilli 24.000 Syriens !

Direction régionale de l'emploi Près de 11.000 placements depuis le début de l'année

K. Assia

La direction régionale de l'emploi d'Oran continue à développer sa politique d'information quant aux mesures d'encouragements et d'appui afin de promouvoir l'emploi au profit des différentes catégories de jeunes. La journée d'information organisée jeudi au siège de la CCIO et à laquelle ont pris part M. Benachiba, responsable régional de l'agence de l'emploi, M. Kessal, directeur de wilaya de l'ANEM, et le responsable de la caisse nationale de sécurité, a été une occasion pour les intervenants d'expliquer les mécanismes mis en place pour améliorer l'insertion des demandeurs d'emploi. L'accent est désormais mis sur le contrat du travail aidé CTA et le contrat de formation insertion économique (CFI), des dispositifs que les responsables comptent développer et améliorer davantage afin de s'inscrire dans une démarche innovatrice à la fois pour les employeurs comme pour les jeunes. Le bilan d'activité communiqué à l'occasion fait ressortir une progression de l'ordre de 123% par rapport aux objectifs tracés par la tutelle, a indiqué M. Benachiba. Pas moins de 14.722 placements ont été effectués au titre de l'année 2014 dans différents secteurs d'activités. Grâce aux différents dispositifs, l'ANEM a réussi à faire diminuer la demande et à améliorer l'insertion des jeunes demandeurs d'emploi. Durant l'année en cours et précisément de la période allant du 1^{er} janvier au 31 août dernier, quelque 10.786 placements ont été effectués au niveau local. Selon notre interlocuteur, cette nette

progression vient en application des directives de la direction générale qui visent à améliorer le rapprochement à travers une intensification de la communication et de l'information. Le but de cette journée est, selon M. Kessal, d'informer les entreprises du secteur économique sur les mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi mises en place par les pouvoirs publics dans le cadre des dispositifs CTA et CFI. Les résultats réalisés du 2 janvier au 31 juillet dernier indiquent que 827 placements ont été effectués dans le cadre du CTA et 1.322 placements dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. Les responsables optent désormais pour le secteur économique eu égard au nombre croissant des entreprises et surtout à l'importance que revêt ce secteur dans le développement et la promotion de l'économie nationale. Les nouvelles mesures relatives au recrutement dans le cadre du travail aidé, CTA, lequel est destiné aux jeunes universitaires, techniciens supérieurs et diplômés des centres de formation professionnelle, prévoient une contribution de l'Etat sur le salaire de poste pour tout recrutement allant de 12.000 DA pour les diplômés de l'enseignement supérieur, 10.000 DA pour les techniciens supérieurs et 8.000 DA pour les sortants de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle. Les employeurs du secteur économique pourront également bénéficier d'une réduction de la part patronale. Au lieu de verser 25%, l'employeur est appelé à verser 15% pour le recrutement de tout demandeur

d'emploi ayant déjà travaillé, 5%, pour le recrutement d'un primo demandeur d'emploi et 2, 5% pour tout recrutement dans les wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud. D'autres avantages sont également prévus dont une aide mensuelle de 1000 DA pendant trois années au maximum pour tout recrutement en contrat à durée indéterminée. Par ailleurs, pour des placements de jeunes dans des ateliers d'artisanat, selon la formule insertion, l'Etat prend en charge les jeunes apprentis pendant une année. Ces jeunes bénéficient d'une bourse mensuelle de 4000 DA et d'une prise en charge totale de la couverture sociale. Dans le cas où l'artisan conclut un contrat de travail aidé après que la formation a été achevée, il pourra bénéficier d'une contribution mensuelle de l'Etat de 6000 DA au salaire de poste en plus d'un abattement des charges patronales. Les jeunes sans qualification et sans diplôme insérés dans le cadre du CFI, bénéficient du dispositif six mois renouvelables un an avec un placement des chantiers de travaux divers dont les chantiers d'utilité publique, les entreprises économiques, les entreprises de production et les maîtres artisans.

Ces jeunes vont bénéficier d'une couverture sociale et d'une rémunération mensuelle pendant six mois renouvelables une fois. Par ailleurs, le représentant de la caisse nationale de la sécurité sociale a rappelé les différentes mesures d'allégement et d'assouplissements instaurées au profit des employeurs dans la prise en charge des demandeurs d'emploi particulièrement dans le secteur économique.

Ouverture prochaine d'une agence de compétences

K. Assia

Une agence de compétences relevant de l'Agence nationale de l'emploi ouvrira prochainement ses portes à Oran, a-t-on appris, jeudi, auprès de M. Benachiba directeur régional de l'ANEM d'Oran. Cette agence, première du genre au niveau natio-

nal, se veut désormais un lien entre l'employeur et l'agence de sorte qu'elle aura pour mission l'amélioration de l'insertion des primo demandeurs, des cadres dont l'expérience dépasse les dix ans.

Il s'agit donc de répondre aux doléances des entreprises en matière de main-d'œuvre qualifiée. Ce sont

généralement les demandeurs d'emploi répondant aux qualifications et aux compétences tant souhaitées par les employeurs.

Des travaux d'aménagement de l'enceinte qui abritera cette nouvelle agence sont en cours rue de la Vieille Mosquée, a fait savoir le responsable.

Handicapés-moteur

Lancement prochain de la production de prothèses

Des prothèses pour handicapés seront produites prochainement par une jeune entreprise algérienne «New research and engineering» (NEREN), spécialisée dans les solutions technologiques d'aide à la productivité basée à Oran, a-t-on appris de son concepteur. Il s'agit de prothèses de membres inférieurs et supérieurs bioniques pour handicapés, a déclaré à l'APS, Dr

Taleb Mahir, PHD en bio-robotique, directeur de laboratoires de recherche en génie bio-médical des universités d'Oran et de Tlemcen et directeur général de NEREN. Ces produits personnalisables ayant subi des tests de production concluants, sont en cours d'homologation pour leur commercialisation», a-t-il souligné. «A l'exception des moteurs électriques qui

sont importés, tout le reste est fabriqué localement», a-t-il ajouté. Le docteur Taleb Mahir a à son actif au moins six (6) inventions portant notamment sur «le contrôle des signaux par électromyogrammes», «le contrôle 3D dans les blocs opératoires» et «le système billettique» dont vient de faire commande l'Entreprise de transport urbain d'Oran (ETO).

CHU d'Oran

Une nouvelle directrice à la clinique de chirurgie dentaire

Dans le cadre de la nouvelle politique de décentralisation visant une meilleure organisation des services, la direction du centre hospitalo-universitaire d'Oran vient d'installer une directrice à la tête de la clinique de chirurgie dentaire. La nouvelle directrice Mme Souici Moussa Mehiedine Im-

ne, qui cumule plus de 17 ans d'expérience managériale, a le grade de gestionnaire administratif. Elle est chargée de superviser la bonne marche de quatre services affiliés à la clinique de chirurgie dentaire ; parodontologie, Prothèse, Orthopédie dento-faciale et odontologie conservatrice. A voca-

tion régionale, la clinique reçoit des dizaines de malades par jour. C'est aussi un service de formation de jeunes dentistes au niveau régional. Durant les deux dernières années, plusieurs directeurs ont été nommés à la tête de quelques services considérés comme névralgiques.

J. Boukraa

Baptisée au nom du feu Merazi Rachid Une école «offerte» par un promoteur



Houari Saaïdia

Mise en place dans un délai record, trois mois, l'école primaire réalisée à titre caritatif par un promoteur Khanoussi Hassane, dont l'entreprise porte son nom «EURL Hassane Promo», s'était engagé par devant le wali, Abellghani Zaalane, à livrer l'établissement «clé en main» dans trois mois. Le 2 septembre, l'école était effectivement fin prête. Quatre jours après, à la rentrée scolaire, l'établissement a ouvert ses portes, accueillant dans une ambiance festive les élèves des quartiers alentours. Le 10 septembre, lors de sa visite à Oran, la ministre de l'Education nationale, Mme Benghabrit, a bien pris le soin d'inaugurer cette école, «fruit d'acte de bienfaisance d'autant louable qu'il consiste en un établissement éducatif». Lors d'une visite guidée au sein de cet établissement, nous avons eu d'amples détails sur cette structure, depuis l'état embryonnaire du projet jusqu'à sa mise en service dès la rentrée des classes. Le plus captivant, c'est la haute qualité architecturale, qui n'a rien à voir avec le stéréotypé, le sclérosé et le style «plat» et dépourvu de toute imagination qu'on voit malheureusement dans la plupart des équipements éduca-

pose de la première pierre du projet, l'auteur de cette action de bienfaisance, le promoteur Khanoussi Hassane, dont l'entreprise porte son nom «EURL Hassane Promo», s'était engagé par devant le wali, Abellghani Zaalane, à livrer l'établissement «clé en main» dans trois mois. Le 2 septembre, l'école était effectivement fin prête. Quatre jours après, à la rentrée scolaire, l'établissement a ouvert ses portes, accueillant dans une ambiance festive les élèves des quartiers alentours. Le 10 septembre, lors de sa visite à Oran, la ministre de l'Education nationale, Mme Benghabrit, a bien pris le soin d'inaugurer cette école, «fruit d'acte de bienfaisance d'autant louable qu'il consiste en un établissement éducatif». Lors d'une visite guidée au sein de cet établissement, nous avons eu d'amples détails sur cette structure, depuis l'état embryonnaire du projet jusqu'à sa mise en service dès la rentrée des classes. Le plus captivant, c'est la haute qualité architecturale, qui n'a rien à voir avec le stéréotypé, le sclérosé et le style «plat» et dépourvu de toute imagination qu'on voit malheureusement dans la plupart des équipements éduca-

tifs version DLEP. Les salles de classe, au nombre de 12, sont aussi spacieuses que sympathiques, où il fait beau se mettre à table par deux derrière le tableau et autres moyens technico-pédagogiques «top». L'imagerie, la lumière douce, les rideaux style maison... tous les éléments du décor de classe sont de nature à créer un climat agréable et une ambiance bon enfant pour élèves et instituteurs. La salle polyvalente, de grande superficie, tient déjà lieu de réunions organisées par la direction de l'Education sur tel ou tel ordre du jour administratif ou thème pédagogique. Même le gardiennage est assuré provisoirement par le promoteur-constructeur lui-même, en attendant un dispositif communal. Pour matérialiser son idée d'école dédiée à la population locale, il faut rappeler que ce promoteur a eu les faveurs des autorités locales sous forme d'un accord pour la réalisation d'un groupe scolaire de 12 classes, avec logement de fonction, sur un terrain de 1.996 m². Il s'était engagé, de son propre chef, à remettre les clés de cet équipement scolaire dans 3 mois, tout au plus. C'est une entreprise chinoise qui s'en est chargée.

Prévention contre la drogue et la mauvaise utilisation de l'Internet

La police sensibilise les collégiens

K. Assia

Une campagne de sensibilisation et de prévention contre la drogue et la mauvaise utilisation de l'Internet a été lancée, mercredi dernier, au profit d'une soixantaine d'élèves du CEM 'Oussama Ibn Zayd' par la cellule de communication et des relations

publiques de la Sûreté de wilaya d'Oran. Cette action, pilotée par le commissaire Rahmani et des cadres de la brigade de lutte anti-stupéfiants, a été axée sur les méfaits et les conséquences néfastes que peuvent engendrer de tels fléaux. Des conseils leur ont été prodigués afin d'éviter l'irréparable, de sorte que des

projections leur ont été présentées sur le danger de la drogue, le piratage et la mauvaise utilisation de l'Internet. Le corps enseignant et le personnel administratif du CEM ont salué cette initiative laquelle vise à consolider les liens entre la Police et l'Education et à améliorer le rapprochement et la proximité.

El Kerma et Misserghin

Deux malfaiteurs sous les verrous

Les éléments de la Sûreté d'El Kerma sont parvenus à mettre hors d'état de nuire un dangereux criminel, âgé de 32 ans. Le mis en cause, activement recherché, semait la terreur dans cette localité de

sorte qu'il menaçait ses victimes à l'arme blanche. Son arrestation a permis aux enquêteurs de saisir une arme de boucher et un fusil de chasse. Dans la commune de Misserghin les éléments de la Sûreté

ont arrêté un repris de justice, âgé de 28 ans, spécialisé dans la commercialisation des stupéfiants. Les deux malfaiteurs seront présentés au tribunal, une fois l'enquête ficelée.

K. Assia

Chehairia (Bethioua)

Un jeune retrouvé mort dans une ferme

Le corps sans vie d'un jeune homme de 26 ans a été découvert avant-hier, dans une ferme abandonnée, à Chehairia, commune de Bethioua. La victime, originaire de Hassi Mefsoukh, a été découverte gisant dans une mare de sang.

Il a été lardé de coups de couteau au niveau de plusieurs parties du corps, selon la Protection civile.

La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital d'El Mohgoun, pour les besoins d'une autopsie. Une

enquête a été ouverte. Le même jour, un homme a été découvert mort dans sa voiture à la cité Zabana à Es Sénia. Agée de 74 ans, la victime a été évacuée vers la morgue de l'hôpital d'Oran.

J. B.

TLEMCEM

Le mouton en abondance

Khaled Boumediene

Cette année, l'offre en matière d'effectifs du cheptel ovin destinés à l'abattage de l'Aïd-El kébir couvre largement la demande et ce, grâce à l'important dispositif de contrôle et de surveillance mis en place à la veille de cette importante «fête du sacrifice», par les services et brigades opérationnelles mobiles de la gendarmerie, police, douanes et de l'armée nationale populaire, au niveau des frontières algéro-marocaines, où l'état s'est nettement resserré sur les réseaux de contrebande spécialisés dans le trafic de cheptels (ovin, caprin, vache, bœuf...). Les frontières sont actuellement sous haute surveillance, et des barrages sont dressés sur tous les axes routiers, notamment, au niveau des localités situées sur la bande frontalière (Bouhi, Sidi-Djilali, Beni-Boussaid, Maghnia, Bab-Assa, et Marsat Ben-m'hidi), pour contrôler les transports des cheptels, et anéantir toute tentative d'acheminement de troupeaux vers le Maroc. Il faut dire que ces mesures visant à protéger le riche patrimoine animalier de la wilaya, ont eu un impact positif sur l'offre de ces espèces animalières. En effet, les marchés à bestiaux et autres points de vente de la

wilaya connaissent une abondance sans égale d'ovins de différentes races, ce qui s'est traduit sur une baisse relative des prix du mouton de sacrifice, qui sont proposés par les maquignons et éleveurs venus de différentes zones pastorales de la région de Tlemcen. Et l'impact de cet important dispositif se fait sentir sur la facture des citoyens, qui hésitent il y a quelques jours à mettre la main à la poche. Ils s'agglutinaient, tournaient en rond, tâtaient les moutons, s'informaient sur les prix, mais, s'en allaient presque aussitôt, à contre cœur. Un père de famille rencontré hier au souk à bestiaux hebdomadaire de Hennaya (dernier souk avant l'Aïd le jeudi prochain), nous a indiqué : « Au début, j'ai un peu hésité car c'était très cher et il n'y avait pas suffisamment de moutons. Mais, ce vendredi, l'offre est abondante ! Il y a plein de moutons et d'agneaux. Beaucoup de maquignons et d'éleveurs ont ramené leurs troupeaux des zones pastorales du sud de la wilaya, ce qui a cassé un peu les prix du mouton du sacrifice. Moi, par exemple, j'ai acheté un bélier de presque 35 kilogrammes à un prix vraiment raisonnable. Vous voulez que je vous le dise ? Eh bien à 50 000 DA. Avant, il valait environ 65 000 DA. Vous voyez, il y a une grande

différence. Et puis cette année, à la différence des années précédentes, l'ovin est très disponible ». Il faut dire que le marché à bestiaux de Hennaya a été pris d'assaut ce vendredi, et l'effervescence de l'achat du mouton s'est emparée des habitants des dizaines de familles, qui tiennent à participer à ce rituel sacré en égorgeant un mouton pour rappeler l'ultime sacrifice d'Abraham envers Dieu.

Tout le monde met la main à la poche pour satisfaire leurs familles et surtout leurs enfants. C'est aussi une aubaine pour les maquignons qui écoulent leurs bêtes bien engraisées pour cette grande fête musulmane. A six jours de l'Aïd, les points de vente de l'ovin se sont multipliés dans les fermes et aux abords des artères, entres autres dans la périphérie du grand Tlemcen (Mansourah, Chetouane et Tlemcen). Des maquignons professionnels et revendeurs occasionnels exposent leurs ovins sur les lieux. Du côté de Zenata (daïra de Hennaya), en prenant la route nationale 98 vers l'aéroport et Ghaouet, les vendeurs de moutons sont visibles des deux côtés de la chaussée. Le même décor est perceptible aux abords de la route 22 menant de Hennaya vers Remchi. Partout, c'est l'effervescence de l'achat du mouton !

CHLEF

Assurer l'eau potable à la population



Ph.: Rachid K.

Bencherki Otsmane

Le ministre des Ressources en Eau et de l'Environnement Abdelwahab NOURI a effectué jeudi dernier (17 sept.), une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Chlef. Au siège de la wilaya, le ministre a entendu un exposé sur le secteur. Il faut dire que cette visite a été axée principalement sur la station de dessalement de l'eau de mer (SDEM) de Mainis, dans la commune de Ténès, ainsi que les grands réservoirs réalisés à Chlef (Hay Radar) à Bouzghaia et enfin à Ténès. D'une capacité respective de 20 000 m3 pour le premier et de 30 000 m3 pour les seconds, ces réservoirs sont alimentés à partir de la SDEM et qui à leur tour approvisionnent en eau potable les populations des 31 communes sur les 35 que compte la wilaya. Il faut noter que la SDEM, après avoir connu de nombreux déboires et retards dans sa livraison, a été enfin mise en service le 1er juin de cette année. En effet, les travaux de réalisation de la SDEM, d'une capacité de production de 200 000 m3/Jour, confiés à la société espagnole (Befesa 51%) et à la société AEC Algérie Energy Company (49%), ont été lancés officiellement le 14 janvier 2009 et devaient être achevés au bout de deux années, c'est-à-dire décembre 2010. Le coût du projet a été revu à la hausse puisque à la date de signature de l'accord, il était de 231 455 479 dollars pour s'établir à la réception du projet à plus de 500 millions de dollars soit plus que le double du montant initial. Lors de la visite du ministre sur le site, la partie espagnole a fait un exposé à ce dernier et à la délégation qui l'accompagnait. On apprendra que l'usine composée de quatre modules est disposée à fournir la totalité de la production à savoir 200 000 m3/jour si la demande lui sera faite par l'ADE. Cette dernière procède actuellement au raccordement progressif aux conduites principales des communes qui, à leur tour, alimenteront les habitations. Selon le ministre « la réalisation de la SDEM devra permettre de couvrir en eau potable plus d'un million d'habitants. » Les quatre seules communes qui ne seront pas desservies par la SDEM sont Béni-Haoua, Oued-Goussine, Brera et Béni-Bouateb. Celles-ci seront approvisionnées grâce à la réalisation d'une station monobloc de traitement d'eau, ins-

taillée au niveau de la commune côtière de Béni-Haoua (100 km au nord-est de Chlef). Cette station d'une capacité de 3 800 m3/jour a été transférée depuis la wilaya d'Ain-Temouchent. Cette unité dont le montant du marché pour sa réalisation est de 695 752 843,09 DA sera d'un grand impact pour la population de ces localités connues par la rareté de leurs ressources hydriques, a indiqué M. Nouri. Selon le directeur de l'hydraulique, cette station monobloc devra rentrer en service en octobre prochain. Toutefois, précise le ministre, ces quatre communes seront alimentées en eau potable dès la réception du grand barrage de Kef-Eddir en cours de construction dans la wilaya de Tipaza et empiétant également sur les territoires des wilayas de Ain-Defla et Chlef. Autre point visité par le ministre, celui des travaux en cours pour la protection contre les inondations des populations, quelque 10 000 habitants, des communes de Béni-Haoua et de Ténès-est. Entamés en mars 2015, les travaux connaissent un taux d'avancement de l'ordre de 60% et devront être achevés en décembre de cette année, a-t-on appris du chef de projet. Le coût de cette digue de protection d'une longueur de 1600 m s'élève à 350 millions de dinars. Par ailleurs, le ministre et la délégation qui l'accompagnait ont également visité le nouveau parc de loisirs d'une superficie de 25 hectares situé au niveau du quartier Hay Nasr appelé communément « Radar », au sud de la ville de Chlef. Ce parc de détente et de loisirs est doté d'un théâtre de verdure en plein air, d'un parc aquatique, des aires de distraction de jeu, un parc animalier, un jardin botanique et plusieurs structures d'accompagnement. Il faut noter que lors d'un point de presse organisé au niveau de la ville côtière de Ténès, le ministre a indiqué que « la priorité du gouvernement actuel est de satisfaire les besoins en eau potable des populations à partir d'usines de dessalement d'eau de mer, notamment pour les régions du centre et de l'ouest du pays où la pluviométrie ne permet plus de remplir les barrages existants et de citer l'exemple de la ville d'Oran qui est alimentée H24 ». Il dira également que l'eau des barrages de Sidi-Yagoub et Oued-Fodda dans la wilaya de Chlef sera désormais affectée à l'agriculture.

Priorité à la sécurité des usagers et au développement des infrastructures routières

Khaled Boumediène

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, a indiqué lors de sa dernière visite que la priorité de son secteur est, pour l'heure, accordée au développement des infrastructures routières, à la sécurité des usagers de la route, et au désenclavement des zones rurales. Un projet cher au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, estime le ministre, qui ne peut se concrétiser davantage qu'avec des changements à opérer rapidement, dans le but de réhabiliter les outils de travail nationaux des secteurs privé et public, afin de tirer profit de l'expérience des partenaires étrangers et de garantir la qualité, le respect des délais impartis et la rigueur. « Il faut assurer les changements nécessaires qui doivent assurer la poursuite des travaux sans interruption et éviter des erreurs que peut commettre l'entreprise de réalisation à cause de mauvaises études techniques des sols », a souligné le ministre lors d'un point de presse organisé au siège de la wilaya et

ce, en marge de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya. Il faut souligner dans ce contexte, que la wilaya de Tlemcen a connu, ces dernières années, une dynamique sans égale en matière d'infrastructures routières, et aéroportuaires, et de nombreux projets ont été concrétisés sur le terrain. Accompagné des cadres centraux de son ministère et des autorités locales, le ministre des Travaux publics, Ouali Abdelkader, a entamé sa tournée par l'aéroport "Messali Hadj" de Zenata, où il s'est enquis de l'étude réservée à la réalisation de la piste principale de cette aérodrome. Il a ensuite procédé à l'inauguration de la section aéroportuaire de cette infrastructure, avant d'inaugurer 4 échangeurs au niveau de Remchi, Chetouane et Maghnia, et le lancement des travaux de 24 unités nouvelles de contrôle et d'intervention sur les routes. A Honaine, le ministre a inspecté les travaux du projet d'extension du port de pêche, d'une capacité d'accueil de 150 embarcations permettant d'accroître la production halieutique et générer 250 emplois

permanents et 120 autres provisoires, et dont la réception provisoire est prévue le mois de décembre prochain. Dans la commune de Dar-Yaghmorassen, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du port de Sid Youchaa, d'une capacité de 295 embarcations. Ce projet sera livré le mois de février 2017. Il bénéficiera en outre de la réalisation d'un accès séparant le port et la plage, sur une distance de 1,3 kilomètre pour un coût global de l'ordre de plus de 7,3 milliards DA. Il faut souligner que l'entreprise COSIDER qui est dotée de matériels et d'un potentiel humain algérien très compétent, a montré sa grande capacité à relever le défi dans la construction de ce genre d'infrastructures qui exigent un grand savoir-faire. Avant de clôturer sa visite, le ministre a présidé une séance de travail avec les cadres de son département et les directeurs de l'exécutif de la wilaya et ce, en présence du wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid et du directeur des travaux publics (DTP), Rajaa Mohamed.

AÏN-TEMOUCHENT

Les policiers font don de leur sang

Mohamed Bensafi

La collecte de sang des policiers à Aïn-Temouchent aura duré trois jours, a indiqué un communiqué de la SWAT. Elle aura permis également au secteur de la santé de récupérer une importante quantité de sang dans des pochettes.

Cette année, les organisateurs ont préféré décentraliser l'opération au

niveau des deux établissements hospitaliers de la ville, Benaouda Benzerdjeb et Ahmed Medeghri.

C'est une collecte simple de sang dont la durée de stockage ne doit en aucune manière dépasser 40 jours.

« Le sang collecté est soumis à des contrôles HIV, syphilis et hépatite », a commenté une source médicale. Cette louable initiative montre que la police ne lutte pas seulement contre la criminalité, mais

accomplit aussi un travail humanitaire, de solidarité et de proximité, dans l'intention de préserver la santé du citoyen qui a besoin de cette matière vitale, surtout avec l'augmentation du nombre d'accidents et des maladies.

Ce n'est pas la première fois que cette structure réalise de telles initiatives. Encore qu'elle occupe les premiers rangs dans les opérations de solidarité et de fraternité envers le citoyen et la société.

Un nouveau directeur à la tête de la Sonelgaz

La société de distribution d'électricité et du gaz d'Aïn-Temouchent a connu, dernièrement, un changement à sa tête par la désignation d'un nouveau directeur. Il s'agit de M. Belahrache Abdelatif qui remplace M. Damouche Mohamed-Amine, appelé à exercer la même fonction à la société de la wilaya de Tlemcen. Le nouveau directeur exerçait le même poste de responsabilité dans la wilaya de Constantine. A noter que M. Be-

lahrache Abdelatif possède un diplôme d'ingénieur d'état dans la filière et cumule un capital d'expérience de plus de 25 années dans la «boîte». La cérémonie d'installation a été présidée par un représentant de la direction générale, un représentant du wali, en présence d'un bon nombre de cadres et syndicalistes de l'entreprise. On rappellera qu'un programme d'urgence, lancé en 2012 par la direction de distribution d'Aïn-Temouchent

relevant de la Société de distribution de l'ouest (SDO) de Sonelgaz, visant l'amélioration de la qualité des services d'alimentation en électricité, prévoit l'installation de 107 postes transformateurs électriques à travers plusieurs communes de la wilaya. Ce programme, en phase finale, permet de faire face aux demandes de consommation surtout durant la période estivale, a-t-on affirmé.

Mohamed Bensafi

YELLEL

Un imposteur subtilise 163 millions à une femme

Une personne âgée de 42 ans a été interpellée par les éléments de la police judiciaire de daïra de Yellél pour escroquerie. En effet, ce malfaiteur a épinglé une femme en lui soutirant 163 millions de centimes. L'imposteur faisait croire à sa victime qu'il était un promoteur immobilier pouvant lui faire acquérir un logement. La plainte dépo-

sée par la victime au niveau de la sûreté de daïra de Yellél a vite apporté ses fruits et l'escroc est tombé dans le filet des policiers. Le prévenu a été présenté devant le parquet de Relizane qui l'a placé en détention préventive en attendant son jugement.

Mahi Ahmed

- SAMEDI

-----SAMEDI-----

En Egypte, la «lycéenne au zéro» veut une enquête indépendante



Une lycéenne devenue une icône de la lutte anticorruption en Egypte après avoir dénoncé une falsification de ses résultats au bac a réclamé jeudi une enquête indépendante après que le parquet a démenti ses accusations. "Je m'y attendais mais je continuerai mon combat contre l'injustice jusqu'à la fin", a-t-elle promis lors d'une conférence de presse. Fille d'un instituteur d'un village pauvre au sud du Caire, Mariam Malak, 19 ans, avait obtenu des notes globales de 97 sur 100 lors de ses deux précédentes années de lycée mais a obtenu un zéro à toutes les matières lors du baccalauréat. Celle qui rêve de devenir médecin, comme ses deux frères, avait alors dénoncé une falsification, devenant un symbole de la lutte contre la corruption. Ses avocats soutiennent que ses copies ont été troquées contre celles de l'enfant d'une personnalité influente. Face à l'émotion grandissante, le Premier ministre égyptien, qui a aujourd'hui démissionné, l'avait reçu et lui avait affirmé son soutien. Le parquet, qui avait rouvert le dossier, a toutefois annoncé mercredi que l'écriture de la copie attribuée à Malak était bien la sienne, ce que l'étudiante continue de réfuter. Elle est une victime de la corruption, a insisté jeudi son avocat Ihab Ramzi, réclamant que le parquet désigne un panel d'"experts indépendants" pour examiner l'écriture des copies. L'histoire de cette jeune lycéenne a provoqué une onde de choc dans l'opinion publique au moment où un nouveau scandale de corruption a entraîné l'arrestation du ministre de l'Agriculture et quelques jours plus tard, la démission du gouvernement.

Août 2015, le mois d'août le plus chaud jamais enregistré



Le mois dernier a été le mois d'août le plus chaud jamais enregistré sur la planète depuis le début des relevés de température en 1880, a annoncé jeudi l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA). La température à la surface des océans a même été la plus élevée jamais enregistrée, se situant 0,78°C au-dessus de la moyenne du XXe siècle et battant de 0,04°C le record de juillet, a également indiqué la NOAA (National Oceanographic and Atmospheric Administration). Juillet avait battu le record de chaleur sur un mois depuis 1880 à la surface des terres et des océans. Août a été le sixième mois en 2015 à battre un record de température mensuelle à la surface du globe après février, mars, mai, juin et juillet, a aussi précisé l'agence. En août, la température moyenne sur les terres et les océans était 1,14°C au-dessus de la moyenne du XXe siècle, ce qui en fait le troisième mois le plus chaud dans les annales. Le précédent record pour ce mois remontait à 1998, avec une température dépassant de 0,13°C la moyenne pour ce mois depuis 1880. Le mercure a atteint des records plus particulièrement en Amérique du Sud, dans certaines parties de l'Afrique, au Moyen Orient, en Europe et en

Asie. Le fait que la température ait atteint un record en août à la surface des océans peut s'expliquer par la présence du courant chaud équatorial du Pacifique El Nino, réapparu en mars. Selon les dernières prévisions de la NOAA, il y a plus de 90% de chances qu'El Nino persiste dans l'hémisphère nord jusqu'en mars 2016. En août l'étendue des glaces arctiques a été 22,3% en-dessous de la moyenne de la période 1981-2010, ce qui en a fait la quatrième plus faible superficie de la banquise arctique pour ce mois depuis 1979, date à laquelle les observations par satellites ont commencé. Dans l'Antarctique, la surface des glaces a été le mois dernier 0,5% inférieure à la moyenne de la période 1981-2010. Les gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère (CO2, méthane...), qui contribuent à ce réchauffement, ont atteint des concentrations record en 2014, selon un rapport international publié en juillet par la NOAA.

Le Giec, un groupe d'experts internationaux du climat, a montré que "la température à la surface du globe a crû de près d'un degré Celsius depuis le début du XXe siècle, et jusqu'à 2,5°C dans certaines parties d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Nord et du Sud.

Nuit de cauchemar au Chili, après un séisme de magnitude 8,3

Le Chili se remettait jeudi de sa "nuit de cauchemar" après un puissant séisme qui a déclenché l'évacuation d'un million de personnes et fait au moins 11 morts, selon un dernier bilan.



Par Giovanna Fleitas de l'AFP

Parmi les décombres d'un mur effondré à Illapel, ville proche de l'épicentre, Ana Cortes, 35 ans, témoignait de sa peur pendant la secousse : "Cela a été le moment le plus épouvantable, la chose la plus horrible à vivre, tout bougeait, sans s'arrêter". "Nous avons vécu une nuit de cauchemar, il y a eu beaucoup de mouvement, pendant longtemps, trop longtemps, puis ça a continué avec des répliques", racontait Maria Ramirez, encore sous le choc, en balayant devant sa maison, en face d'un cimetière dévasté par la catastrophe. Ce séisme de magnitude 8,3, le plus fort à l'échelle mondiale pour 2015, a frappé mercredi soir le centre du pays, non loin des côtes, provoquant des évacuations massives avant l'arrivée d'un raz de marée avec des vagues de presque cinq mètres sur le littoral Pacifique. Selon le dernier bilan établi par le Bureau national des situations d'urgence (Onemi), au moins 11 personnes ont été tuées et neuf autres blessées, tandis que plus de 500 maisons ont été endommagées. La dernière victime recensée est un homme tué dans le port de pêche de Coquimbo, envahi par la mer après le séisme et où s'est rendu jeudi la présidente Michelle Bachelet. "Nous savons qu'il

y a de grandes difficultés mais nous voulons saluer l'énorme coopération de la population, qui a permis que, face à un séisme d'une telle magnitude, nous ayons malheureusement des victimes mais pas tant que ça", a déclaré la dirigeante socialiste, après avoir rencontré des pêcheurs sinistrés. Le Chili est situé sur ce que les géologues appellent la ceinture de feu du Pacifique, où l'activité sismique est particulièrement intense, et est donc bien préparé à ce genre d'éventualités, ce qui limite généralement le nombre de victimes. Mais en février 2010, un séisme de magnitude 8,8 suivi d'un tsunami avait ravagé des villages entiers du littoral, faisant 523 morts et 24 disparus, et causant pour 30 milliards de dollars de dégâts.

La secousse de mercredi a été enregistrée à 19H54 (22H54 GMT), en mer à 46 km à l'ouest de la petite localité de Canela Baja, non loin de la ville d'Illapel, à 230 km au nord de la capitale Santiago, selon l'Institut américain de géologie (USGS). "C'est un tremblement de terre de grande magnitude, le plus puissant dans le monde en 2015, mais nous les Chiliens, nous sommes habitués", a assuré le ministre de l'Intérieur Jorge Burgos. Sur la côte, de grandes vagues ont atteint le centre de plusieurs villes, dans la région de

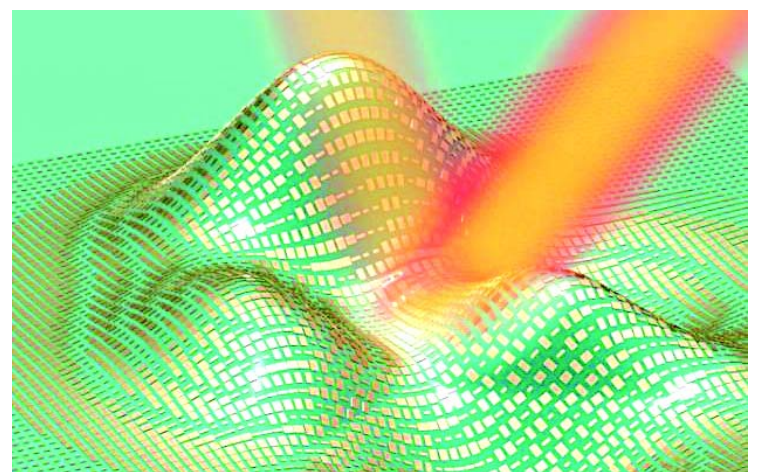
Coquimbo, où a eu lieu le séisme, et dans celle de Valparaiso, à 120 kilomètres à l'ouest de la capitale. "La ville est détruite, cela a été terrible", a raconté un habitant de Tongoy, commune côtière envahie par la mer, sur la chaîne TVN. Les classes ont été suspendues dans les communes côtières du centre-nord et près de 160.000 familles restaient privées d'électricité, tandis que des dizaines de répliques, dont certaines très fortes, ont été enregistrées jeudi. Le séisme a fait déferler des milliers de Chiliens inquiets dans les rues de Santiago, la capitale de 6,6 millions d'habitants, et des mouvements de panique ont eu lieu dans de nombreuses villes. "Les gens couraient dans tous les sens, nous ne savions pas vers où courir", a raconté Gloria Navarro, à La Serena (nord). La secousse a été ressentie dans plusieurs régions d'Argentine et jusqu'à Buenos Aires, à 1.400 kilomètres de là, où les bâtiments ont tremblé. De l'autre côté du Pacifique, la Polynésie française a été placée en "vigilance" dans l'archipel des Marquises, qui pourraient être affectées par des vagues légèrement supérieures à un mètre, selon le laboratoire de géophysique basé à Tahiti. Un avertissement pour tsunami a aussi été lancé pour la côte est du Japon.

Création d'une nouvelle cape d'invisibilité fine et souple

Une cape d'invisibilité fine et souple prenant la forme de l'objet à dissimuler vient d'être mise au point aux Etats-Unis, marquant un nouveau progrès dans les efforts des chercheurs pour faire de la science-fiction une réalité. Cette cape est encore microscopique : à peine 80 nanomètres (un nanomètre équivaut à un milliardième de mètre). Mais ses fondements scientifiques devraient permettre d'en augmenter les dimensions pour faire disparaître des objets beaucoup plus grands, à l'instar de celle de l'apprenti-sorcier Harry Potter. Elle a été conçue au Lawrence Berkeley National Laboratory, qui dépend du ministère américain de l'Energie. Cet équipement, présenté jeudi dans la revue américaine Science, utilise des éléments d'or qui agissent comme des nano-antennes et réorientent la lumière, rendant l'objet recouvert optiquement indétectable. Les chercheurs ont ainsi recouvert un objet tri-dimensionnel de la taille de quelques cellules biologiques avec cette pellicule d'invisibilité, le faisant littéralement disparaître. "C'est la première fois qu'un objet en trois dimensions de forme quelconque a ainsi été rendu invisible", explique Xiang Zhang, directeur de la division des sciences des matériaux au Laboratoire national

Lawrence Berkeley. "Notre cape ultra-fine ressemble bien désormais à une cape. Elle est simple à concevoir et à faire fonctionner et pourrait être fabriquée en tailles normales pour dissimuler des objets macroscopiques", assure le scientifique. C'est la diffusion de la lumière visible, en infrarouge ou en rayons X, et son interaction avec la matière qui permet d'observer les objets, expliquent les scientifiques. Ces lois de la physique peuvent être modifiées grâce à des méta-matériaux, des nano-structures artificielles aux propriétés électro-

magnétiques n'existant pas dans la nature. Les premières "capes" d'invisibilité étaient volumineuses et difficiles à fabriquer en grandes dimensions. De plus, elles laissaient apparaître une différence entre la partie dissimulée par la cape et l'environnement immédiat, la rendant détectable. Ce qui n'est pas le cas avec la nouvelle cape: l'objet disparaît, sans différence entre le voile d'invisibilité et ses alentours. Et elle peut être activée et désactivée en modifiant la polarisation des nano-antennes, précisent les chercheurs.



Le vaccin anti-grippe plus efficace cette année que l'an dernier



Le vaccin anti-grippe est beaucoup plus efficace cette année que pour la précédente saison 2014-2015, ont annoncé jeudi les autorités sanitaires américaines. Pour la saison passée, la plupart des cas de grippe ont été provoqués par une seule souche virale (H3N2) qui a muté après que le vaccin eut été fabriqué, a expliqué le Dr Bill Schaffner, professeur de médecine préventive et des maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'Université Vanderbilt lors d'une conférence de presse. Jusqu'à présent toutes les souches virales de la grippe traquées cette année et responsables des premiers cas de grippe de cette saison "correspondent exactement à ce qui est dans le vaccin, ce qui devrait procurer une bonne protection", a-t-il dit. Le vaccin anti-grippe fournit un taux de protection de 50 à 60%, ce qui est inférieur à la plupart des autres vaccins mais reste suffisant pour éviter d'attraper la grippe, a précisé le Dr Tom Frieden, directeur des Centres fédéraux de contrôle et de prévention des maladies (CDC), lors de la même conférence de presse. L'an dernier, en raison de la mutation du virus dominant, la protection offerte par le vaccin était très faible, de l'ordre de 13%, a-t-il dit. Ceci explique pourquoi la saison 2014-15 a été particulièrement

sévère, avec un taux record d'hospitalisation parmi les personnes plus âgées aux Etats-Unis particulièrement vulnérable aux souches virales de type H3, a précisé le Dr Frieden. Il a aussi mentionné 145 décès pédiatriques confirmés en raison de la grippe, un nombre probablement inférieur à la réalité, selon lui. Il a insisté sur la nécessité de la vaccination contre la grippe dès l'âge de six mois.

Au total la grippe fait plus de 56.000 morts par an aux Etats-Unis, surtout parmi les personnes plus âgées. Le directeur des CDC a expliqué que le nouveau vaccin contient toutes les souches en circulation, dont notamment H3N2 qui reste dominante, et H1N1 apparue en 2009, offrant ainsi une protection de 50 à 60%. Les laboratoires ont analysé 199 spécimens de virus de la grippe actuellement en circulation et déterminé que 118 appartenaient à la souche H3N2, vingt à H1N1 et 61 était du type B. Toutes ces souches sont aussi sensibles aux antiviraux sur le marché comme l'oseltamivir (Tamiflu). Les laboratoires pharmaceutiques ont déjà produit au moins 171 millions de doses du nouveau vaccin anti-grippe et environ 40 millions de doses sont déjà disponibles aux Etats-Unis, a indiqué le Dr Frieden.

10.000 euros d'amende pour un journal qui avait comparé une ministre française à un singe

«Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane»: cette Une du journal d'extrême droite français Minute, ciblant la ministre de la Justice née en Guyane, a valu jeudi à son patron une amende de 10.000 euros pour injure raciale. La cour d'appel a confirmé la peine prononcée en première instance fin octobre 2014. La parution de cette Une, en novembre 2013, avait suscité une vague d'indignation en France. Et Christiane Taubira, qui n'avait pas déposé plainte, avait dénoncé des propos "d'une extrême violence", qui "dénient mon appartenance à l'espèce humaine". "J'encaisse le choc mais c'est violent pour mes enfants, pour mes proches et pour tous ceux qui ont une différence", avait-elle ajouté. Interrogée jeudi lors d'un déplacement à Tunis, la ministre a refusé de commenter la décision en appel, pour "éviter" la "confusion entre l'exécutif et les juridictions". "J'ai très envie de commenter, mais je suis vertueuse, je fais des efforts sur moi-même", a-t-elle dit. Le directeur de la publication de Minute, Jean-Marie Molitor, qui ne s'est présenté à aucune des deux audiences, s'était défendu de tout racisme, reconnaissant seulement une couverture de "mauvais goût" qu'il a assumée. Selon lui, l'hebdomadaire n'est pas "d'extrême droite", mais "libre et indépendant". Dans son arrêt, la cour considère que "le



droit à l'humour et à la satire dont se prévaut Jean-Marie Molitor ne saurait permettre, sous couvert de jeu de mots, de véhiculer un poncif raciste conduisant à assimiler les personnes de couleur à des primates". "L'intention délibérée du journal", poursuit-elle, "n'est nullement de pratiquer la dérision, mais bien au contraire de banaliser la portée raciste" des attaques visant la ministre.

Christiane Taubira a déjà été la cible de propos racistes du même acabit, de la part d'une jeune fille lors d'une manifestation d'opposants au mariage homosexuel ou encore d'une militante d'extrême droite. Cette dernière a été condamnée à neuf mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Cayenne (Guyane), avant que la cour d'appel n'annule cette décision. Elle doit être rejugée, cette fois à Paris.

Un croche-pied providentiel : la nouvelle vie d'un réfugié en Espagne

Le réfugié syrien, victime du croche-pied d'une journaliste hongroise pourra refaire sa vie en Espagne, où il a déjà trouvé un travail comme entraîneur de football, sa profession. "I love you Madrid", a dit Osama Abdul Mohsen, en arrivant à la gare madrilène d'Atocha, mercredi soir. "C'est mon premier jour à Madrid, je suis très très heureux", a-t-il encore confié le lendemain à des journalistes à Getafe, commune de la région de Madrid, de 170.000 habitants, où il va reconstruire sa vie. Osama, qui avait un appartement dès son arrivée, sera rejoint bientôt par sa femme, encore en Turquie avec deux autres enfants. Zaïd, sept ans, et Mohammad, 18 ans, sont déjà avec lui. Dans la nuit de mercredi à jeudi, après un périple qui l'a mené de la frontière entre la Serbie et la Hongrie - l'endroit où une journaliste l'a fait tomber d'un croche-pied, et cette petite ville de la banlieue madrilène, "il a dormi profondément", a déclaré à la presse Conrado Galan, l'un de ses bienfaiteurs. "C'était un croche pied béni", a-t-il ironisé. Osama Abdul Mohsen, 52 ans selon El Mundo, ex-entraîneur d'une équipe de première division en Syrie, a déjà un travail. Il enseignera dans une école d'entraîneurs de football de la ville.

Un poste que seul lui pouvait occuper, a souligné jeudi Conrado Galan, aux commandes du Centre national de formation d'entraîneurs de football (Cenafe) avec son frère Miguel Angel. "C'est le candidat idéal (...) un homme très cultivé, bilingue, qui s'adaptera parfaitement", a-t-il ajouté. "Il pourra former les entraîneurs qui doivent se rendre à Dubaï, au Qatar, en Egypte", dans toutes les écoles de ces pays qui nous demandent des entraîneurs. La vidéo montrant ce Syrien en fuite devant les forces de l'ordre hongroises avec son fils



Zaïd dans ses bras, projeté au sol par le croc-en-jambe d'une journaliste, le 9 septembre, a fait le tour du monde. Miguel Angel Galán aussi l'a vu et l'a invité en Espagne après avoir lu dans un journal qu'il avait été entraîneur du club Al-Fotuwa, en première division syrienne. L'enregistrement a aussi suscité une lettre de l'un de ses fils restés en Turquie, à "Petra", la journaliste. "Je vais te raconter qui nous sommes. Nous ne sommes ni riches, ni pauvres. Nous sommes une famille de classe moyenne (...) nous ne ne voulons que la paix", a-t-il écrit dans ce courrier diffusé sur le réseau social Facebook. Selon El Mundo, Osama a quitté son pays en septembre 2014, puis la Turquie, au début du mois, avec son plus jeune fils Zaïd, pour chercher meilleure fortune ailleurs. Jeudi matin, le ministre de l'Intérieur Jorge Fernandez Diaz, s'est de son côté engagé à faciliter son installation. "Le principe humanitaire prévaut sur toute autre considération" dans ce cas, a affirmé le ministre, tout en tenant à souligner qu'il s'agissait "d'une situation extraordinaire".

"Cette initiative ne peut pas se généraliser", a-t-il prévenu, rappelant au passage la position de l'Espagne, qui exige une solution globale, impliquant une intervention en Syrie, le renvoi dans leurs pays des migrants se déplaçant pour de raisons économiques et un plan d'aide à l'Afrique. L'Espagne s'est engagée à accepter plus de 17.000 réfugiés sur les centaines de milliers arrivés depuis janvier en Europe fuyant la Syrie et d'autres pays en guerre. La maire socialiste de Getafe, Sara Hernandez, a annoncé que sa cité allait rejoindre le réseau de villes-refuge créé par Barcelone. "Ce genre d'affaires médiatiques, doit aussi attirer l'attention sur ce qui se passe dans nos villes", a-t-elle dit en évoquant la sienne, hébergeant par ailleurs un centre d'accueil pour réfugiés, doté de 116 places. "Nous souffrons de retards liés aux démarches bureaucratiques pour l'obtention du statut de réfugié". "C'est pourquoi j'attire l'attention du gouvernement pour qu'il facilite les choses". Le petit Zaïd devrait être scolarisé rapidement, dès que son père aura le carnet "rouge" de demandeur d'asile, a-t-elle promis.

Le spectre du piratage plane sur les voitures connectées

Au salon automobile de Francfort, Michael Frosch lorgne différentes Jeep en exposition: les débris du constructeur, victime cet été du piratage d'un de ses modèles, ont retenu son attention et celle d'une industrie soucieuse de préserver la confiance des conducteurs. Le commercial de 41 ans possède une Jeep Grand Cherokee, un modèle proche du Cherokee que deux chercheurs américains ont réussi à faire ralentir ou freiner à distance, en pénétrant dans le système de navigation avec leur ordinateur, via l'accès internet du système de divertissement embarqué. "J'ai le même système de navigation dans mon véhicule", constate M. Frosch. "Mais je ne suis pas assez important pour qu'on veuille m'envoyer contre un arbre", se rassure-t-il. Jeep a dû rappeler 1,4 million de voitures aux Etats-Unis après cette faille, un événement qui "a ouvert les yeux à pas mal de gens" dans la branche, relate Ricardo Reyes, vice-président de Tesla.

"On s'est mobilisés bien avant" la mésaventure de Jeep mais "la prise de conscience est d'autant plus forte", renchérit auprès de l'AFP Brigitte Courtehoux, directrice de l'unité services connectés et mobilité du français PSA Peugeot Citroën. Alors que Volkswagen promet de transformer "chacune de nos nouvelles voitures en smartphone sur roues" d'ici 2020, l'automobile est appelée à devenir comme les autres objets connectés la cible de hackers en tout genre. Environ 150 millions de voitures connectées seront en circulation dans le monde en 2020, selon le

cabinet Gartner. Pour l'instant "le piratage des voitures n'a pas encore de modèle économique clair. Mais une fois que votre voiture enregistrera des informations sensibles, cela attirera les criminels", prévoit Egil Juliussen, analyste du cabinet IHS. Et ils cadenceront leur pas sur toutes les avancées technologiques. "Lorsque vous créez une voiture sûre, elle est sûre pour toujours. Lorsque vous créez une voiture connectée sécuritaire, elle n'est sûre que momentanément", jusqu'à ce qu'une faille apparaisse, observe Andrey Nikishin, directeur de la prospective chez l'expert en cybersécurité Kaspersky.

A l'heure actuelle, "il n'est pas vraiment facile de pirater n'importe quelle voiture dans la rue, mais pour un hacker professionnel, ce n'est pas un grand défi" pour peu qu'il ait du temps devant lui, poursuit le spécialiste. A Londres par exemple, environ 6.000 voitures ont été volées en 2014 sans effraction physique, simplement en piratant l'ouverture du véhicule, selon la police de la ville. Mais vols ou accidents ne sont pas la plus grande menace, selon M. Nikishin. La protection des données "est le problème le plus urgent car il est beaucoup plus facile de voler des informations" gérées par le véhicule, souligne M. Nikishin. La synchronisation du véhicule et des smartphones, eux-mêmes appelés à devenir des moyens de paiement, pose par exemple un risque. Et si les "pirates" sont pour l'instant surtout des chercheurs bien intentionnés, les failles pourraient bien circuler sur le "dark web" (l'internet des criminels) assez rapidement,

estime de son côté M. Juliussen. L'association européenne des constructeurs automobiles (ACEA) a tenté de rassurer à Francfort, avec une déclaration d'intention commune aux 15 groupes qu'elle rassemble. Elle fixe les grands principes de la protection des données dans l'industrie.

Mais l'industrie avance en ordre dispersé sur la question. L'allemand Daimler et son patron Dieter Zetsche se vantent par exemple de stocker les données collectées par le constructeur sur des serveurs propres, contrairement à certains concurrents. PSA Peugeot Citroën collabore avec des géants de la technologie comme Cisco pour l'architecture électronique de ses voitures, ainsi que "certains acteurs venus du monde militaire", explique Mme Courtehoux.



Solidarité, coalition des égoïsmes et complicité des culpabilités

**«On ne peut jamais savoir ce qu'il peut advenir d'un homme qui possède à la fois une certaine conception de ses intérêts et un fusil.»
Georges Clemenceau.**

Par Abdelhamid Charif

Même si la prémonition n'est pas très explicite, les pressentiments de Clemenceau sont plutôt appréhensifs, méfiants et préventifs. Cette imprévisibilité comportementale ne peut toutefois pas être circonscrite aux seules menaces des capacités de nuisance et des abus de la force ; car après tout, ceux qui sont capables du pire, peuvent très bien se contenter d'un moindre mal, et même faire mieux. Et en l'occurrence, les plus gros fusils de ce monde ne ratent aucune occasion pour tenter de prouver qu'ils sont capables du meilleur.

En effet, même s'ils exercent une tyrannie contre d'autres peuples, via l'instrumentalisation de régimes politiques faibles car illégitimes, leurs intérêts demeurent toutefois suffisamment contenus et tempérés, car tributaires à la fois de l'alternance ainsi que de la sagesse collective d'un électorat libre et diversifié. C'est ainsi qu'ils ont récemment cédé à la pression d'une opinion publique, émue par l'image d'un enfant syrien mort et rejeté par la mer, et autorisé l'accueil de milliers de réfugiés.

Certes, les arguments de scepticisme ne manqueront pas, mais il est intellectuellement insalubre et nocif de nier l'évidence que la chancelière allemande Merkel n'a lancé aucun appel d'offres sélectif pour recruter une main-d'œuvre ou redresser la démographie de son pays, et qu'elle a plutôt généreusement ouvert ses frontières à des personnes en détresse, fuyant la terreur et la persécution de leurs gouvernants.

Les élans de solidarité ne sont jamais aussi sincères que quand ils émanent spontanément et librement de la collégialité et de l'entendement collectif, tempérant pudiquement les ardeurs des égoïsmes humains. Ces vertus de compassion collective s'expriment davantage et plus naturellement là où la justice est au-dessus de tous. N'est-il pas pertinent de rappeler que c'est également outre-mer que les compagnons du Prophète, Prière et Salut sur Lui, persécutés par la tribu de Koraïch, ont trouvé refuge, chez le Roi chrétien d'Abyssinie (Ethiopie). «Après de Najashi (Négus) personne ne risque d'être victime d'injustice.» (Hadith).

Ce roi juste a été d'ailleurs béni par Dieu puisqu'il est mort musulman et honoré par le Prophète, Prière et Salut sur Lui, qui a accompli à distance la prière funéraire de l'absent en sa faveur.

Il faut donc admettre qu'il n'est pas aisé de critiquer sans gêne cette civilisation, tant elle se distingue par ces vertus de justice et d'équité ; valeurs qui, par le passé, étaient davantage identifiées et associées avec l'Islam.

Les musulmans ont intérêt à reconnaître cet embarras et l'assumer d'autant plus qu'ils sont nombreux à accuser l'Occident avec virulence, pour finir ensuite par s'y exiler salutairement et y trouver l'unique refuge.

En terre d'Islam, là où les gouvernants et les barons périphériques sont bien installés au-dessus de la loi, le slogan de l'union qui fait la force, résonne creux depuis longtemps et ne mobilise plus grand monde. Les tentations des privilèges personnels illé-

gitimes ont pris le dessus et l'individualisme euphorique a provoqué la désunion, la scission sociale, l'adversité, et bien d'autres déchéances morales. Et même les remparts religieux sont souvent ébranlés, sautant les verrous de la corruption et transformant des individus intègres en escrocs sous le couvert de fetwas personnalisées, masquant et justifiant le vol et la prédation par une récupération légitime des droits et des biens confisqués et spoliés par le gouvernement ou la société.

Sous un régime corrompu, où l'individualisme est prépondérant chez les gouverneurs et par ricochet chez les gouvernés, une personne combat seulement pour son intérêt personnel, et peut ainsi se sacrifier ou tuer pour un simple lot de terrain, sans bouger le doigt pour tout un pays. A défaut de pouvoir le vendre pour un autre lot de terrain outre-mer ! Les musulmans sont donc désormais loin de former ce corps sain et solidaire qui ressent de la fièvre dès qu'une partie éprouve le moindre mal.

MALHEUR AUX UNS POUR QUI L'INJUSTICE ENVERS LES AUTRES EST FÉCONDE

Les pays de l'Europe de l'Est se sont tous débarrassés des régimes totalitaires et ont traversé pacifiquement la transition démocratique sans remous, grâce à la supervision bienveillante de l'Occident. Faut-il s'en étonner ?

Que l'Europe de l'Est soit assistée en priorité ou en exclusivité, pour des raisons ethniques et culturelles évidentes, cela ne doit surprendre ou déranger personne. Mais aucune morale ne justifie le refus de ces mêmes droits élémentaires aux autres peuples. Quelle est donc cette civilisation qui permet de soutenir les bourreaux pour faire semblant ensuite de soulager leurs victimes ? L'injustice est un ennemi commun et l'indignation sélective ainsi que la solidarité hypocrite et symptomatique sont de lâches alliés.

L'oppression s'abat plus particulièrement sur les peuples musulmans et la décolonisation et l'indépendance n'ont fait que nationaliser les tyrans.

Contrairement aux autres contrées, chaque révolte populaire dans les pays arabes coûte très cher et finit par plus de durcissement autoritaire, et davantage d'injustice et d'oppression. Il ne fait plus de doute que l'entretien des dictatures dans les pays musulmans est la forme civilisée d'une néo-croisade qui ne dit pas son nom. Sans jour d'une large adhésion populaire, cette stratégie est manifestement consensuelle chez les leaders occidentaux ; stratégie honteuse générant forcément des situations embarrassantes que seule l'hypocrisie peut gérer.

«Nous aurions souvent honte de nos plus belles actions si le monde voyait tous les motifs qui les produisent.» François de La Rochefoucauld. «La méchanceté, pour se faire encore pire, prend le masque de la bonté.» Publius Syrus

La solidarité est honteuse et humiliante envers les pauvres et les faibles tant qu'elle ne vise pas à les affranchir du besoin, et elle est criminelle envers les opprimés tant qu'elle entretient et soutient leurs bourreaux. En excluant les cas de force majeure, n'est-il pas légitime de s'interroger sur l'opportunité, voire la moralité, des demandes et attentes d'assistance de la part des parrains des dictatures utiles ?

«Une parole agréable et un pardon valent mieux qu'une aumône suivie d'un tort.» Coran 2/263

Il n'est pas impertinent de noter que ce verset évoque seulement le tort qui

suit la charité, sans référer aux offenses antérieures éventuelles. Cela est compréhensible pour les bonnes actions réconciliatrices visant à effacer d'anciens litiges. Cependant, si ce comportement injurieux et humiliant se répète régulièrement avant et après la charité, l'impasse du verset ne devrait-elle pas alors soulever des doutes sur l'opportunité et la légitimité même de la demande de l'aumône et son acceptation ?

DE LA COALISATION DES ÉGOÏSMES À LA COMPLI-CITÉ DES CULPABILITÉS

Les notions de richesse et de pauvreté peuvent à elles seules faire l'objet d'une nouvelle relation. Même Karoun (Korah) paraîtrait un misérable parmi nous aujourd'hui. Ni voiture, ni téléphone, ni électricité, ni télévision, ni chauffage, ni climatiseur, ni ordinateur, ni internet, ni journal, ... Mais qui pourrait donc l'envier ? Et pourtant sa richesse demeure inégalable. Il fallait des centaines de mulets, juste pour transporter les clefs de ses trésors ! L'être humain éprouve les sentiments du bonheur de la richesse ou du malheur de la pauvreté, beaucoup plus à travers son regard sur les autres et celui que la société lui renvoie. Quoi de plus humain !

Le Prophète lui-même, Prière et Salut sur Lui, implorait Allah de l'épargner du mal des deux épreuves, richesse et pauvreté.

Les perceptions biaisées de la prospérité et du dénuement peuvent troubler dangereusement les âmes flétries et finir par pervertir une société, en réhabilitant les vices au détriment des vertus. La richesse se met alors à éblouir et maquiller les vices, pendant que la pauvreté obscurcit et cache les vertus. Rien ne tue aussi précocement l'innocence et les valeurs morales que la course acharnée et démesurée derrière l'enrichissement. Les fortunes s'accumulent alors beaucoup plus par indécence et manque de scrupules que par esprit créatif et travail compétitif.

Alors que la pauvreté, ce tamis humain qui fait le tri des amis que la prospérité attire, n'est pas un visa pour voler, c'est bien la richesse qui compose l'industrie principale de l'escroquerie ; et derrière certaines fortunes séduisantes et enviables se cachent d'ignobles crimes.

Confondre les moyens avec les objectifs et la richesse avec le bonheur, c'est gâcher sa vie en bousillant la carburant vivifiant du sentiment du besoin, pour ne retenir de la fortune que la hantise de la perte.

Et c'est précisément à cause des regards tendancieux de la société et des effets pervers évoqués précédemment que le Prophète nous a fermement avertis du plus grand danger :

«Par Allah ! Je ne crains pas la pauvreté pour vous ! Mais je crains pour vous les mondanités de la vie d'ici-bas ! Je crains que vous vous la disputiez comme ceux qui vous ont précédés, et qu'elle vous fasse périr comme elle les a fait périr !»

N'est-il pas avisé de rappeler qu'au Jugement dernier, l'être humain rendra doublement compte de sa richesse, pour justifier aussi bien l'acquisition que la dépense. Autrement dit pour un croyant, la gestion d'une fortune licitement amassée est déjà à elle seule suffisamment préoccupante. Les biens mal acquis, quant à eux, causent davantage de dégâts, et à la culpabilité initiale viennent se greffer des vices auxiliaires, ainsi que des conspirations et alliances douteuses.

Les affinités que réchauffent ces intérêts occultes sont loin de constituer des signes d'amitié naissante, mais sont des indices irréfutables d'une complicité coupable.

Cette fausse amitié autour d'appâts

communs peut même réunir et pactiser lâchement des ennemis jurés, telle l'inévitable lune de miel entre le pouvoir et l'argent dans un régime corrompu. Les discours et opinions politiques deviennent alors pollués par des mensonges couvrant l'intérêt personnel.

«Sous un bon gouvernement, la pauvreté est une honte ; sous un mauvais gouvernement, la richesse est aussi une honte.» Confucius

SAUVER LE CHRISTIANISME COMME NOUVELLE STRATÉGIE DU CHANGEMENT

«Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va.» Sénèque. L'attachement aux principes de base n'est pas tributaire des stratégies d'action, et il serait tout simplement suicidaire en période de crise aiguë, de ne pas scruter toute l'étendue des options généreusement recommandées ou tolérées par notre religion.

Si le changement individuel interne demeure évidemment incontournable dans toute aspiration de transformation collective, d'autres stratégies doivent être envisagées en parallèle, et plus particulièrement le réchauffement des relations islamo-chrétiennes et des valeurs communes.

La métamorphose individuelle est explicitement requise par Le Créateur comme l'authentique logiciel de transformation sociale, et Dieu seul peut donc l'évaluer réellement. Il est toutefois utopique d'espérer en récolter les fruits tant qu'elle n'a pas atteint une masse critique, laquelle masse critique ne risque pas d'être approchée de sitôt tant que les discours, dissertations et prêches sont privilégiés à l'exemplarité.

La clairvoyance profonde et l'influence pédagogique d'un individu se ressourceur plus de sa droiture exemplaire que de son intellect ou sa culture. L'élitisme abusif et la politisation excessive ont contribué à reléguer au second plan ces principes fondamentaux, en plus évidemment des conséquences d'une gestion catastrophique des affaires publiques.

La responsabilité est aussi variable que générale, et chacun est à la fois victime et complice. Les discours flatteurs tentant de disculper les masses populaires sont contreproductifs et ne risquent pas d'éveiller les consciences. Il est aussi injuste et improductif de diaboliser les gens que de les prendre pour des anges.

Les glorieux sacrifices d'un père ne peuvent pas servir de prétexte de rente ou de débauche à ses enfants. Une génération peut toujours défendre ou hypothéquer les droits et richesses de la suivante, mais dans les deux cas, elle ne la dispense pas de ses devoirs et obligations. Et heureusement, à cet effet, que l'élite de Novembre 1954 n'a pas jugé utile d'attendre le renfort des générations suivantes.

L'influence individuelle s'affaiblit considérablement sous un régime totalitaire et délirant. Et certaines transformations et réformes cruciales, telles celles touchant la justice, le système éducatif, et bien d'autres secteurs, sont entièrement tributaires des décisions politiques. Et puisque l'instrumentalisation de ces régimes par les puissances occidentales ne laisse plus de doute, la nouvelle stratégie et les nouveaux interlocuteurs deviennent alors évidents.

Il ne faut surtout pas compter sur les classes politiques des deux côtés pour espérer un quelconque rapprochement civilisationnel entre les chrétiens et les musulmans.

L'exil temporaire des compagnons du Prophète chez le Roi Najashi, évoqué plutôt, ne semble pas avoir reçu suffisamment d'attention et mérite davantage de méditation.

«Tu constateras que ceux qui nourrissent la haine la plus violente contre les musulmans sont les juifs et les païens, et que ceux qui sont les plus disposés à sympathiser avec les musulmans sont ceux qui disent : «Nous sommes chrétiens.» C'est qu'il y a parmi eux des prêtres et des moines, et qu'ils ne s'enflent pas d'orgueil.» Coran 5/82.

Ce verset révèle les affinités et les prédispositions de rapprochement entre l'Islam et le Christianisme, et ceux qui pensent qu'il prône l'antisémitisme n'ont qu'à saisir l'occasion pour le discréditer et disqualifier ainsi tout l'édifice, par un comportement humain juste et digne, et non agir impunément comme une espèce supérieure élue, et contribuer ainsi à conforter le contenu.

En fait, ce verset, avec d'autres, telle la sourate «Al Massad» bravant Abou Lahab et sa femme, constituent de suprêmes évidences miraculeuses divines, puisque des défis y sont lancés avec audace à des êtres vivants libres et responsables, qui n'arrivent pourtant jamais à relever ces challenges.

Ce sont les pervers, qui n'ont de chrétiens que les noms, qui déclenchent les croisades militaires, culturelles, médiatiques, artistiques, économiques, et autres. Et les véritables chrétiens, sans voix et sans force, n'en sont pas moins victimes, directes ou collatérales.

Le Christianisme est en danger ! Et l'Islam avec !

C'est seulement après avoir fini d'enterrer définitivement le Christianisme que la laïcité s'est tournée vers l'Islam. La plupart des valeurs et disciplines morales islamiques, y compris la tenue vestimentaire des femmes, qui font l'objet d'attaques quotidiennes, étaient jadis observées et respectées par les chrétiens. Et c'est précisément sur ces valeurs communes que sont désormais invitées à s'investir les élites musulmanes, la présente contribution ne faisant qu'entrouvrir le débat et la réflexion.

Une parenthèse, risquant de paraître redondante, s'impose par précaution pour préciser que le rapprochement préconisé est basé sur un respect mutuel sincère, et ne vise ni à islamiser l'Occident, ni à évangéliser ou faire revenir les Pères blancs en terre d'Islam.

Les musulmans résidant en Occident sont par excellence, même contre leur gré, des ambassadeurs de leur religion, et leur exemplarité est fondamentale. Qu'ils aient la nationalité de naissance ou par naturalisation, et qu'ils jouissent de tous les droits civiques, ne peut pas les exonérer de l'obligation morale de se comporter dignement comme des invités respectueux en Occident chrétien. Une personne généreusement conviée chez quelqu'un ne peut jamais se permettre la décontraction ou la légèreté de son hôte, et encore moins ses écarts et impudences.

Les valeurs morales communes, telles l'honnêteté, le bon voisinage, la solidarité, la pudeur, sont suffisamment nombreuses pour occuper un défenseur des vertus. La spécificité islamique doit être vécue paisiblement et modérément.

Certes, des factions chrétiennes extrémistes très proches du Sionisme existent, mais sont très minoritaires, et un rapprochement islamo-chrétien les isolerait davantage.

La conversion des chrétiens vers l'Islam embaume et réchauffe les cœurs, mais de par les libertés politiques authentiques et l'influence réelle de l'opinion publique en Occident, la réhabilitation des valeurs authentiques du Christianisme chez un grand nombre peut servir davantage la paix et la justice dans le monde.

Football - Ligue 1

Choc à Constantine, le MCO et la JSK en quête d'une première victoire

Adjal L.

Le résultat de la rencontre avancée opposant le MCA à l'ASMO a été favorable au doyen qui se donne de l'air aux dépens d'une équipe asémiste où la bonne volonté ne suffit pas à masquer les lacunes. Aujourd'hui donc, suite et fin de cette cinquième étape où les affiches foisonnent et où, franchement, le suspense planera. Est-ce que cela est dû aux retombées des préparations effectuées dans de différents pays ? La question est posée lorsqu'on voit la différence de rendement entre plusieurs formations.

A tout seigneur, tout honneur. Les Harrachis se déplacent à Tadjenanet où le Difaa local les attend de pied ferme et se dressera sur leur chemin. Il se trouve en effet que le CRBT a affiché une rassurante solidité au stade Habib Bouakeul. Ceci revient à dire qu'on s'attend à un débat serré

où les défenses auront un rôle primordial à jouer. A Constantine, le stade Hamlaoui fera certainement le plein au vu de l'affiche entre un CSC dynamique et l'USMA. La différence de styles ainsi que la volonté de rafler la mise devraient assurer le spectacle où tout pronostic est malaisé à formuler. La décision pourrait survenir grâce à une individualité. Sur ce plan-là, l'équipe de Soustara est bien pourvue avec un Belaili en grande forme.

A Oran, le stade Ahmed Zabana abritera un grand classique du football national où les situations respectives des deux protagonistes constituent un fort attrait. En effet, le MCO entend mettre fin à la spirale négative qui l'a propulsé dans les profondeurs du tableau face à un CRB invaincu. Le MCO est décidé à arracher sa première victoire, et ce débat s'annonce serré. De son côté, le MOB, désormais drivé par Amrani, se déplace au stade du 8 Mai 1945 pour se mesurer à l'Entente qui se

trouve dans une période creuse. C'est donc Amrani qui est chargé de remettre de l'ordre dans une maison qu'il connaît fort bien. En tout cas, cette particularité constitue un avantage.

A Tizi Ouzou, l'espoir est revenu après le match livré face au CRB où les coéquipiers de Doukha ont frôlé la victoire. Libérés psychiquement, ils auront l'opportunité de glaner leur première victoire face au promu, le RCR. Mais pour que ce projet se réalise, il faudrait que le secteur offensif, si discret jusqu'à présent, doit faire preuve de réalisme. D'ailleurs, l'entraîneur Dominique Bijotat a insisté sur l'animation offensive. On en saura plus cet après-midi, et il faudra prendre en compte la déclaration du coach du Rapid Benyelles au pied de la lettre : « On ira à Tizi Ouzou pour chercher un bon résultat ». On termine ce tour d'horizon avec le débat NAHD-JSS. Au Nasria, le nouvel entraîneur Bouzidi s'est attelé à la tâche, en redistribuant les postes, surtout ceux de la défense, talon d'Achille de l'équipe. Or, la JSS est une équipe difficile à manier, même hors de ses bases. Les Bécharis sont invaincus et paraissent en mesure de ne pas revenir bredouilles de cette sortie dans la capitale.

Aujourd'hui à 18h00

Oran:	MCO	-	CRB
Constantine:	CSC	-	USMA
Alger:	NAHD	-	JSS
Tizi Ouzou:	JSK	-	RCR
Sétif:	ESS	-	MOB
Tadjenanet (16h30):	DRBT	-	USMH

Division nationale amateur - Ouest

Choc à Mohammadia, le GCM, le SCMO et la JSMT sur du velours

M.Z.

Cette deuxième journée sera incontestablement marquée par le choc SAM-WAT, placé sous le seau de la nostalgie. Les Samistes, défaits samedi passé à Maghnia, comptent réagir pour réinstaurer un climat de confiance. C'est dans les cordes du team de Mohammadia, mais attention au sursaut d'orgueil des Tlemceniens qui ne se déplaceront pas pour faire de la figuration. A Mostaganem, le WAM dispose d'une belle opportunité avec la venue du CRBBB pour consolider

sa première place et confirmer sa victoire acquise à Tighennif. Ce n'est pas gagné d'avance pour les Widadis devant une formation du Ben Badis qui veut réagir après avoir raté sa première sortie à domicile.

La JSMT recevra pour la deuxième fois de suite, cette fois l'IST. Les Tiaritis comptent sur l'avantage du terrain pour signer leur second succès consécutif, à moins que les gars de l'Idéal n'en décident autrement. De son côté, le Ghali de Mascara est appelé à faire respecter la hiérarchie, chez lui, contre le promu, l'ASBM. Les

Mascariens semblent bien armés pour confirmer leur statut de prétendants à l'accession et enregistrer leur première victoire de la saison. C'est le cas également du SCMO qui mettra une fois de plus sur son nouveau tandem Amer Yahia-Chiba pour sauter l'obstacle du SKAF, une équipe logiquement à la portée des Oranais du Sporting. En revanche, l'ESM aura un match difficile à négocier à Remchi où l'USR est condamné à s'imposer pour éviter de fâcheuses conséquences d'autant plus que le club est confronté à une crise financière sans précédent. L'ESM Koléa, l'autre postulant au sacre, accueillera le RCBOR dans un match où les joueurs du coach Samir Houhou n'ont aucune autre alternative que de gagner. Enfin, le CRB Sendjas, lui, effectuera son deuxième déplacement à Saïda où il sera confronté au MBH. Un match équilibré entre deux formations qui aspirent à mieux cette année.

Aujourd'hui à 16h00

Tiaret:	JSMT	-	IST
Mohammadia:	SAM	-	WAT
Mostaganem:	WAM	-	CRBBB
Mascara:	GCM	-	ASBM
Remchi:	USR	-	ESM
Oran:	SCMO	-	SKAF
Koléa:	ESMK	-	RCBOR
Saïda:	MBH	-	CRBS

MO Béjaïa

Abdelkader Amrani de retour

Le technicien Abdelkader Amrani est devenu le nouvel entraîneur du MO Béjaïa (Ligue 1 algérienne de football), en remplacement du Suisse Alain Geiger, démissionnaire, rapporte le site officiel du club béjaoui. «Les deux parties sont tombées d'accord sur tous les points relatifs au contrat qui liera le club avec Amrani, entre autres, sur le plan financier et les objectifs à atteindre pour la saison 2015-2016», précise la même source. Geiger a présenté lundi sa démission de son poste d'entraîneur, après avoir dirigé les quatre premières rencontres de championnat. Il ne s'agit que d'un retour pour Amrani, qui avait conduit le MOB la saison dernière à remporter la Coupe d'Algérie et décrocher une 2e place au classement final de la Ligue 1.

Amrani vient d'être limogé de son poste d'entraîneur de l'équipe saoudienne d'Al-Raed (division 1), avec un bilan de deux défaites en autant de matches en championnat, et une élimination en coupe du Prince héritier. Le revenant Amrani a débuté sa mission hier lors du match en déplacement à Sétif, dans le cadre de la 5e journée.

La qualification au Mondial et aux JO en point de mire
Raouraoua dresse un état des lieux

M. Zeggai

Il est clair que le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, exige une troisième qualification au Mondial 2018 et un billet pour les Jeux Olympiques de Rio Janeiro au Brésil. A quelques jours des deux matches amicaux contre la Guinée et le Sénégal, nous avons pris attache avec le président de la FAF afin de dresser un tableau sur la situation actuelle de l'EN, notamment après tout ce qui a été dit après le match face au Lesotho et également quelques questions relatives aux sélections nationales des autres catégories.

« Je tiens à démentir toutes les rumeurs à propos d'une supposée réaction négative de ma part à l'encontre du sélectionneur national. Nous travaillons sur une politique bien définie en tenant compte de nos projets sportifs et de nos objectifs par rapport à la crédibilité et le niveau de l'EN comme l'atteste le classement FIFA. Je fais toujours confiance à Gourcuff. Mieux encore, nous n'avons aucune réserve à faire sur sa méthode de travail », nous a-t-il affirmé. Mohamed Raouraoua s'est dit pleinement satisfait du travail accompli jusque-là par Christian Gourcuff, et confirme qu'il n'y a aucun désaccord avec le sélectionneur national « avec lequel nous travaillons en parfaite harmonie », a-t-il précisé.

Pour appuyer ses dires et justifier les quelques lacunes de l'EN face au Lesotho, Raouraoua rappelle que le football africain a énormément progressé et qu'il n'y a plus d'équipes faibles dans le continent. « Notre succès face au Lesotho a été acquis dans des conditions difficiles eu égard à la mauvaise qualité du terrain de Maseru, le problème de l'altitude et d'autres paramètres favorables. Et puis, par cette victoire, nous avons réalisé notre objectif et consolidé nos chances de qualification », a-t-il souligné. En revanche, le président de la FAF n'exclut pas que la prestation des Verts s'est avérée peu convaincante, l'équipe affichant des insuffisances que même le sélectionneur national a reconnu lors de ses déclarations d'après-match.

C'est pourquoi d'ailleurs le président Raouraoua n'a pas hésité à dire qu'il faudra retenir les leçons de ce match pour améliorer le rendement de la sélection, à commencer par les deux prochaines sorties amicales des Verts contre la Guinée et le Sénégal, respectivement le 9 et le 15 du mois d'octobre prochain au stade du 5 Juillet.

A propos de ces deux joutes amicales, Raouraoua a souligné l'importance de ces deux rencontres pour la préparation de la double sortie dans les éliminatoires de la Coupe du monde en novembre prochain contre le qualifié

entre le Malawi et la Tanzanie. Ces deux matches amicaux revêtent donc une importance capitale pour Raouraoua et son staff technique qui pourra jauger les dispositions actuelles de nos internationaux en perspective des prochaines échéances. Surtout que la situation de certains joueurs tels que Medjani, écarté de nouveau du onze type de son équipe Trabzonspor, Belkalem, Guedioura, préoccupe Gourcuff, et notamment l'axe central qui suscite des appréhensions.

Concernant la liste des joueurs, elle sera, selon une source proche de la FAF, communiquée prochainement avec l'apport de nouveaux éléments susceptibles de renforcer l'EN et ce, pour mettre tous les atouts du côté des Verts. On annonce la probable venue de Benrahma (Nice) qui a montré son intérêt à porter le maillot Vert, alors que Bahlouli (Monaco) est toujours indécis, sans pour autant oublier le retour de M'bolhi. Chez les gardiens de but, on vient d'apprendre que la FAF a, selon une source bien informée, contacté le kepper Mehdi Jeannin (Clermont Foot), qui serait sur les tablettes de l'entraîneur national pour pallier à toute éventualité à ce poste très sensible. Par ailleurs, et pour revenir aux relations Raouraoua-Gourcuff, la FAF a élargi ses prérogatives avec la collaboration du DTN, Korichi, dans la perspective d'instaurer une politique de jeu commune aux différentes sélections, en organisant des séminaires avec l'ensemble des staffs techniques des autres équipes nationales des jeunes catégories. Dans ce même contexte, Gourcuff tiendra demain au Centre technique de Sidi Moussa une réunion de travail avec l'ensemble des entraîneurs en chef des clubs de Ligue 1. Une rencontre qualifiée de « très importante » par le président de la FAF dans la mesure où c'est une occasion propice pour les deux parties d'échanger les idées sur les méthodes de travail de chacun et les moyens d'améliorer leur coordination pour le bien du football algérien. Gourcuff a toujours plaidé pour une politique de concertation avec les entraîneurs de Ligue 1 pour une meilleure coordination et un suivi des joueurs susceptibles d'être sélectionnés en sélection A.

Par ailleurs, chez l'équipe nationale U 23 qui prépare le championnat d'Afrique qualificatif aux JO 2016 au Brésil, le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a, après avoir confirmé la nomination de Tasfaout Abdelhafid au poste d'entraîneur adjoint du Suisse Pierre André Schurmann, il a insisté sur la mise en place des structures et un système de détection permanent pour un meilleur suivi des jeunes talents à travers le territoire national.

APARTEMENTS

■Vends F3 - 1^{er} étage - Point du Jour avec terrasse + F3 - 3^{ème} étage Akid Lotfi. Libre de suite – AG. ESSALEM – 041.74.89.62 – 0771.69.87.27 – 0770.35.12.91

■Loue F3 Rue Lamartine - ORAN - Prix 48.000 DA – Tél : 0699.01.66.92

■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 – 0779.888.686 - Vend des Appartements : 02 F3 de 150 m² USTO - F4 de 92 m² Canastel - F5 de 135 m² Bd Soummam - F4 de 92 m² Maraval

■Agence Immobilière LITTORAL - 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46 - Loue : F4, 5^{ème} CNL Bir El Djir - F3, 2^{ème} Pépinière - F3 meublé 4^{ème} Hai Yasmine - F3, 1^{er} Gdyl - F5 meublé 4^{ème} Front de mer - F3 Ain Turk

■Raison de santé : Vds bel Appart F4 aménagé en F5 - 4^{ème} étage - 120 m² - Acté + L.F. Toutes commodités. Avenue St-Eugène - ou Echange contre M. Maître à El Kerma - Sidi Maârouf. même valeur : P. 12,50 – Tél. 0560.78.70.40

■A.V. à MASCARA-Ville : F3, 2^{ème} étg. 2 Faç. 70 m² - Acte + Livret foncier : Zone F Cité Oued Zehaf – Tél : 0771.83.73.91 - 0553.18.55.79

■Loue Appart 3 Pces. Meublé. Immeuble calme 4^{ème} étg. avec Ascenseur. Bd des Chasseurs. Libre de suite. 1 an ou 6 mois. 60.000 DA/mois + 1 mois de cautionnement - Tél. Mr Rachid : 0771.33.49.59

■Vends une Pièce bien ensoleillé plus petite Cuisine à Saint Pierre – ORAN - Désistement - Prix demandé 2000 Unités négociable – Tél : 0555.62.16.17 - Visite entre 12 h 00 et 13 h 00 ou le soir à partir de 16 h 30

■AG. LA LOFA vendre Duplex F5 à la résidence Hasnaoui. Superf. 140 m² au 5^{ème} étg. avec 2 places de parking au sous-sol. Libre de suite - 0550.46.13.63 / 0550.46.13.22

■Loue Appartement F4 - Akid Lotfi - Soteba - Tél : 0556.54.33.25

■A vendre Appart 2 Pièces - Cuisine - Rez-de-chaussée à Choupot - ORAN - Acte et Carnet de Foncier - Tél : 0699.63.12.80

■Vends Appartement 80 m² Coop. El-Moudjahidine (Canastel) : Un Hall - 3 Chambres - Cuisine - SDB et un Garage collectif - Acté - Prix après visite - Contactez le : 0771.51.20.89

■A louer Appart F3 équipé à Ain El-Turck pour une durée de 06 à 12 mois - Prix 25.000 DA - Tél : 0675.52.69.85

■Vends ou Echange Appart F4 Cité HLM 2ème étage, même contre un F3 environs des HLM. Etudie toutes propositions - Tél: 0542.37.46.42

■A louer 1 Studio en face l'hôtel Royal - Tél : 0557.13.36.20

■Vends Appartement F3 - 70 m² au 2ème étage à Seddikia - Refait à neuf du sol au plafond - Pas de vis-à-vis - Vue sur mer - Tél : 0559.52.07.81

■Loue 2 apparts de 4 pièces, CSB, 1er et 2ème de 120 m² d'1 villa, parking surveillé 24h/24h, au centre-ville d'ORAN - Tél : 0550.37.07.35

■Vends F3 - 80 m² - Acté - 2 façades - Ensoleillé - Refait à neuf - Toutes commodités avec parking gardé à Hai Yasmine 2 Boulevard - Tél : 0553.13.11.26

■Affaire à Saisir : Vends F4 - Acté - 2ème étage cité fermée, gardiennage jour et nuit, près du Méridien et Palais d'Or - toutes commodités - curieux s'abstenir - Tél: 0558.83.72.43

■Vends Duplex à Messregheine (Quartier Mobilart) Hai Louz (1er et 2ème étage) de Type F4 d'une superficie de 143,50 m² avec 2 terrasses, parking - Acte notarié - Contacter à : 0660.30.89.05 - (de nationalité non algérienne s'abstenir)

■Vends Appartement F3 grand standing, neuf - 102,28 m² - Promotion Benabed en face hôpital Canastel, 8ème étage, ascenseur, chauffage central, cuisine équipée, 3 balcons, garage - Vue sur mer - Tél : 0558.94.01.49

■A vendre 2 Apparts Niveaux de Villa – Actés : F5, 167 m², 2^{ème} étage + F3, 80 m² avec terrasse de 80 m² - situés à 40 m de Gd Bd Coopérative Panorama à côté la nouvelle APC Belgaid – Tél : 0561.69.87.75 – Prix après visite

■A louer F4, belles prestations, Immeuble de 2009, résidence sécurisée et très calme - Vue sur Sheraton - Bd Trait d'Union - Dispo. immédiatement – Tél : 0791.89.66.45

■Loue ou Vends F1 et F3 à Fernandville - Possibilité Promesse de vente - Tél : 0542.14.91.14

■Vends F3 - 1^{er} étage. 50 m². Cité Lescure - ORAN dans Bât. de 3 étages - Tél : 0558.32.55.00

■Vends F5 - 5^{ème} et dernier étage. 110 m² Cité ZABANA-ARZEW – Tél : 0558.32.55.00

■Vends F4 - 72 m², 1^{er} étage. 03 façades. Refait à neuf. Toutes commodités à Gambetta Cité des Lilas - Idéal pour fonction libérale - Prix après visite – Tél : 0697.14.31.30

■TLEMCCEN : vends F3 - 70 m² env. - 3^e étage Cité des Ponts et Chaussées - P.D. : 1 M – Tél : 0559.51.97.39

■A vendre F4 à Es-Seddikia, 1^{er} étage - Acté avec livret foncier - Refait à neuf. Toutes commodités. Chauffe-eau. Chauffage. Climatiseur. Citerne 2000 L. Proximité de tous commerces - Curieux et agences s'abstenir – Tél : 0549.840.803

■Vends Appartement F3 - 73 m² - Acté à Cité les Falaises - Gambetta - ORAN à côté hôtel Ibis - Prix offert : 11 M – Tél : 0555.03.01.36 / 0560.04.92.82

■Vends : F5 + hall 150 m², 3^{ème} étage. Ascenseur. Centre-ville + F3 + hall 100 m², 4^{ème} étage. Ascenseur. Centre-ville + F2, 4^{ème} étage centre-ville – Tél : 0558.44.23.56

■Vends Immeuble. Superficie 160 m² - 18 Pièces - Deux Façades - N° Tél : 0542.69.88.55 - EL HAMRI - Avenue Lamur

■Vente Appartement F3 - 75 m² à Akid Lotfi. ORAN. Rez-de-chaussée + Local 35 m² communicant - Le tout refait à neuf – Tél : 0770.74.38.51

■A louer à Point du Jour ORAN pour Bureau ou Société F3 de 90 m² - Eau H24. Chauffage. Chauffe-eau et Interphone - A vendre F4 à AADL. F4. 93 m². ORAN - Tél : 0771.62.28.15

VILLAS

■Vends Chalet américain T5 - 2 SDB + garage + jardin - Libre de suite - 320 m² - Camp 5 BETHIOUA - Mon voisinage - P.O. 13 Millions - P.D. 14 Millions – Tél : 0550.28.71.02

■Vends Maison individuelle. Superficie 154,82 m². R+1 à Hippodrome Rue Adda Ould Derar N° 12 - Actée - 3 chambres + salon + cuisine + 2 salles de bain – Tél : 0791.29.54.30

■A vendre Villa R+1 - Finie à 100% - 144 m² - Kara N° 2 - FONAR - ES-SENIA - ORAN – Tél : 0796.51.59.09

■GDYEL. 15 Km d'ORAN. Vds M. de M. 120 m² R+1. Actée + Livret Fonc. Proxim. Daira. P.O. 15 - P. fixe : 2 Mirds + local 23 m². Acté. Entrée GDYEL. ORAN. Eau. Elect. P.O. 260 U. P.D. 280 U – Tél : 0557.07.65.40

■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vend : Maison de Maître de 50 m². RDC + 2 étages 3 façades - en plein centre de Ain El Beïda

■Vends Maison de Maître vieux Bâti - Superficie 216,55 m² - Actée - à Hai Yaghmoracen (ex-St-Pierre) – Mobile : 0550.31.54.66

■Vends petite Villa F4 (R+2) à El-Kerma - Sup. 110 m² - Habitable (Chauffe-bain - Garage - Bâche d'eau - Cuisine équipée) - Prix négociable – Tél : 0662.08.11.14

■Vends Villa Vieux CANASTEL près de MUNATEC. 604 m² de terrain – Tél : 0661.20.24.83

■Vends Villa Vieux Canastel près de MUNATEC. 904 m² de terrain – Tél : 0661.20.24.83

■Agence NADJET - Mob : 0552.98.13.81 - Vend : M.M. 152 m². R+1 + 02 cours. Acte. 950 U. Centre Boutléis - M.M. 100 m². 2 F. RDC. Acte. 850 U. Commerciale. Castors Boutléis

■A louer un Rez-de-chaussée d'une Villa : F3. Garage 45 m². Cour et jardin - sis à ES-SENIA Kara (2) – Tél : 0791.76.74.36

■TLEMCCEN : Vds Maison 130 m² double voie, située à 400 Logts BOUHENAK. Cave + R+1 – Tél : 0770.60.30.72 / 0771.55.68.68

■Vends Villa à Chahid Mahmoud - 240 m² - R+2 - Contient de Locaux et 2 Chambres - 2 Salons - SDB et cuisine - Tous les Papiers – Tél : 0553.58.68.62

■A vendre Villa Ain El-Turck - R+2 - Livret foncier - Prix intéressant – Tél : 0557.04.55.78

■A louer Maison à Maraval - ORAN – Tél : 0668.33.84.17

■A vendre Villa 2 façades à Point du Jour - 200 m² - Actée - R.C. : 2 Garages. 1 Pièce. Cuisine. 2 Salles de bain. 3 WC et une petite Cour - 1er é^{me} : 4 Pièces. Cuisine. Petite Cour - 2ème étage Terrasse – Tél : 0549.41.93.70 - 0771.85.08.27

■AG. LA LOFA. Vend : Très belle Villa à Ain Turk. Superf. 320 m². R+1. Cité clôturée et gardée. Garage pour 1 voiture, 5 pièces, 2 SDB, cuisine, piscine Tél: 0550.46.13.63 / 0550.46.13.22

■Vds Maison RDC + 1 + 1 Niv. Rénovée à neuf. 170 m². Faç. 11 m. Sal. + 2 Pces. Cuis., Gar. Porte Autom. + Jard. 1^{er} : Gd Sal. + 02 Pces + SDB. Toit. + Gd Coul., Escal. Marbre. Rampe Hêtre. Dalle de sol Espag., Faç. Marbre griffé. Chaud. murale (09) Radiat. Fenêtre Autom. Roul. Mischler. Porte bois Hêtre – 0552.98.02.20 – Cur. s'abst. SVP. Adr. Courbet Gambetta

■Vends Villa à SIG - Acte + L.F. - Sup. 402 m² - 2 façades - Tél : 0551.901.016 - Après 16 H 00

■A vendre M. de M. de 303 m² à Choupot - RDC : Local + 4 Pièces. Cuisine. SDB. 2 sanitaires. Une grande Cour + Jardin - Prix offert 5 Milliards 200 U - Tél : 0550.13.72.68 - 0770.57.12.89

■SIDI BEL ABBES - Vente Villa - D.F. - 238 m² - R+1 - Local 25 m² - 8 P.C. - 2 SDB - 2 WC - 1 Verranda - 2 Terrasses - Cour - Garage - Puits - Force motrice - Tél : 0771.33.88.75

■A vendre Villa R+2 avec 2 Grand Garages et Jardin - Bien située à Choupot - ORAN - Prix après visite – Tél. 0771.00.36.04

■Cherche Achat Niveau de Villa RDC ou 1er étage : 130 à 150 m² F6 + garage - Tél : 0771.33.88.75

■TLEMCCEN : Cherche Maison max. 100 m². Le prix entre 4 millions DA à 10 millions DA - Tél : 0798.97.51.81

■ASIDI CHAMI - ORAN : A vendre M.M. R+1. Finie 100%. Actée. L.F. 220 m². Gaz. Eau. Elect. 02 Salons. 05 Ch. 1 Garage 2 V. Terrasse. Cour. Bâche d'eau 8000 L. Puits. 02 Halls. 02 WC. 1 SDB. Nvelle Constr. - Tél : 0770.30.13.76 - à toute heure

■Vds villa ou à louer à Oran Gambetta à côté le Carré R+2 loc comm, 100 m², 1er 3 ch cuis, SDB, 2ème 4 ch, SDB + terrasse vue sur mer, toutes commodités, 4 écoles - Tél : 0771.65.78.91

■Vente M de M à Tlemcen (grand bassin), maison avec sous-sol, sup 110 m² + 3 magasins 33 m² chacun. Vitrine. Façade sur grand bassin. Maison avec chauffage central + terrasse accessible - Tél : 0560.01.41.93

■Vends MM bien aménagée (pieds dans l'eau) à Claire Fontaine, Ain El Turk - Oran. Prix après visite - Tél : 0779.55.51.58

■Vends villa ou à louer à Oran - Gambetta, à côté le Carré et lycée, R+2, local comm. 100 m² ou 4 V, 1er 3 ch, cuis, SDB, 2e 4 ch, SDB + terrasse vue tout Oran, toutes commodités, 4 écoles P.S.L - Tél : 0771.65.78.91

■A vendre immeuble de 3 étages, deux façades, 12 appts, plein-centre-ville Oran, N° 6 rue Boussi Djilali (ex-rue Monge) Miramar, bon prix - Tél : 0773.25.65.73 après 18h

■A vendre M.M. - R+3 - 150 m² - 471 Logts Moghoun - ARZEW - R : 2 Loc. + Gar. (Pas en Act.) - 1er étg. : Cuis. + 2 Ch. + Hall + SDB - 2ème étg. : 4 Ch. + SDB - 3ème étg. : Buanerie - Tél : 0776.70.75.18

■Loue Villa à Bir El Djir / Millenium - 4 façades - R+1 avec jardin, chauffage central, bâche d'eau - Contact : 0559.14.90.53 - Curieux s'abstenir

■Vends Maison F3 modifié F4 - 80 m² - R+1 + terrasse (Désistement) - Vue sur mer (RN) (EL-ANÇOR) - Tél : 0556.61.47.38

■Affaire à Saisir : Vends Maison en ruine 250 m² à St-Germain - Ain Turk - Tél : 0557.28.34.84

■A vendre Villa F5 à Ain El Turk - ORAN - Cité CNEP * clôturée * - Prix après visite - Tél: 0541.57.68.93

■Location Villa 550 m² R+2 à Courbet « Hôtel Sheraton ». Rez-de-chaussée : Garage + jardin + salon + cuisine + bain turc - 1^{er} étage : 06 chambres + 03 salles de bain - 2^{ème} étage : grand salon + 1 chambre – Tél : 0540.15.44.38 / 0796.10.30.45

■Vds Villa 200 m². R + 3. Cap Falcon : 2 F3 + 1 F2 + Salons + 2 Cuisines + Cuisine d'éto + Garage 4 Voit. + 5 Chambres + 1 Hammam + 3 SDB équipées + 2 Terrasses - Tél : 0555.20.64.81 et 0033.6.26.17.63.85

■A vendre Villa 120 m² - 2 façades - R + 1 + 2 - Sid Chami. ORAN - Actée - Tél : 0549.63.45.68

■Vends Villa à SIG - 1 Façade - L.F. + Acte - Sup. 220 m² - Tél : 0550.62.67.41 - Après 16 H 00

■Vends R + 1. Barreaudage. Fenêtre Mischler. Citerne 3000 L. 3 P. Cuisine. 2 SDB. 2 Sanit. 1 Salon. Hall. Cour. Terrasse. Prix Off. 13 - PD 15 Négoc. - Désistement - Hai Ben-daoud 2 - Bir El Djir / ORAN – Tél : 0773.44.17.90

■Particulier met en location un Niveau de Villa, 270 m², 3 façades sur le boulevard (face la Daira de Bir El Djir) - Convient : Administration / Bureaux / Ecole de langues ou autre - Endroit très commercial – Tél : 0550.47.80.05

■A vendre petite Villa - Actée - de 250 m² - R+1 - 5 Chambres + 2 Grands Salons + Garage à Cité 23 Octobre à côté de la Gendarmerie Senia - ORAN - N° 0770.87.40.84 - 0550.23.97.84

■A vendre un Immeuble de trois façades au centre-ville Ain Turk : 04 Locaux + Caféteria - 1^{er} étage : F3 + F5 - 2^{ème} étage : 7 Studios + 01 F2 - 3^{ème} étage : 03 F2 + 03 Studios - 4^{ème} étage : F6 + F2 + Terrasse - N° 0542.82.17.16

■Dame vend Maison individuelle (Haouche) RDC + 1^{er} : 3 P.C. SDB + cour + 1^{er} : Gd salon avec balcon + Gde terrasse 95 m² - ou Echange contre F2 + complément raisonnable - SIDI CHAMI à 15 min. Ville ORAN – Tél. 0551.69.19.36

■Vends à ZAHANA Cité LA CADO : Villa 3.000 m² : 5 Pces - Cuisine - SDB - Cour - Grand Jardin - Actée - Pas d'échange S.V.P. - Tél. 0661.21.00.20 et 0772.40.67.62

■Vends Résidence à Bousfer-plage W. ORAN. 3ème étage. RD. Garage. Local F2 - 1er : 6 Studios - 2ème : 4 Apparts F2 - 3ème : F5 - 4ème : Terrasse 220 m² - Tél : 0550.94.02.92

TERRAINS

■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vend des Terrains Habitations : de 80 m² à 130 m² Golf - 214 m² Qued Tiélat - 250 m² Trouville - de 100 m² à 200 m² Douar Belgaid

■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vend des Terrains : 17.000 m² Zone Hamou Ali - 17.000 m² Zone Sig - 5.000 m² Zone Aghbal - 1.600 m² Zone Sig - 950 m² Zone Chehaïria

■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Cherche Achat Terrain en plein centre Village - EL BRAVA

■A vendre Terrain à El Briâ d'ORAN - Sup. 30.000 m² avec Certificat d'Urbanisme R + 05 – Tél : 0550.56.28.78

■MISSERGHINE (Hai Benzerdjeb) : Particulier vend Terrain à bâtir 211 m². 1 Fçde, clôturé + puits eau douce - Prix offert 1,5 Md - Accepte l'échange contre F4 - F5 - Etudie toutes propositions - Contact : 0558.60.50.26

■Particulier vend 1 Lot de Terrain à bâtir - Acté - 333 m² à Castors Familiaux (Maraval) à côté de la mosquée – Tél : 0540.91.25.14

■Agence NADJET - Mob : 0552.98.13.81 - Vend Terrains : 120 m². Acte. 200 U. Rouaïba - 100 m². Acte. 180 U. Rouaïbia (Amria) - 200 m². Acte. 400 U. Bredia

■Agence NADJET - Mob : 0552.98.13.81 - Vend Agricole : 4 Hect. + Bassin + Puits. Clôture + Arbres Oliviers 11,50 U Ain El Beïda - 2 Hect. 250 U. Misserghine

■A vendre Lot de Terrain 6.450 m² - Acté plus Livret foncier - à AYAYDA - Daira de BETHOUJA - W. ORAN - Prix 4,5 Milliards – Tél : 0778.30.22.62

■Part. Vend à Part. ou Promo 1.500 m² ou 750 m² à Mansourah (TLEMCCEN) 3 façades - ou 520 m² à Gambetta (ORAN) 18 m façade. Acte - Livret foncier – Tél : 0770.79.30.53

■A vendre en toute légalité un Lot de Terrain à bâtir viabilisé, situé dans un lotissement de BIROUANA à TLEMCCEN-Ville (face la mosquée) : 361 m² à deux façades - Tél : 0776.09.81.15

■TLEMCCEN - Vds beau Terrain. Bien situé à SIDI SAÏD. 2.095 m². Clôture. Borne. Livret foncier. Urban. - 50 m façade - Tél : 0556.70.88.35

■Tlemcen : Vends terrain 300 m², 14 m façade, sur la route, livret foncier + acte. Début de la route des Cascades. Tél : 0560.00.95 / 0560.00.95.29

■EL-MALEH - AÏN TEMOUCHENT : Vends Terrain centre-ville - Acté - 308 m² - Contact : 0770.90.12.74

■Particulier possédant Terre Agricole de 18 Hectares à ORAN cherche Partenaire sérieux pour projet – Tél : 0772.20.23.61

■Vends deux (02) Terrains nus, mitoyens l'un de l'autre, d'une superficie de 170 m² chacun à Ain Turk (ORAN). Quartier résidentiel, sans vis-à-vis et toutes les commodités (Eau - Gaz - Electricité) – Tél : 0792.20.71.45

LOCAUX

■Vds Dépôt en partie entouré de 4.745 m² ou 1.000 m² à TERNY-Centre. W. TLEMCCEN. Equipé d'Electricité. Eau courante. Puits. Gaz de ville. Assainissement. Une Bâtisse de pièces et cuisine et deux grandes portes – Tél : 0776.45.97.74

■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vend Etage de 21 bureaux D.F. – « Entrée individuelle » face nouveau Palais de justice USTO

■Loue ou à vendre un Hangar de 1.000 m² Zone Indust. HASSI AMEUR avec Acte + L.F. + P.C. – Tél. 0550.76.27.94

■A louer un Local. Sup.100 m² avec sanitaires + une terrasse entourée d'un mur de 3 mètres – Tél : 0541.77.38.88

■Loue Local RC + 1 - 120 m² x 2 - pouvant servir de Siège Showroom ou Point de Vente - Toutes commodités - Adresse : Bd Chakib Arselane - ORAN – Tél : 0552.77.86.99

■Loue Local de 3 pièces au RDC - Totale-ment rénové - Place des Victoires. ORAN – Tél : 0771.37.50.66

■Vends ou Loue Local commercial sur Bd Stalingrad en face l'ancienne préfecture - 6 Ml de façade. 75 m² au sol. Soupeinte habitable de 50 m² - Tél. 0661.20.24.83

■A vendre ou à louer Boulangerie - Pâtisserie - Fonds et Murs » en activité, avec un puits d'eau douce - 350 m² - 32, Rue de la Bastille - ORAN - Prix 2 M 500 négociable – Tél : 0779.50.97.67 ou 041.33.18.56

■Loue Locaux : 280 m² - 180 m² - 100 m² à ORAN - Seddikia, sécurisés - près du Millenium, à 10 min du port - 4,5 m sous plafond - Eau - Elect. 24/24 - Entrée autonome - Tél : 0770.61.23.11 - 0782.38.38.44

■

■ Société d'importation recrute pour son bureau d'Oran un cadre commercial femme. CV Email : recrutement.miramar2015@gmail.com

■ A Oran cherche nounou éducatrice pour bébé de 8 mois, diplôme puériculture, français, anglais, hygiène élevée, expérience. Salaire motivant. Tél : 0550.71.97.57

■ Sté en agroalimentaire cherche des ouvrières et des machinistes dplm et exp., résid. Oran, dans l'immédiat. E-mail : recrutement.prod@yahoo.fr - Tél : 0770.52.72.60 - Fax : 041.51.06.12

■ Sté en agroalimentaire sise à Es-Sénia recrute Chauffeur - Vendeur, exp. exigée. Envoyer votre C.V. au : Fax : 041.51.06.12 - Email : assistante.commercial@biscorima.com

■ Bureau d'étude recrute : Architectes expérimentés (conception, étude), T.S. en B.T.P.H. expérimentés (projecteurs, suivi, élaboration cahiers des charges), Métreurs. Envoyer C.V. - N° Fax : 041.40.51.33 - Email : RRHFORM@gmail.com

■ Recrute vendeuse sérieuse, dynamique et présentable ayant un bon sens de communication et l'esprit d'équipe. Contacter au : 0782.72.49.43

■ Entreprise privée sise à Oran recrute pour ses chantiers conducteurs de travaux bâtiment. Veuillez faxer votre CV au : 041.43.27.07

■ Sté privée / ORAN recrute : - Technicien Supérieur Electromécanique avec expérience sur machine soufflage PET ou PVC et PEHD - Opérateurs sur machine - Tél : 0660.37.83.76

■ Entreprise en Bâtiment à ORAN cherche pour un grand chantier à MECHRIA à sous-traiter : Menuisier Poseur - Electricien en Bâtiment - Plombier Sanitaire - Maçon - Coffreur - Mob : 0770.98.23.95 - Fax : 041.24.17.20

■ Atelier cherche des Couturières et Finition - Que des femmes - à ORAN - Tél : 0770.31.16.41

■ Restaurant luxe en activité à ORAN cherche : Cuisinier et Chef de rang - Sérieux - Bonne présentation - Equipe - Expér. - Diplôme - CV à : Ridaoran@hotmail.fr - Tél : 0560.08.40.35 - HB

■ Salon de coiffure Dames cherche Coiffeuse qualifiée avec expérience, fait épilation au fil - à Cité Petit à ORAN - Tél : 0790.82.09.21

■ Sté algérienne cherche Assistante de direction maîtrisant parfaitement la langue française et l'outil informatique - Transmettre CV Fax : 041.28.71.83 - Email : contact@brumalgerie.com

■ Cherche Coiffeuse Diplômée - Tél : 0555.33.16.03

■ Hôtel Sheraton ORAN cherche pour son Salon de coiffure Femmes des Coiffeuses et des Esthéticiennes compétentes, sérieuses et disponibles - Tél : 0557.82.66.03

■ Atelier de couture à Choupot recrute des Couturiers qualifiés avec bonne finition colerette, point droit, surjet, finition - Modéliste sérieux et motivé - Tél : 0770.44.23.48

VEHICULES

■ Achat Véhicules accidentés ou en panne, légers ou lourds - Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

■ Grossiste cherche Location deux Fourgons MASTER neufs sans chauffeur - Tél : 0778.94.17.73

DIVERS

■ L'Ecole MODELINA agréée - Session 2015 / 2016 en : Coupe et Couture - Prêt-à-porter - Coiffure - Coiffure soignée (Chignon) et Maquillage - Gâteau traditionnel - au 35, Rue TOUA Kada - Choupot - ORAN - Tél : 0778.82.37.34

■ Cours de soutien Maths - Physique - Sciences et Préparation Examen (B.E.M. - 5^{ème}) à domicile de l'élève - Tél : 0560.67.29.02

■ Professeur expérimentée donne Cours de soutien arabe - français - anglais - math : Primaire et Moyen - Contactez le 0556.19.67.94

■ Vends : Deux Remplisseuses pour liquide (françaises) - Une Etiqueteuse (française) - Tél : 0675.39.30.39

■ Prof de Maths, longue expérience, donne Cours individuels, avec remise à niveau, au centre-ville : 4 AM - 1 AS - 2 AS - 3 AS - Programme algérien et français (Possibilité de déplacement au domicile de l'élève) - Tél : 0699.89.42.73

■ TLEMEN : Cherche Prêt de 100 U remboursable 130 U durée 06 mois pour projet existant & rentable - Tél : 0557.75.09.50

■ Ecole privée " Stylemod " spécialisée en Coiffure - Esthétique - Formation et Perfectionnement (Inscriptions limitées) - Tél : 048.75.15.12 - 0554.28.83.75 - Adr.: 8, Rue de Damas - SIDI BEL-ABBES

■ La crèche Futur Enfant ouvre les inscriptions des enfants (15 Septembre - 30 Septembre 2015) : Préscolaire - Pré-préscolaire et la Moyenne section - Contacter le : 0541.62.70.30

■ Cours de soutien pour les élèves de Terminale - BAC - Math - Physique et Science (toutes les filières) - Tél : 0542.74.00.09 - Mediouni

■ Prof de Mathématique donne des cours à domicile de l'élève, individuels, pour les niveaux 1ère AS - 2ème AS - 3ème AS - Tél : 0777.90.53.24

■ A louer une Licence de café à ORAN - Tél : 0790.02.91.74

■ Prof de physique - chimie donne des cours à domicile de l'élève pour les niveaux suivants : 1ère AS, 2ème AS et 3ème AS. Contacter : 0550.59.82.94 après 16h à Oran

■ Vends 1 lot de baguettes en inox fosse brasure argon - 0795.37.85.55

■ Vends 1 lot de citerne en inox pour stockage et citerne forme entonnoir - 0550.31.86.89

■ Vds meuble de la Malaisie, chambre / demi-chambre, chaises, coffre shops, table + chaises pour restaurant et pizzeria, salons, salle à manger - 041.54.10.20

■ Vends chaîne complète de Galette Pôlin, Rectifieuse de vilebrequin ROBI, Alé-seuse de bloc et Glaseuse bloc - Tél : 0661.24.74.65

■ L'Ecole HAMAMOUCHE vous propose Formation en : Coiffure - Esthétique - Educatrice d'enfant - Pâtisserie - Gâteau - Cuisine - Pizza... Avec possibilité des Cours du soir - 60, Bd Gl Nivelle - Choupot - 041.24.38.69 - 0771.61.40.51

■ Vends Matériel de fabrication de Frite conservé pour 30 jours : Eplucheuse - Découpeuse - Conditionneuse avec Procédé de fabrication - Matériel européen - Tél : 0558.422.162

■ Médecin à domicile : Echographie + Consultation sur RDV - Tél : 0554.37.94.94

■ Enseignant universitaire, Chimiste et Informaticien donnent cours de Maths - Physique et Chimie pour 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} A. Moy. et 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} AS - Tél : 0559.04.03.34 - Adr.: 58, Rue Mohamed Khemisti

■ L'Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme : Cuisinier - Pâtisserie - Brioche - Pizza - Gâteaux Orient. - Chef de Rang - Réception - Carteaux - HLM - ORAN - Tél : 041.42.34.46 - 0696.19.56.53

■ Vends Mouton de l'Aïd chez FRIH à partir de 27.000,00 DA - Tél : 0555.30.68.57

■ Vends Machine à gravure Laser - Table de travail 1,20 m x 0,80 marque « RUIJI EVO 12 x 80 », Gravure et Découpe de : Plexiglas - Cuir - Cellophane - Papier - MDF - Bois... Machine neuve - Tél : 0777.42.49.01

■ Bonne opportunité pour Sté de Construction : A vendre ou A louer Grue à tour - Pour plus d'information : 0554.86.03.93

■ Vends : Briques Réfractaires - Ciment - Dalles - Lot : Moteurs électriques 1,1 KW. 1500 Tr - Tél : 0771.92.73.42

■ A vendre Matériel Cafétéria complet : 1 Machine CONTI 4 bras + Fr. Pepsi + Fr. Coca + Présentoir ext. + Hotte + Frigo - Comptoir + 48 Chaises + 12 Tables + autres Accessoires - Tél : 0773.41.74.77

■ Importateur Grossiste dispose en Stock : Papier peint - Moquette - Gerflex - Gazon synthétique - Tapis mosquée - Tapis couloir - Photo murale - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - ORAN - ALGER - SETIF

■ Vends un Lot de Machines à coudre d'occasion : Point droit, Surjet élastiqueuse, Pose bouton et Boutonnière, Collereteuse et un Lot de Tissu et Dentelle - Tél : 0770.44.23.48

■ Importateur Grossiste dispose en Stock : Parquet stratifié - Parquet en PVC - Papiers adhésifs - Bordure décorative - Tapis rouge - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - ORAN - ALGER - SETIF

■ Importateur Grossiste dispose en Stock : Papier peint - Moquette - Gerflex - Gazon synthétique - Tapis mosquée - Tapis couloir - Photo murale - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - ORAN - ALGER - SETIF

■ Importateur Grossiste dispose en Stock : Parquet stratifié - Parquet en PVC - Papiers adhésifs - Bordure décorative - Tapis rouge - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - ORAN - ALGER - SETIF

Important Groupe Privé opérant à l'international

Recherche

dans le cadre de l'ouverture de son Unité de fabrication d'Aérosols cosmétiques située à **ORAN**

UN CARISTE (Clarkiste)

Expérience de 5 ans dans l'utilisation de chariots élévateurs électriques de type Fenwick frontal et rétractable.

UN MECANICIEN REGLEUR MACHINES DE CONDITIONNEMENT AEROSOLS

De formation mécanique et pneumatique, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la conduite, le réglage et la maintenance dans l'industrie des cosmétiques, de l'agro-alimentaire ou Pharmacie.

UN ELECTRICIEN INDUSTRIEL

De formation Bac + 2 minimum en électricité industrielle, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la maintenance des machines de production, l'installation d'équipements neufs et des équipements électriques HT / BT d'usine de production.

TROIS AGENTS DE CONDITIONNEMENT (Femmes)

Moins de 35 ans, énergiques et motivées, vous avez une expérience de 2 ans dans la mise en cartons de produits de type cosmétiques, ou pharmaceutiques.

UN MANUTENTIONNAIRE POLYVALENT

Expérience en manutention, nettoyage et peinture de 2 ans minimum.

Pour ces postes, merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de motivation à l'adresse suivante :

RHDZ@gmail.com

REMERCIEMENTS

Les familles **RAHIM** et **HACHMI** remercient tous ceux qui ont

compagné de près ou de loin à leur douleur suite à la perte

tragique de leur cher et regretté

RAHIM ABD-EL-MADJID

Que Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueille dans Son Vaste

Paradis et le couvre de Sa Sainte Miséricorde.

Nous ne t'oublierons jamais.

«A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons».

DECES

Les familles **SERIR** - **BENKHAROUBA** - **BERBIH** - **TOTO** et **GUELLAL** ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur père et grand-père

Monsieur SERIR NACER

décédé le 14/09/2015 à l'âge de 66 ans.

Adresse mortuaire : à GDYEL.

Toute la famille demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

إنا لله وإنا إليه راجعون



CONDOLEANCES

Le Président-directeur Général, les membres du Conseil

d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE

« Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances

à leur collègue **GUELAL Ghazal** à la suite du décès de son oncle

et l'assurent de leur profonde compassion.

PENSÉE

Le 18/09/2007 - Déjà 8 ans que nous a quittés notre très cher père **ADJAL KADARI**

Ton absence a laissé un grand vide dans nos cœurs, toi qui étais généreux et toujours présent pour les tiens et pour les autres. En ce pénible souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont côtoyé et connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Ton épouse, tes enfants et petits enfants

إنا لله وإنا إليه راجعون



Football - Système des transferts Le syndicat international des joueurs exige du changement

La FIFPro, syndicat international des joueurs de football, devait déposer plainte hier devant la Commission européenne pour dénoncer le système des transferts en vigueur dans le football, a appris l'AFP auprès de la FIFPro. Le président de la FIFPro le Français, Philippe Piat, également président de l'UNFP (Union nationale des footballeurs professionnels) en France, plaide de longue date

pour une refonte du système des transferts dans le football et souhaiterait à terme en finir avec des transferts qui «restreignent considérablement la liberté de comportement des clubs et de circulation des joueurs.» La FIFPro entend dénoncer ainsi la non-réciprocité des droits des employés, les joueurs, et des employeurs, les clubs, notamment sur la rupture unilatérale des contrats. Selon

elle, les joueurs ne disposent pas des mêmes droits que les clubs lorsqu'ils souhaitent mettre un terme à leur contrat de manière unilatérale. Au sein du syndicat, on espère que la Commission européenne, auparavant «très frileuse à faire la guerre à la Fifa (Fédération internationale)», soit plus encline à s'y attaquer après le retentissant scandale concernant l'instance mondiale.

FIFA

Valcke, bras droit de Blatter, relevé de ses fonctions

Nouvelle secousse à la Fifa, qui ébranle son sommet: son N.2, le Français Jérôme Valcke, bras droit du président démissionnaire Joseph Blatter, a été suspendu jeudi après avoir été accusé d'être impliqué dans un système de revente massive de billets au marché noir. La Fédération internationale a indiqué dans un communiqué avoir «pris connaissance d'une série d'allégations impliquant le secrétaire général et a demandé qu'une enquête officielle soit menée par la Commission d'éthique». Ces accusations émanent de la presse anglaise et du Daily Mail: le journal affirme que le Français est impliqué dans une affaire de revente sur le marché noir de milliers de places lors de la dernière Coupe du Monde au Brésil en 2014. Le journal se base sur des affirmations d'un dénommé Benny Alon, alors consultant pour une société spécialisée, JB Sports Marketing. Selon lui, sa société revendait jusqu'à trois fois leur valeur certaines des meilleures places du Mondial. Jérôme Valcke a nié «vigoureusement» ces accusations selon son avocat américain qui, dans un communiqué, évoque «des allégations fabriquées». Selon ce texte, «M. Valcke n'a jamais reçu d'argent» de M. Alon et le contrat avec la société de ce dernier avait été «soumis à» et «ratifié par» la Fifa. Avec la mise à l'écart de Jérôme Valcke, c'est un proche de Joseph Blatter qui perd son poste, alors que la Fifa est empiétrée dans le plus grand scandale de corruption de son histoire depuis l'arrestation de plusieurs de ses hauts dirigeants à Zurich en mai juste avant le Congrès électif.

Réélu pour un 5e mandat, Sepp Blatter avait dû démissionner le 2 juin en raison du scandale planétaire, et 14 personnes ont été inculpées par la justice new-yorkaise: 9 membres de la Fifa, tous d'Amérique du Sud ou centrale, et 5 hommes d'affaires, dans le secteur du marketing sportif. Valcke était une pièce maîtresse de M. Blatter pour diriger la mécanique Fifa et gérer son administration. Arrivé à la Fifa en 2003 en tant que directeur marketing, Valcke en avait été renvoyé trois ans plus tard: il était au coeur d'un litige entre deux sponsors, Mastercard et Visa, qui devait coûter 90 millions de dollars (environ 82 M EUR) à la Fédération internationale. Mais Blat-



ter l'avait réintégré quelques mois plus tard, en 2007, avec une belle promotion à la clé, au rang de N.2. Quelques heures avant l'annonce de la démission de Blatter, un article du New York Times accusait Valcke d'avoir transféré 10 M USD (9,1 M Eur) sur des comptes gérés par l'ancien vice-président de la Fifa, le sulfureux Jack Warner, l'un des personnages-clés du scandale de corruption qui fait vaciller l'organisation. «Je n'ai aucune raison de dire que je ne devrais pas rester secrétaire général, je n'ai aucune responsabilité, je n'ai aucun reproche à me faire, je n'ai pas à me justifier d'être innocent», avait déclaré le Français, le 3 juin sur France Info.

Il avait aussi expliqué qu'il quitterait logiquement son poste à l'issue de l'élection à la présidence, le 26 février 2016: «Si j'étais le nouveau président de la Fifa, je prendrais un nouveau secrétaire général». Le départ du dirigeant français intervient en effet en pleine campagne électorale pour la présidence de la Fifa, le 26 février prochain à Zurich. La succession de Joseph Blatter met aux prises notamment le président de l'UEFA Michel Platini, le grand favori, le prince jordanien Ali, le Brésilien Zico, le milliardier sud-coréen et ex-vice-président de la Fifa Chung Mong-joon et le président de la Fédération libérienne Musa Bility.

Très offensif depuis l'annonce de son départ et multipliant les attaques contre les prétendants à son poste, Joseph Blatter a lancé une commission des réformes, présidée par l'avocat François Carrard. Mais tous les candidats disent vouloir rompre avec les méthodes du passé incarnées par Blatter et Valcke. Valcke hors-jeu, le Suisse se retrouve donc bien seul pour ses derniers mois à la tête du navire Fifa. Il n'a pas été auditionné par la justice mais il dirige la Fifa sans jamais quitter la Suisse, préférant éviter «les voyages à risques», comme il l'a dit récemment.

Quelques heures avant la chute surprise de Valcke, le tsunami déclenché en mai contre la Fifa a franchi jeudi une étape de procédure importante. La justice suisse a donné son accord à l'extradition vers les Etats Unis d'un ancien haut cadre de l'instance mondiale arrêté fin mai, Eugenio Figueredo, alors même que celui-ci y est opposé. Un autre responsable arrêté fin mai, Jeffrey Webb, avait déjà été extradé en juillet, mais lui avait accepté cette extradition.

Europa League

Naples et Dortmund assurent, pas Fenerbahce



Dortmund et Naples, deux cadors de cette édition de l'Europa League, n'ont pas manqué leur entrée en matière jeudi, respectivement contre Krasnodar (2-1) et Bruges (5-0), contrairement à Fenerbahce, cueilli 3-1 par Molde. Les Turcs, qui évoluaient à domicile lors de cette première journée, avaient pourtant réussi à revenir dans le match grâce au Portugais Nani après l'ouverture du score des Norvégiens sur pénalty.

Mais Elyounoussi (53e) et Linnes (65e) ont permis à Molde de signer un bel exploit face au «Fener» de Raul Mereiles et Robin Van Persie.

Ni Krasnodar ni Bruges n'ont réussi à faire de même à l'extérieur. Les Russes n'en sont toutefois pas passés loin, menant au score de la 12e minute à la mi-temps (et une réalisation du latéral Matthias Ginter, 45+1) et n'encaissant le but de la défaite qu'au bout du temps additionnel, par Park (90+3). Quant aux joueurs de Bruges, déjà humiliés par Manchester United en barrages d'accession à la Li-

gue des Champions (3-1, 4-0), ils ont pris le bouillon à Naples (5-0), la faute notamment à des doublés de l'Espagnol Jose Callejon (5, 77) et du Belge Dries Mertens (19, 25). Ni Tottenham ni l'Athletic Bilbao n'ont pour leur part manqué leurs débuts dans la compétition, face également à des oppositions très accessibles. Ils se sont tous deux imposés à domicile 3-1, respectivement contre Qarabag (AZE) et Augsburg (AUT). Liverpool, en revanche, n'a pas réussi à conserver son avantage à Bordeaux (1-1) en raison d'un but tardif de Jussie (81), tout comme le choc entre deux clubs à la riche histoire européenne, l'Ajax Amsterdam et le Celtic Glasgow, n'a accouché d'aucun vainqueur (2-2). Enfin Monaco, quart de finaliste de Ligue des Champions la saison passée, a manqué ses débuts en Europa League, en allant faire match nul sur le terrain d'Anderlecht 1-1 après un but de l'ancien joueur de Bastia Guillaume Gillet, auquel a répondu Lacinia Traoré en fin de match.

Championnats européens

France - 6e journée

Aujourd'hui

(16h30): Reims - Paris SG
(19h00): Caen - Montpellier
..... Guingamp - GFC Ajaccio
..... Angers - Troyes
..... Bastia - Nice

Dimanche

(13h00): Bordeaux - Toulouse
(16h00): Monaco - Lorient
..... Saint-Etienne - Nantes
(20h00): Marseille - Lyon

Angleterre - 6e journée

Aujourd'hui

(12h45): Chelsea - Arsenal
(15h00): Aston Villa - West Bromwich Albion
..... Bournemouth - Sunderland
..... Newcastle - Watford
..... Stoke - Leicester
..... Swansea - Everton
(17h30): Manchester City - West Ham

Dimanche

(13h30): Tottenham - Crystal Palace
(16h00): Liverpool - Norwich
..... Southampton - Manchester United

Espagne - 4e journée

Aujourd'hui

(15h00): Real Madrid - Grenade
(17h15): Valence - Betis Séville
(19h30): Eibar - Atletico Madrid
(21h00): Real Sociedad - Espanyol Barcelone

Dimanche

(11h00): Séville FC - Celta Vigo
(15h00): Deportivo La Corogne - Sporting Gijon
(17h15): Villarreal - Athletic Bilbao
(19h30): FC Barcelone - Levante
..... Las Palmas - Rayo Vallecano

Italie - 4e journée

Aujourd'hui

(17h00): Udinese - Empoli
(19h45): AC Milan - Palerme

Dimanche

(11h30): Chievo Vérone - Inter Milan
(14h00): AS Rome - Sassuolo
..... Torino - Sampdoria Gênes
..... Atalanta Bergame - Hellas Vérone
..... Bologne - Frosinone
..... Genoa - Juventus Turin
(17h00): Carpi - Fiorentina
(19h45): Naples - Lazio Rome

Allemagne - 5e journée

Aujourd'hui

(14h30): Wolfsburg - Hertha Berlin
..... Hambourg - Eintracht Francfort
..... Cologne - Mönchengladbach
..... Werder Brême - Ingolstadt
..... Darmstadt - Bayern Munich

Dimanche

(14h30): Stuttgart - Schalke
(16h30): Dortmund - Leverkusen
..... Augsburg - Hanovre

Real Madrid Luxation de l'épaule pour Sergio Ramos



Le défenseur du Real Madrid Sergio Ramos, sorti sur blessure mardi face au Shakh-tar Donetsk en Ligue des champions (4-0), souffre d'une luxation à l'épaule gauche, a annoncé mercredi le club merengue, qui devrait être privé de son capitaine aujourd'hui contre Grenade en Liga. Ramos a été contraint de céder sa place à l'heure de jeu après être mal retombé sur un tacle en retard de Taras Stepanenko, exclu juste après cet action. «Il lui a été diagnostiqué une luxation acromio-claviculaire à l'épaule gauche», a fait savoir le Real dans un communiqué, sans préciser la durée d'indisponibilité du défenseur international espagnol. Selon les sites internet des quotidiens madrilènes Marca et As, cette blessure empêchera à Ramos (28 ans) de tenir sa place pour la réception de Grenade mais il pourrait être remis d'ici le déplacement mercredi prochain

sur la pelouse de l'Athletic Bilbao en Liga. Moins d'inquiétude en revanche pour le Français Raphaël Varane, sorti à la pause après avoir été victime d'un coup au niveau du péroné de la jambe gauche. Le défenseur devrait pouvoir être aligné samedi au stade Bernabeu selon la presse. Enfin, comme l'a souligné mardi soir l'entraîneur Rafael Benitez, la situation de Gareth Bale semble la plus préoccupante. L'attaquant gallois, 26 ans, s'est blessé au mollet gauche et il est sorti du terrain peu avant la demi-heure de jeu en boitant et en grimaçant.

Selon Marca, une éventuelle absence pouvant aller jusqu'à un mois. Si cette durée se confirmait, ce serait un nouveau coup dur pour le Real, déjà privé pour plusieurs matches du milieu offensif colombien James Rodriguez (cuisse) et du défenseur brésilien Danilo (pied).

MCA - La DTN rejette le diplôme de Valdo Le limogeage du staff technique imminent

Kamel Mohamed

Le MC Alger s'apprête à se séparer de son staff technique, en l'occurrence l'entraîneur en chef portugais Artur Jorge et son adjoint brésilien, Valdo. En plus des résultats "pas convaincants du MCA", selon le président du club, les diplômes fournis par Valdo ont été rejetés par la Direction technique nationale (DTN) de la FAF. Pour la précision, la FAF a exigé cette année des entraîneurs exerçant en Ligue 1 de fournir des licences CAF-A ou des diplômes équivalents. L'entraîneur adjoint du MCA, le Brésilien Valdo, a fourni une attestation d'entraîneur portant le cachet de l'association des entraîneurs brésiliens. Selon le premier responsa-

ble de la DTN, Toufik Korichi, cette attestation est "nulle et non avenue". Il a précisé que Valdo devrait présenter un diplôme ou une licence délivrés par la Confédération brésilienne de football, ce qui n'est pas le cas.

Le rejet du diplôme de Valdo par la DTN devrait précipiter le départ du staff technique du Mouloudia, sachant que Artur Jorge avait signifié sa solidarité avec son adjoint. L'absence de diplôme pour Valdo facilitera aussi la tâche de la direction du MCA de se séparer du staff technique. A ce propos, le président du MCA, Abdelkrim Raissi, a déclaré que "si le diplôme de Valdo n'est pas reconnu par la DTN, nous prendrons les décisions qui s'imposent". En d'autres termes, Valdo sera limogé dans les règles de

l'art! Pour ce qui est du match MCA-ASMO (2-0) disputé jeudi dernier pour le compte de la 5e journée du championnat de Ligue 1, Raissi s'est dit "déçu" de la prestation de l'équipe, malgré la victoire enregistrée. "La victoire a été difficile et l'équipe n'a pas fourni une bonne prestation" se montrant très critique à l'endroit du staff technique qui, a-t-il dit, "doit trouver des solutions". En somme, rien ne plaide en faveur du maintien du staff technique du MCA qui a déçu par les résultats en ce début de saison. Il faut donc s'attendre au limogeage de Jorge et Valdo dans les prochains jours. Le MCA occupe actuellement la 4e place avec 8 points après cinq journées du championnat de Ligue 1.

Deuxièmes foulées d'El-Harrach La pratique sportive à l'honneur

M. Lamine

La ville d'El-Harrach vibrera durant toute la matinée d'aujourd'hui au rythme d'une grande manifestation sportive à l'occasion de la tenue de la deuxième édition «foulée d'El-Harrach» organisée en course à pied à laquelle participeront des jeunes et moins jeunes, des vétérans, ainsi que des handicapés sur fauteuils roulants. Cette édition diffère de la première édition (2013), puisqu'elle est organisée dans un en-

vironnement nouveau avec l'ouverture du métro, et c'est à côté des embouchures de ce dernier que sera donné le coup d'envoi de cette manifestation sportive qui drainera certainement une grande foule avide de vivre un tel événement. L'objectif de ce genre d'épreuve à El-Harrach vise à éveiller les consciences sur les grands bienfaits que procure la pratique sportive.

Cette édition, qui se déroulera en plein cœur de la ville, est placée sous l'égide de l'assemblée populaire com-

mune d'El-Harrach, et figure dans le cadre du programme de la coordination des clubs sportifs.

Le point de départ des courses se fera à partir du pont blanc de la ville. Les participants passeront par les rues qui mènent vers le siège de l'APC, les bouches du métro, la place Aïssat Idir, le rond-point du CPA, ainsi que le boulevard Tabount Belkacem. Il est certain que cet événement, de par ses retombées positives, est appelé à devenir une tradition dans la capitale.

Naples Première titularisation de Ghoulam cette saison



FC Lorient

Mesloub suspendu pour deux matchs

Le milieu international algérien du FC Lorient (Ligue 1 française de football) Walid Mesloub, a écopé de deux matchs de suspension infligés par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), rapportent vendredi les médias locaux. Cette suspension fait suite au rapport dirigé par l'arbitre contre Mesloub à l'occasion du match FC Lorient-AS Saint-Etienne (0-1), dans le cadre de la 3e journée. La suspension du joueur algérien sera effective à partir du 22 septembre, et va ainsi rater la réception de Caen et le déplacement à Montpellier, comptant respectivement pour la 7e et 8e journée. Souffrant d'une petite lésion musculaire à la cuisse, Mesloub (30 ans) devrait faire l'impasse sur le match en déplacement face à l'AS Monaco dimanche dans le cadre de la 6e journée du championnat. Au terme de la 5e journée, le FC Lorient pointe à la 17e place au classement avec 5 points. Mesloub avait pris part le 6 septembre à Maseru au match de l'équipe nationale Verts contre le Lesotho (3-1) pour le compte de la deuxième journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017.



Ligue des champions d'Afrique L'USMA se déplacera par vol spécial à Khartoum

K. M.

L'USM Alger se déplacera à bord d'un avion spécial vers Khartoum où elle affrontera Al Hilal du Soudan le 27 septembre à 18h (heure algérienne) pour le compte du match aller des demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique. En optant pour un vol direct, la direction du club compte mettre les joueurs dans d'excellentes conditions pour atteindre la finale de la plus prestigieuse compétition africaine des clubs. Les joueurs devraient bénéficier de quelques jours de repos à l'occasion de la fête de l'Aïd El Adha et reprendront les entraînements

le 25 septembre, soit au deuxième jour de l'Aïd pour s'envoler en direction de Khartoum.

Selon l'entraîneur adjoint de l'USMA, Mahiedine Meftah, les joueurs sont bien motivés dans la mesure où ils sont aux portes d'une finale historique.

Il a précisé que les joueurs connaissent déjà les conditions qui sévissent en ce moment à Khartoum où il fait chaud. L'USMA avait disputé un match du groupe contre El Merrikh du Soudan, la semaine dernière à Oumdermane. Meftah a également rassuré que l'équipe jouera au grand complet, à la faveur du retour des blessés et des suspendus.

ASM Oran Mouassa promet de redresser la barre

L'entraîneur de l'ASM Oran, Kamel Mouassa, s'est dit «optimiste» quant aux possibilités de son équipe de revenir en force lors des prochaines journées du championnat de Ligue 1 algérienne, après avoir concédé une troisième défaite de suite, cette fois sur le terrain du MC Alger (2-0), jeudi soir en ouverture de la 5e journée. «Il est vrai que nous avons mal entamé le championnat, mais nous ne sommes qu'en début de parcours. Je suis persuadé que les choses rentreront rapidement dans l'ordre», a déclaré Mouassa à l'issue de la partie. L'ASMO est 10e au classement avec 4 points d'une victoire, un nul et trois défaites. «Nous n'avons pas de problèmes techniques, nous sommes dans une crise de résultats, pas plus. Mais le rendement de mes joueurs sur le terrain me rend confiant quant à leur capacités de redresser la barre», a ajouté l'entraîneur, de retour à l'ASMO après une saison passée avec l'USM Blida ponctuée par une accession en Ligue 1. Mouassa axera davantage son travail sur le plan

psychologique dans les prochains jours afin de permettre à ses protégés de «se libérer» mentalement. «Nous avons des joueurs très jeunes manquant d'expérience, et les mauvais résultats enregistrés jusque là, les a beaucoup affectés. Ils manquent désormais de confiance et nous allons travailler pour faire en sorte qu'ils la retrouvent rapidement», a assuré le responsable technique des gars de «Mdina Jdid». Le coach s'est montré satisfait du recrutement effectué durant l'intersaison, niant que le problème se situe dans ce registre. «Je suis amplement satisfait de l'effectif en ma disposition. Les joueurs ont encore une fois démontré qu'ils ont les capacités pour rebondir à l'occasion de ce match contre le MCA, une équipe disposant d'un effectif bien meilleur que le notre, mais à laquelle nous avons tenu la dragée haute, tout en la dominant en deuxième mi-temps notamment», a-t-il dit. Il a appelé, en outre, les supporters oranais à «s'armer de patience» et accorder du temps à leur équipe pour se remettre sur rails.

Cyclisme - Première édition du Tour d'Abu Dhabi

Nibali, Valverde, Cavendish et Sagan tête d'affiche

L'Italien Vincenzo Nibali, l'Espagnol Alejandro Valverde, le Britannique Mark Cavendish et le Slovaque Peter Sagan seront les têtes d'affiche de la première édition du Tour d'Abu Dhabi, une nouvelle épreuve cycliste prévue du 8 au 11 octobre. Dix-huit équipes, dont dix de première division (WorldTour), sont annoncées au départ de la course organisée en collaboration avec RCS (Giro).

Chaque formation présentera six coureurs. Quatre étapes, trois pour les sprinteurs et une pour puncheurs, sont prévues pour une distance totale de 555 kilomètres. Les équipes annoncées sont : Astana, Aru, BMC, Etixx, Lampre, Movistar, MTN-Qhubeka, Orica, Giant, Katusha, Sky, Tinkoff, Bora, Colombia, Drapac, Skydrive, Team Wiggins, UnitedHealthCare, sélection des Emirats arabes unis.

Tottenham Bentaleb reprendra bientôt la compétition

Le milieu international algérien de Tottenham (Premier league anglaise de football) Nabil Bentaleb, blessé à la cheville, devrait effectuer son retour à la compétition dans deux semaines, au lieu d'un mois, comme annoncé précédemment par les «Spurs». «Nabil est encore indisponible pour deux semaines, il faut toutefois rester prudent, nous devons être patient avec lui à l'instar de Mason, mais sa récupération est très bonne», a affirmé le coach argentin de Tottenham Mauricio Pochettino, cité vendredi par la presse locale. Le joueur algérien a été contraint de faire l'impasse sur le dernier match de son équipe dimanche dernier sur le terrain de Sunderland (1-0), dans le cadre de la 5e journée du championnat. Bentaleb a également déclara-



ré forfait pour le dernier match de l'équipe nationale face au Lesotho (victoire 3-1) dimanche dernier, comptant pour la 2e journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017, pour le même motif. Le milieu défensif des Verts reste toutefois incertain pour les deux matchs amicaux de la sélection, face à la Guinée et le Sénégal, respectivement les 9 et 13 octobre prochain au stade du 5-juillet d'Alger.



06.30 Sabah el kheir
09.10 Sayidati
10.10 Super family
Feuilleton arabe
11.00 Panchel el mouhib
11.20 Namour el abiyadhe
11.30 Even Stevens

13.00 Le journal télévisé
13.30 Hadi biladi
14.00 Irchadat tibiya
15.00 Dragon crusader - Film
16.45 Studio el sghar
17.30 Aâlem el hayawanat
18.00 Le journal télévisé amazigh

18.20
Ibhar

19.10 El loueloue el outhemani
Documentaire
20.00 Le journal télévisé
21.00 Studio... live
22.30 Studio el mouhtarfine
00.30 CSC-USMA



10.25 Les Z'amours
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal
12.20 13h15, le samedi...
13.00 Mon Envoyé spécial
13.40 Tout compte fait
14.35 Faites entrer l'accusé
16.10 L'atelier déco
17.50 Mot de passe
18.55 Météo 2
19.00 Journal
19.51 Météo 2

19.55 Sauvons nos trésors



Présenté par **Stéphane Bern**

Châteaux, chapelles, maisons, églises, granges, donjons... l'animateur invite le téléspectateur à découvrir des sites parfois ignorés, voire totalement inconnus, mais riches d'un passé et d'une architecture insignes. Pour tous les édifices se raconte une histoire ; l'ancienne évidemment, mais aussi celle plus récente de ces personnes dévouées à leur restauration. Le téléspectateur peut voter pour aider à la rénovation d'un des monuments. Le «chef-d'œuvre en péril» choisi bénéficiera d'une bourse permettant sa remise en état.
22.10 On n'est pas couché
01.32 Alcaline le mag



10.00 La folle journée, au fil de l'eau
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
12.25 Les grands du rire
14.00 En course sur France 3
14.20 La folle journée, au fil des siècles
15.55 Les carnets de Julie
16.55 Questions pour un super champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.05 Tout le sport
19.48 Plus belle la vie ensemble

19.50 Deux petites filles en bleu



Avec **Christine Citti, Yann Sundberg, Aymen Saïdi, Marie Guillard**
En rentrant d'une soirée, Simon et Julie Malherbe découvrent leur baby-sitter évanouie. Leurs adorables jumelles de 6 mois ont été kidnappées. Ils reçoivent rapidement une importante demande de rançon : sept millions d'euros. Un mystérieux commanditaire appelé l'Albatros est à la tête de l'organisation. Deux hommes sont en charge de récupérer l'argent et une femme doit s'occuper des petites filles...
21.30 Soir 3
21.55 Miss Marple
23.20 Suor Angelica
00.15 Une tragédie florentine



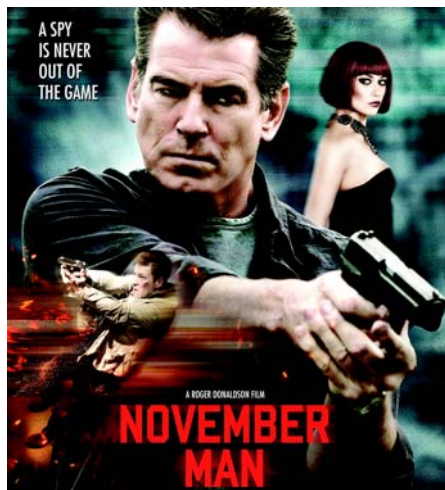
12.55 Venise 24/24
13.20 Belles plantes mais pas potiches
14.20 Hélène et les animaux
15.15 Un royaume au fil des saisons
16.15 Décollage pour l'Amérique
17.10 J'irai dormir chez vous
18.05 Dangers dans le ciel
19.00 Entrée libre
19.40 Echappées belles
21.10 Sulawesi, itinéraire d'une famille Badio
22.05 L'oeil et la main
22.35 La route du fleuve Mississippi
23.25 Shane et les fantômes de Madagascar
00.15 Révélation sur l'île de Pâques

arte

12.30 Futuremag
13.00 Yourope
13.30 Enquête d'ailleurs
14.10 Amour, le fleuve interdit
16.25 Aux portes de la mer
17.10 Cuisines des terroirs
17.35 Arte reportage
18.30 Le dessous des cartes
18.45 Arte journal
19.00 360°-GEO
19.50 Le Rhin
21.20 Jean-Michel Jarre
22.15 Soundhunters
23.10 Tracks
23.50 Derrick May & Friends @ Weather Festival 2015
00.55 Le rock venu du froid

TV5MONDE

12.05 Vivement dimanche
13.35 Épicerie fine
14.30 # Version-française
15.00 Acoustic
15.25 Football : Stade De Reims Champagne / Paris Saint-Germain
17.25 64' le monde en français
18.15 L'invité
18.30 Le journal de France 2
19.00 L'héritier
20.45 LIFEVER
21.00 TV5Monde le journal Afrique
22.00 Boulevard du palais
23.35 Outre-zapping
00.00 TV5Monde le journal
00.25 L'invité



CANAL+ 19.58

THE NOVEMBER MAN

Avec **Pierce Brosnan, Luke Bracey, Olga Kurylenko, Bill Smitrovich**
Devereaux, ex-agent de la CIA, reprend du service pour exfiltrer une ancienne maîtresse qui travaille pour Fedorov, un général russe. Ce dernier veut la faire tuer. Devereaux la sauve de justesse, mais elle est tuée par des hommes de la CIA qui la surveillaient. Parmi eux se trouve Mason, que Devereaux a formé, des années auparavant.

CANAL+
family 19.50

SCOOBY DOO 2 : LES MONSTRES SE DÉCHAÎNENT



Avec **Sarah Michelle Gellar, Seth Green, Freddie Prinze Jr, Matthew Lillard**
A Coolsville, un individu masqué fait tout pour terroriser les habitants. Pour arriver à ses fins, il entreprend de recréer de vieux monstres et autres fantômes, dont Scooby-Doo et ses amis détectives se croyaient à jamais débarassés. Sous la pression de la population locale, Sammy, Daphné, Fred, Véra et leur chien froussard se lancent à la poursuite du bandit, qu'ils vont tenter de démasquer.

CINE +
PREMIER 19.45

SNATCH, TU BRAQUES OU TU RAQUES

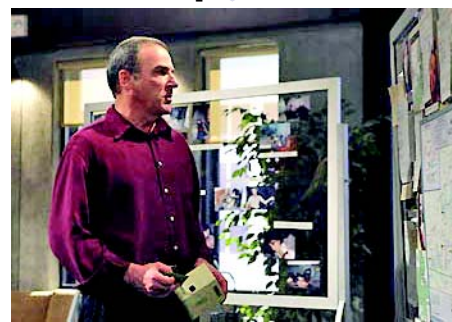


Avec **Jason Statham, Dennis G Farina, Vinnie Jones, Brad Pitt, Jason Flemyng**
Franky, joueur invétéré, vient de voler à Anvers un diamant pour le compte d'Avi, un mafieux new-yorkais. Il parie de l'argent sur un combat clandestin truqué organisé par Brick Top, un caïd londonien. Entre-temps, un petit truand, Turkish, persuade le Gitan Mickey de participer à ce même combat. Mais celui-ci, au lieu de s'incliner comme prévu, étend son adversaire d'une unique et monumentale droite !

TÉLÉVISION



22.15 Esprits criminels



Saison 1 - Episode 21

- Les témoins du secret

Avec **Mandy Patinkin, Shemar Moore, Matthew Gray Gubler, Lola Glaudini**
John Summers, un agent de la CIA appartenant à la cellule anti-terroriste, est assassiné. Il était chargé de protéger un témoin très important. L'équipe collabore avec l'agence afin de découvrir la taupe.
01.40 50mn Inside



19.55 NCIS : Los Angeles



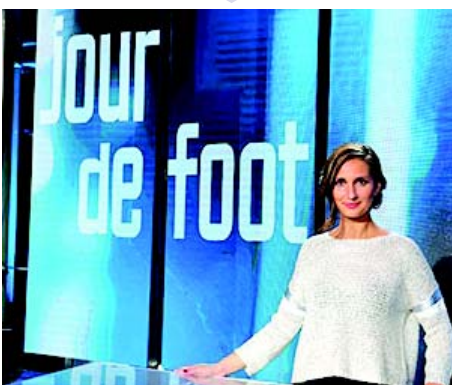
Saison 5 - Episode 7

- Un train peut en cacher un autre

Avec **Chris O'Donnell, LL Cool J, Linda Hunt, Daniela Ruah, Barrett Foa**
Un agent de sécurité d'une compagnie ferroviaire est agressé par des hommes masqués puis placé sur des rails avant de mourir écrasé. La victime avait surpris ses attaquants, peu de temps avant, en train de prendre des photos et des mesures. L'équipe pense avoir affaire à une branche de Al-Qaïda qui prend pour cible les trains.
00.15 Sons of Anarchy



22.40 Jour de foot



- 6e journée de Ligue 1

Les résumés des premiers matchs de la 6e journée de Ligue 1 : Rennes/Lille, Reims/PSG, Caen/Montpellier, Guingamp/GFC Ajaccio, Angers/Troyes, Bastia/Nice.
23.35 Wayward Pines
01.10 Championnat d'Angleterre



11.14 Les kiwis
11.19 Sam le pompier
11.39 Peppa Pig
12.06 Oui-Oui
12.30 Les kiwis
12.36 Consomag
12.40 Fort Boyard
14.40 Moi, Arthur, 12 ans, chasseur de dragons
16.20 La malédiction de la statue noire
17.59 Un gars, une fille
19.50 Fort Boyard
23.15 Monte le son, le mag
23.50 Monte le son, le live
01.35 Highlander



10.15 Secret Story
12.35 Alerte astéroïde
14.20 Descente en enfer
16.05 Apocalypse Revolution
18.30 Appels d'urgence
19.40 NT1 infos
19.45 Météo
19.50 Chroniques criminelles



10.35 Génération Hit machine
11.35 Météo
11.40 Malcolm
16.35 Soda
19.45 Météo
19.50 Talent tout neuf
19.55 Les 30 ans du Top 50



**Bélier** 21-03 au 20-04

Des secrets de polichinelle ou des manigances jalonnent votre quotidien et cela vous préoccupe. Parlez-en à une personne de confiance et veillez à rester en dehors de tout ça...

**Taureau** 21-04 au 21-05

Cette journée pourrait être consacrée à votre conjoint, même si son moral n'est pas au beau fixe. Vous saurez lui redonner le sourire au cœur... en ouvrant le vôtre !

**Gémeaux**

22-05 au 21-06

En ce moment vous avez autant besoin de vous réaliser professionnellement que d'apprécier votre foyer à sa juste valeur. Vous savez équilibrer les deux avec sagesse.

**Cancer** 22-06 au 22-07

Même si les enfants sont au centre de vos préoccupations, veillez à conserver un bon contact sur le plan professionnel. D'autant qu'aujourd'hui, votre pouvoir de création est optimisé !

**Lion** 23-07 au 23-08

Votre famille est au centre de vos préoccupations aujourd'hui, mais cela ne devrait pas vous empêcher de mener à bien vos affaires et de faire valoir vos droits.

**Vierge** 24-08 au 23-09

Si vous êtes souvent en déplacement, ne rechignez pas à la besogne et soyez aux aguets, car sur le long terme cela peut se révéler très positif.

**Balance** 24-09 au 23-10

C'est dans le calme et le silence que vous faites le point sur votre situation financière, quitte à régler quelques factures. Qui règle ses dettes s'enrichit !

**Scorpion** 24-10 au 22-11

La tête pleine de projets vous en parlez à vos amis, mais aucun d'eux ne semble accrocher réellement et cela vous met de mauvaise humeur. Cela ne va pas durer...

**Sagittaire**

23-11 au 21-12

Vous faites beaucoup d'efforts pour arriver à vos fins ou aux buts fixés, mais vous ressentez actuellement une baisse d'énergie. Prenez du recul avant le sprint final.

**Capricorne**

22-12 au 20-01

C'est une bonne période pour partir en voyage en compagnie d'amis, ou de parler de vos projets sur le plan social. Bonne période pour une formation professionnelle.

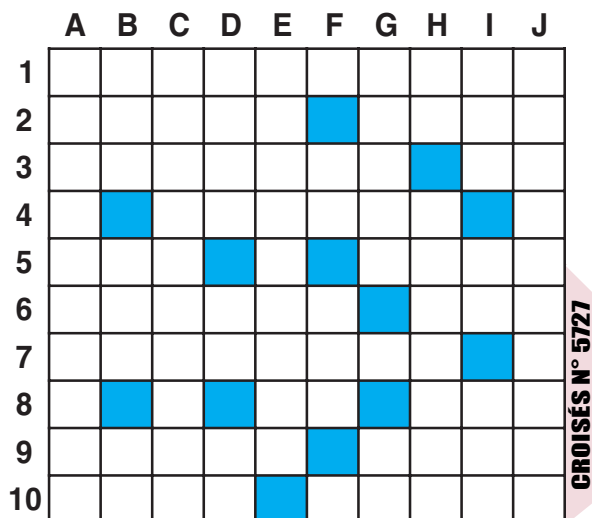
**Verseau** 21-01 au 18-02

Même si tous vos objectifs ne sont pas atteints, faites vos comptes et vous verrez que le dicton italien «Qui va piano va sano» est de bon conseil.

**Poissons**

19-02 au 20-03

Votre partenaire éprouve le besoin de ranimer un peu votre flamme et vous ne pouvez pas l'ignorer plus longtemps. Il est temps de changer vos habitudes.

**Horizontalement:**

1. Une obsession : voir des moutons partout !
2. Femmes de notre vie. Coupant.
3. Conduites. En vitesse.
4. Se caler (se).
5. Cité sur le Niger et au Mali. Prit les devants.
6. Embrouilles. Possessif.
7. Type à ne pas croire.
8. Autre rejet.
9. Pas reconnaissants du tout. Il cajole dans les bois.
10. Opération témoin. Tranchée.

Verticalement:

- A. Coup de griffe.
- B. Le premier à croire au père Noé ! Branque. C'est-à-dire.
- C. Préétablies.
- D. Cité de L'UE. Cité de Sumner. Dans le vent.
- E. Iraient de l'avant.
- F. infinitif. Capucin.
- G. Fichus.
- H. Casse-tête chinois.
- I. Mises aux points.
- J. Tiennent toujours en place.
- K. Dur à la vitesse.
- L. Coupe du monde. Pile.
- M. Fait passer en douceur.

LES SOLUTIONS**CROISÉS N°5726**

D	E	S	O	P	I	L	A	N	T
I	P	A	M	A	R	R	E		
S	A	L	I	R	C	T	S		
T	R	O	N	C	H	E	M		
I	N	O	E	R	A	I	D		
N	G	L	I	A	S	S	E		
G	O	B	E	L	E	T	I	E	R
U	M	R	E	N	I	E	R	A	
E	M	U	S	A	O	E	T		
R	E	V	E	R	N	A	S	E	

FLECHES N°5726

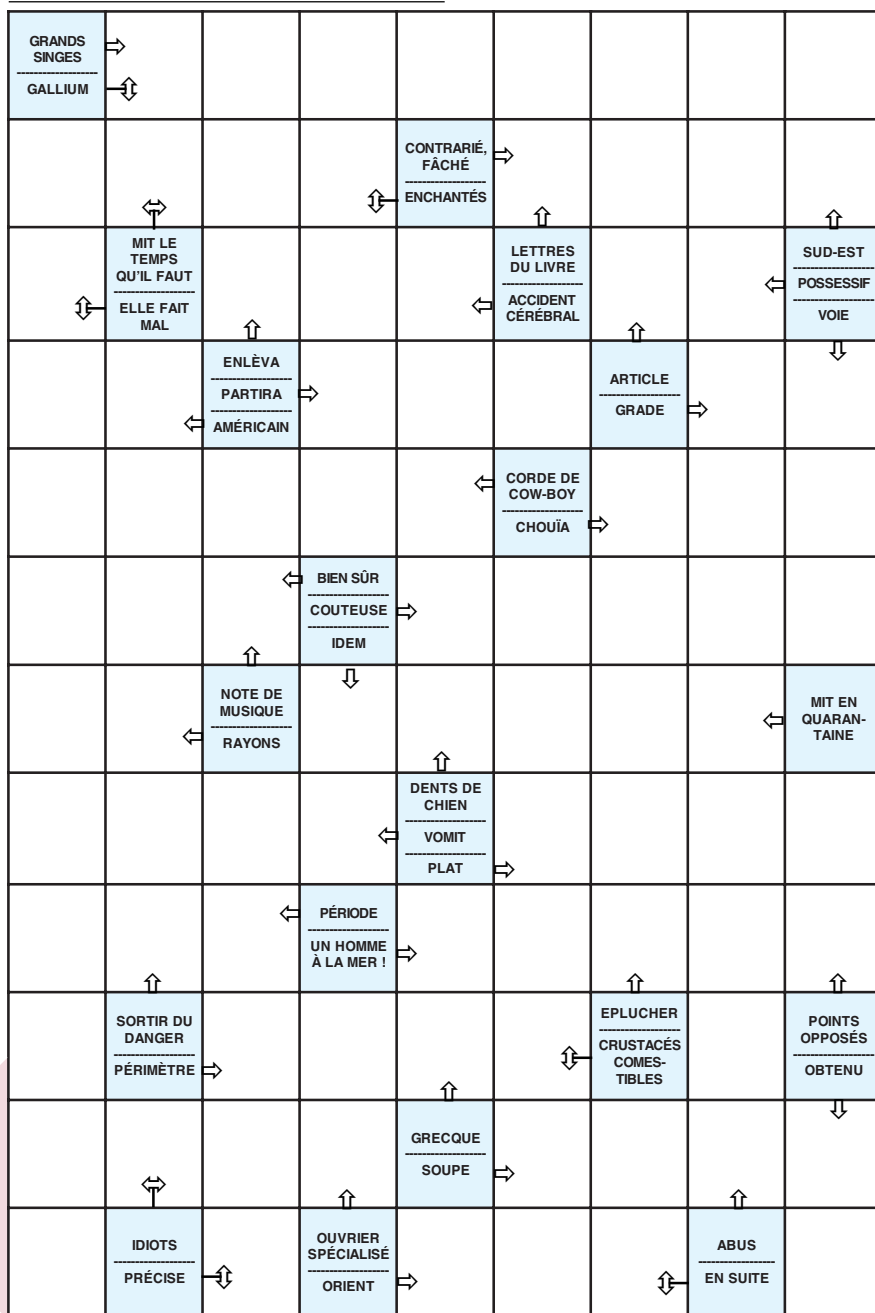
H	E	R	I	T	E	R	S		
A	V	A	N	T	A	R	A		
B	E	C	C	P	E	C			
I	C	A	R	U	S	H			
T	R	O	M	P	E	T	T		
E	M	C	V	E	T				
R	A	M	I	U	N	S			
V	O	L	E	E	C				
C	A	D	U	C	I	L			
A	R	E	S	M	A	R	I		
F	E	E	L	E	N	T	E		
E	S	U	E	R	A	U			

FOUILLIS N°5726 SOMMET (Sot - Mets)**CODÉS N°5726**

1	C	I	S	5	P	A	N	8	M	G	10	E	T	12	O	B
14	L	V	U	Q	D	H										

1	N	O	P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14													

12	2	6	8	12	5	4	8	14					
10	6	7	2		8		10	5	8				
11	5		12	5		3	7		2				
10	8	9	2	1		2		4	14				
8		10	7	7	4	8	8	4	4				
15		16	5	4		7	2		14				
	3	5	14		8		7	2					
10	8	1	10	17	6	4	4		8				
		4	7	6	15	5	4	8	10				
13	10	8	5	4	4	14		2	7				
8		5	2		14		18	6	5				
10	16	4	1	4	14		10	9	4				
12	6	14		15	4	11	5	4	8				
4	7		5	5			7	6	4				
14	10	18	4	7	4	14		8	14				

Jeux proposés par Chérifa Benghani

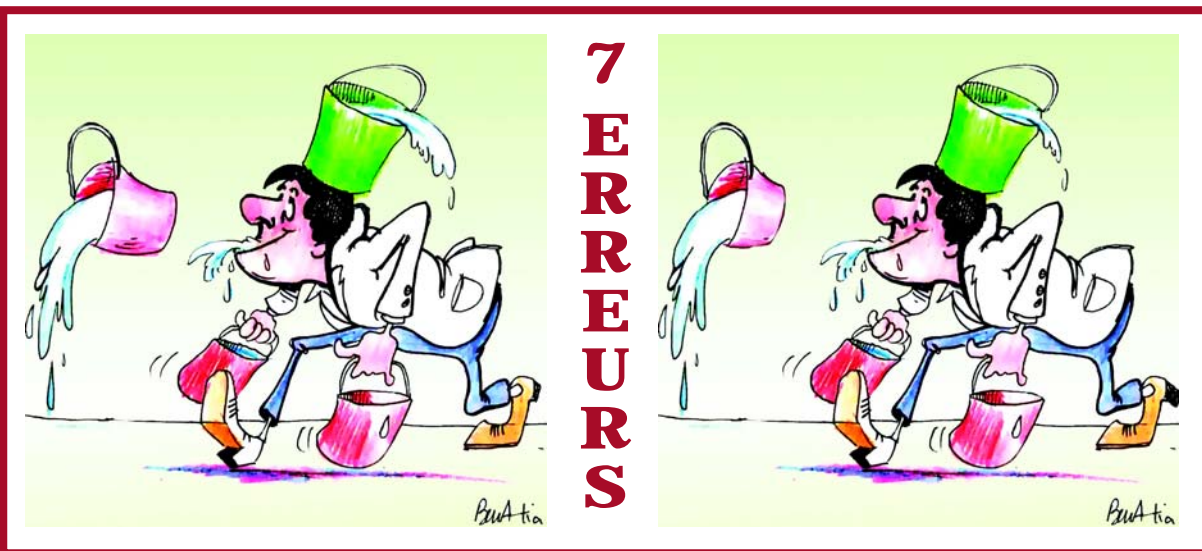
FLÈCHES N° 5727

ABRICOT –
AMATEURISME –
ARCHITECTURE –
BONHOMME –
BRODERIE –
CEINTURE –
CENDRIER –
CIRQUE –
CONCORDANCE –
CROYANCE –
DATER – DESTIN –
DIAMANT – ENCORE –
ENFANT – EPAULE –
FAON – FRAISER –
FRISSETTE –
FROLEMENT –
IMPUISSANCE –
INSTRUCTION –
INVENTION –
MARIER – MONDE –
PARENT – PATE –
PHRASE – PRIER –
RENEGAT – REPOS –
STOP – TARER –
TASSE – VICE –
VISEE – VOTE –
VRAC.

T	D	E	M	S	I	R	U	E	T	A	M	A	E	A
D	N	A	T	N	E	M	E	L	O	R	F	R	R	B
M	E	A	T	T	N	A	F	N	E	E	U	C	R	R
V	A	S	M	E	U	Q	R	I	C	T	H	O	E	I
L	I	R	T	A	R	E	R	N	N	I	D	R	C	C
O	T	S	I	I	D	A	I	T	E	E	E	N	O	
U	A	T	E	E	N	D	E	E	R	T	M	S	A	T
P	S	O	P	E	R	C	C	I	T	M	E	I	S	T
G	S	P	C	O	N	T	E	E	O	P	P	A	S	A
A	E	I	C	A	U	S	S	H	A	A	V	R	I	G
R	V	N	Y	R	A	I	N	U	R	R	O	F	U	E
T	O	O	E	R	R	O	L	E	A	E	T	A	P	N
C	R	I	H	F	B	E	N	C	O	R	E	O	M	E
C	R	P	N	O	I	T	C	U	R	T	S	N	I	R
P	E	D	N	O	M	N	O	I	T	N	E	V	N	I

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est cochon.
- Mon 2e est personnel.
- Mon 3e est une maladie de la gratte.
- Mon tout est un pays d'Europe.



La Russie étudiera l'envoi de troupes en Syrie si Damas le demande



La Russie est prête à étudier l'envoi de troupes en Syrie si le président Bachar al-Assad lui en fait la demande, a affirmé hier vendredi le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, tout en soulignant le caractère hypothétique d'une telle éventualité.

"S'il y a une demande (de Damas), celle-ci sera naturellement discutée et évaluée dans le cadre de nos contacts bilatéraux", a déclaré M. Peskov, cité par l'agence de presse publique russe Ria Novosti. "Mais il est difficile de parler de cela alors que cela reste hypothétique", a-t-il ajouté, sans préciser dans quelles conditions ces soldats pourraient être déployés.

Jeudi soir, le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallelem a déclaré que "jusqu'à présent, il n'y a pas de combats communs sur le terrain avec les forces russes, mais si nous en avons besoin, nous étudierons (cette possibilité) et ferons une demande". "Lorsque cela sera nécessaire, il n'y a rien qui puisse empêcher cette coopération" avec les Russes, a-t-il ajouté dans une interview à la télévision d'Etat. Le président Vladimir Poutine a cependant affirmé début septembre qu'il était "prématuré" de parler d'un engagement militaire de la Russie en Syrie pour lutter contre Daech.

Des ONG contre la décoration par la France du patron du contre-espionnage marocain



Des associations de défense des droits de l'Homme se sont inquiétées jeudi qu'un déplacement du président François Hollande au Maroc ce week-end soit l'occasion de décorer de la légion d'honneur le patron du contre-espionnage marocain, visé en France par des plaintes pour "torture". Dans un communiqué commun, des associations comme l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), Euromed Droits - REMDH (Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme) ou encore la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) se disent "vivement préoccupées" par la "possibilité qu'Abdellatif Hammouchi, le directeur de la DGST marocaine, soit élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur", comme l'avait promis en février le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Elles jugent "inacceptable" que cette distinction "soit remise à une personnalité mise en cause pour complicité dans une affaire de torture".

"La remise de la Légion d'honneur à M. Hammouchi serait un symbole désastreux et ne servirait qu'à blanchir les autorités marocaines et à encourager l'usage de la torture dans ce pays", ajoutent les signataires du communiqué, la Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées (Femed), la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et l'association Survie.

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

Attaque dans un aéroport de Tripoli, 3 morts

Le groupe Etat islamique (Daech) a revendiqué une attaque menée vendredi dans la base aérienne de Mitiga à Tripoli qui, selon un responsable de la sécurité de l'aéroport libyen, a fait trois morts parmi les forces de l'ordre. "Un groupe armé a mené ce matin une attaque contre la prison située dans la base aérienne de Mitiga, pour tenter de libérer des détenus", a expliqué ce responsable à l'AFP.

"Au début il y a eu une explosion (...) et ensuite un accrochage à l'arme automatique", a-t-il détaillé. "Trois gardiens ont été tués ainsi que tous les assaillants, il y en avait au moins huit", a-t-il ajouté. Le correspondant de l'AFP, qui se trouvait à l'aéroport militaire au moment de l'attaque, a entendu une explosion qui a secoué l'aérogare et qui a été suivie de tirs qui ont duré plusieurs minutes. Le respon-



sable de la sécurité n'était pas en mesure de préciser qui était responsable de l'attaque, mais celle-ci a été revendiquée sur Twitter par l'EI. Le groupe jihadiste a affirmé avoir attaqué "le QG de ce qu'on appelle

les forces de dissuasion dans l'aéroport de Mitiga (...) où des détenus musulmans subissent des tortures". Le trafic aérien à l'aéroport de Mitiga, situé dans l'est de Tripoli, n'a pas été affecté par l'attaque.

Arabie saoudite : trois étrangers tués par un «projectile» tiré du Yémen



Trois résidents étrangers ont été tués et 28 autres personnes, dont quatre Saoudiens, blessés par l'explosion d'un "projecti-

le" tiré à partir du Yémen sur une ville frontalière du sud de l'Arabie saoudite, a annoncé la télévision publique El-Ekhbariya. La télévi-

sion, qui cite les services de la défense civile de la province de Jazane, indique que "le projectile", dont elle ne précise pas la nature, a explosé dans la localité de Samitah. El-Ekhbariya n'a pas révélé les nationalités des trois morts ni celles des blessés non saoudiens. Elle a montré des images du lieu de l'explosion avec des voitures endommagées et des murs perforés par des éclats métalliques. Dimanche soir, la coalition conduite par l'Arabie saoudite au Yémen avait annoncé la mort de cinq soldats saoudiens dans la province voisine de Najran, sans préciser dans quelles conditions ils avaient été tués. Il s'agissait des plus lourdes pertes dans un incident frontalier annoncées par la coalition depuis le début de la campagne de frappes aériennes au Yémen.

Un millier de pèlerins évacués à La Mecque après un incendie

Plus d'un millier de fidèles asiatiques ont été évacués d'un hôtel de La Mecque où s'est déclaré un incendie, quelques jours avant le début du hadj, a annoncé jeudi la défense civile saoudienne. Deux pèlerins ont été blessés dans l'incendie nocturne dans une chambre de l'hôtel où étaient logés des ressortissants d'un pays asiatique qui n'a

pas été identifié, a précisé un porte-parole, le colonel Abdallah al-Harithi, dans un communiqué. Au total, 1.028 fidèles ont été évacués de l'hôtel de 11 étages et devraient être relogés ailleurs à La Mecque, a-t-il ajouté, sans préciser les causes du sinistre ni l'étendue des dégâts. Cet incendie est survenu après un grave accident, provoqué

vendredi par la chute d'une grue géante à la Grande mosquée de La Mecque, qui s'est soldé par au moins 107 morts et quelque 400 blessés parmi les fidèles rassemblés pour le hadj. Selon les autorités saoudiennes, près de 1,24 million de fidèles sont déjà arrivés de l'étranger pour le pèlerinage cette année.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

UNE ANGOISSANTE CHUTE DES PRIX DE PÉTROLE

vention sur les produits énergétiques, même si, pour le moment, on ne parle pas de hausses de l'électricité, du gaz et de l'eau, alors que les gestionnaires de ces secteurs réclament depuis des années une vérité des prix pour mieux financer leurs investissements.

Et, dans cette logique démentielle de la hausse annoncée des prix de tout et de rien, il devient évident que l'Algérien est progressivement et psychologiquement préparé à accepter, sans "ruer dans les brancards" à défaut d'autres lieux comme la rue, ces hausses annoncées du coût de la vie. Car il ne faut pas être naïf, les hausses des prix ont déjà commencé, avec des augmentations de plusieurs produits de large consommation, sans que les services concernés du ministère du Commerce n'y mettent le "holà". En réalité, la fin de l'année 2015 risque d'être chaude, avec des hausses progressives mais assainissantes de prix des grands produits de consommation, des produits agricoles aux produits agro-industriels, et principalement ceux importés.

Avec un dinar qui ne vaut plus grand chose sur le marché des devises, les achats à l'inter-

national reviennent plus cher, même si les prix des matières premières que l'Algérie importe sont en baisse, à l'instar du sucre, du café, des céréales ou des intrants industriels. Il est clair que tant que le prix du baril reste orienté vers le bas, la situation financière du pays ira de mal en pis, d'autant que les exportations hors hydrocarbures, un mythe bien entretenu par tous les chefs de gouvernement successifs depuis 1980, restent dérisoires, voire même grotesques. Que signifient 2,8 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures quand on sait que plus de la moitié de ces exportations sont constituées de produits pétroliers dérivés?

Même au niveau des chiffres, le fardage fait des ravages. Mais ces tristes chiffres signifient une seule chose, c'est que l'Algérie ne produit guère pour exporter et, réellement, les conditions objectives pour cette finalité n'ont jamais été mises en place par les différents gouvernements. Une preuve? Cela fait un peu plus de trois ans que l'on parle d'un grand port en eaux profondes pour accueillir enfin "chez nous" les navires de gros tonnage pour éviter le transbordement de marchandises (et des devises) destinées pour l'Algérie dans de petits caboteurs aux ports espagnols d'Algésiras ou de Valence. Que faire, vraiment quand le pétrole chute ? Les réserves de change, elles, ne peuvent guère servir que comme esquif de fortune avant l'arrivée du mauvais temps.

Soudan du Sud: 150 morts dans l'explosion d'un camion-citerne

Au moins 150 personnes sont mortes dans l'explosion au Soudan du Sud d'un camion-citerne accidenté dont elles tentaient de récupérer la cargaison de carburant, selon un nouveau bilan des autorités locales vendredi. Un premier bilan dressé jeudi faisait état de 85 morts et de plus de 100 blessés dans l'accident qui s'est produit mercredi à Maridi, une localité située à environ 300km à l'ouest de la capitale Juba. Mais John Ezkia, un responsable local, a indiqué sur la radio Eye que des dizaines de blessés avaient succombé à leurs brûlures, portant le bilan à au moins 150 morts. D'autres corps ont aussi été retrouvés autour du camion-citerne accidenté. Un second responsable de Maridi, John Saki, a déclaré au site d'information sud-soudanais Gurtong que le bilan s'élevait à 176 morts.

Selon M. Saki, un millier de gens, dont beaucoup venant d'une école voisine, s'étaient rassemblés autour du camion accidenté au bord de la chaussée. "Une explosion s'est alors produite qui a provoqué la mort de 55 personnes initialement, ce bilan s'élève maintenant à 176, et beaucoup d'autres se trouvent dans un état critique à l'hôpital de Maridi", a déclaré M. Saki à Gurtong.

Un Irakien tué après avoir attaqué une policière à Berlin au couteau

Un Irakien de 41 ans, "suspecté d'islamisme", a été tué par balles par la police à Berlin après avoir grièvement blessé une policière avec un couteau jeudi matin, a indiqué le parquet allemand, précisant que l'homme avait déjà été condamné pour un projet d'attentat. L'homme identifié comme Rafik Y. avait été condamné à huit ans de prison en Allemagne pour avoir projeté un attentat contre le Premier ministre irakien de l'époque Iyad Allaoui lors d'une visite en Allemagne en 2004, selon un porte-parole du parquet interrogé par l'AFP. Dans la matinée, il avait attaqué une policière avec un couteau, la blessant grièvement, avant d'être tué par d'autres policiers.

Trois hommes avaient été condamnés le 15 juillet 2008, à l'issue de deux ans de procès, pour avoir planifié l'assassinat de M. Allaoui. L'un d'eux, Rafik Mohammed Youssef, avait écopé de huit ans de détention. Le principal accusé Abdoulaziz Rashid et ses deux complices, Mazen Ali Hussein et Rafik Mohamed Youssef, avaient aussi été reconnus coupables d'appartenance à une organisation "terroriste" étrangère, le groupe sunnite Ansar al-islam lié à Al-Qaïda créé en 2001 au Kurdistan irakien.